



Pendant que l'armée désarme les « macoutes » et que les pillages continuent La situation « inquiète » Duvalier

d'après AFP, Reuter et UPI
Alors que le Conseil National du gouvernement annonçait, hier, la dissolution du parlement haïtien à Port-au-Prince, le couvre-feu a de nouveau été instauré sur tout le territoire de 14 h locales à 6 h du matin. Ce couvre-feu, instauré pour la troisième journée consécutive, survient au moment où l'armée a commencé à désarmer les

« macoutes » et que les pillages continuent.
Pendant ce temps-là, l'ancien président haïtien, Jean-Claude Duvalier, trouve plutôt inquiétante la situation en Haïti qu'il suit à la télévision dans l'hôtel de Talloires au bord du lac d'Annecy (sud-est de la France) où il réside depuis vendredi. Joint au téléphone, hier, par la chaîne française de télé-

vision Antenne 2, le président haïtien en fuite s'est également déclaré plutôt satisfait de l'accueil que lui ont réservé les autorités françaises.
Il a toutefois déploré être l'objet de certaines tracasseries administratives, faisant sans doute allusion au fait qu'il est pratiquement cloîtré à l'intérieur de l'hôtel étroitement surveillé par la police. Rien ne filtre sur ce qui s'y passe.

Seul un boucher de Talloires a raconté après avoir livré une cinquantaine de kilos de viande à l'hôtel: « Il ne lui reste que cela, au moins il n'a pas perdu l'appétit. »
Les seules personnes à quitter l'hôtel, hier, ont été trois hommes, des Noirs portant des mallettes, qui ont été emmenés dans deux voitures banalisées par la police. Par la suite, les voitures

sont revenues à l'hôtel, vides, sans qu'il soit possible de savoir où les trois passagers avaient été déposés.
Par ailleurs, le gouvernement français n'avait toujours pas réglé hier, semble-t-il, le problème extrêmement délicat qui consiste à trouver une terre d'asile au président déchu, accueilli en France à titre tout à fait provisoire.

voir DUVALIER en A 2

AU MOINS 29 MORTS, 93 BLESSÉS



Les sauveteurs ne sont parvenus à dégager les deux premiers corps qu'hier matin. Il pourrait y avoir jusqu'à 50 victimes sous les amoncellements de débris. photocluser CP

Une erreur humaine pourrait être à l'origine de la catastrophe ferroviaire

d'après CP
HINTON, Alberta — Des dizaines de sauveteurs et d'ouvriers, certains de ces derniers au volant de pièces d'équipement lourd, cheminaient lentement à travers des montagnes de débris, hier, dans l'espoir tenu de trouver d'autres survivants de la catastrophe ferroviaire qui a fait au moins 29 morts et 93 blessés, samedi matin.
Lors d'une conférence de presse impromptue, à Edmonton hier après-midi, les responsables des Chemins de fer nationaux étaient encore incapables de préciser le chiffre exact des victimes et encore moins la cause possible de la catastrophe. Ils ont toutefois laissé entendre que l'hypothèse d'une erreur humaine n'est pas écartée pour l'instant.
Un convoi de passagers de Via Rail, comptant 14 unités et roulant à un peu moins de 110 kilomètres-heure, a percuté de plein fouet, à 8 h 40 samedi, un train de

fret qui se trouvait sur une section simple d'une voie ferroviaire qu'il n'aurait jamais dû emprunter. Le train de marchandises n'était en plus qu'à 75 mètres de la voie double où il aurait dû se trouver. On n'a pu établir la vitesse du train de marchandises dont la vitesse est habituellement limitée à 80 km/h à cet endroit.
Ross Walker, vice-président du CN dans l'Ouest canadien, a affirmé que le convoi de fret aurait dû attendre le passage du convoi de passagers sur la voie double avant de s'engager plus avant vers l'est. Il a précisé que le train de fret, qui comptait 112 wa-

gons, a passé outre un feu rouge et un aiguillage verrouillé avant de se présenter sur la voie simple.

« Ce train a quitté la voie double, ce qu'il n'aurait jamais dû faire. Il n'y a que deux possibilités pour expliquer ce qui s'est produit: un mauvais fonctionnement des signaux ou une erreur humaine. »

M. Walker a ajouté toutefois qu'une première vérification, sur les lieux de la tragédie, a permis de constater que les signaux ferroviaires fonctionnaient parfaitement, hier.

Au centre de triage central d'Edmonton, l'ordinateur a enregistré un feu rouge et un aiguillage fermé sur la voie simple où le convoi de fret s'est pourtant inopinément engagé. « L'aiguillage était en parfait état, mais la vitesse excessive et le poids du train

Héroïsme et désolation

page A 9

voir ERREUR en A 2

Marcos affirme avoir gagné sans frauder

d'après AFP et Reuter
MANILLE — Alors que les accusations de fraude se multiplient à l'encontre de ses partisans, le président philippin Ferdinand Marcos a affirmé hier qu'il n'avait pas l'intention d'annuler les élections présidentielles et qu'il en respecterait les résultats, même s'ils lui sont défavorables.

M. Marcos, qui était interviewé en direct de Manille sur les chaînes de télévision NBC et ABC, a toutefois souligné qu'il pensait avoir remporté l'élection de vendredi. Il a estimé qu'il était en tête d'environ un million de voix, marge qu'il a qualifiée de décevante. Je n'ai pas l'intention d'user de mon pouvoir pour gagner l'élection, a ajouté le président philippin, qui avait laissé entendre samedi qu'il pourrait l'annuler. Je ne voudrais pas revenir au pouvoir par la fraude, a-t-il dit en précisant que s'il était déclaré perdant, il permettrait une transition pacifique.

Rejetant à plusieurs reprises les accusations de fraude généralisée portées contre ses partisans, il a en revanche attribué à des irrégularités une partie des votes obtenus par sa rivale, Mme Corazon Aquino. Le président philippin a d'autre part expliqué la lenteur du dépouillement par des difficultés de communication avec des circonscriptions éloignées et isolées.

Toutefois, le dépouillement des suffrages continue à traîner en longueur, dans la plus grande confusion. Selon des témoins, une vingtaine de personnes employées par la Commission gouvernementale de contrôle des élections (COM-LEC) ont quitté leur poste hier soir, affirmant que leurs chefs les employaient à tricher.

On nous utilise pour tricher, a déclaré une jeune femme en quittant le centre de contrôle

voir MARCOS en A 2

La page est tournée

page A 8

ALJOURD'HUI

● CHINE
L'exposition d'oeuvres d'art chinoises de l'été prochain sera « gigantesque » et pourrait dépasser en éclat celle de Ramsès II.
page A 3

● RÉA
Les 30 000 Québécois qui ont profité des abris fiscaux que confèrent les RÉA, en 1985, ne regrettent pas leur décision. Ces titres sont en hausse depuis le début de l'année.
page B 1

● BOURASSA
Hydro-Québec pourrait investir dans des compagnies d'électricité américaines en échange de contrats de vente d'énergie aux États-Unis.
page A 4

● NELSON MANDELA
L'épouse du dirigeant noir sud-africain Nelson Mandela, Winnie, juge que la libération de ce dernier est « inévitable » et qu'elle interviendra avant peu.
page B 10

● JEAN-PAUL II
Des mesures de sécurité sans précédent ont entouré la grand-messe célébrée hier par Jean-Paul II à Bombay, après l'explosion d'une bombe, la veille, dans une église de la capitale économique de l'Inde.
page A 2

● BIENS ET PROPRIÉTÉ
Le septième cours de la série *Vivre avec la Loi* traite aujourd'hui des biens et de la propriété.
page B 12

● COVOITURAGE
Celui qui pratique le covoiturage et qui veut le rentabiliser doit choisir son véhicule avec soin.
page C 1

LA RÉDUCTION DU DÉFICIT SE FERA DE FAÇON RÉALISTE Mulroney n'imitera pas Reagan

OTTAWA — Bien que la diminution du déficit fédéral soit prioritaire pour le premier ministre Mulroney et que les programmes continueront d'être réduits, la cure d'amaigrissement de l'État se fera de façon équilibrée et réaliste.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

Dans ce contexte, il ne faut pas s'attendre à ce que Brian Mulroney copie l'approche du président des États-Unis. La raison en est, comme l'a dit le premier ministre dans l'entrevue accordée à LA PRESSE vendredi, que les deux pays ont des régimes politiques différents.

Étant donné qu'il doit faire face tous les jours aux partis d'opposition et aux représentants des médias, le premier ministre n'a pas la même liberté de mouvement et de parole que le président des États-Unis quand il s'agit d'aborder le problème du déficit, dit-il.

Pour le prochain budget, l'objectif du chef conservateur est clair: il y aura des compressions « partout », a dit M. Mulroney. « On envisage comme obligation ab-

solument prioritaire du gouvernement central de diminuer sur une base équilibrée mais assez rapide ce fardeau écrasant que nous ont laissé nos prédécesseurs. »

Toutefois, cette fermeté ne doit pas sombrer dans une rhétorique impraticable. « Je pense que suis un homme réaliste, dit le chef conservateur, je ne peux faire un discours présidentiel et vous dire

que je vais diminuer le déficit dans quinze mois. »

« Ne me demandez pas d'être comme Reagan. Il ne remplit pas ses engagements parce qu'en cours de route ses priorités changent et c'est normal. »

A cet égard, Brian Mulroney dit qu'il faut prendre le discours de Ronald Reagan avec un grain de sel. « Parlons du discours qui était le sien il y a cinq ans. Il a dit: nous allons nous débarrasser du déficit à tout jamais. M. Reagan a créé en cinq ans plus de déficit que tous ses prédécesseurs. »

Des extraits de l'entrevue

page A 10

voir DÉFICIT en A 2

SOMMAIRE

Annonces classées	C 7 à C 12
Arts et spectacles	
— Informations	A 11 à A 14
Décès, naissances, etc.	B 11
Echecs	C 11
Économie	B 1 à B 4
Éditorial	A 6
Êtes-vous observateur?	C 7
FEUILLETON	C 9
Horoscope	C 8
L'auto	C 1 à C 6
Le monde	B 10
Loteries - résultats	A 4
Mots croisés	C 11
« Mot mystère »	C 8
Pleins feux	B 8
Quoi faire aujourd'hui	B 6 - B 7
Tribune libre	A 7
TABLOÏD SPORTS	
Bandes dessinées	12 et 13
Mots croisés	18

MIAMI 299\$

Tarif minimum en vigueur jusqu'au 19 février et du 4 mars au 11 mai 1986. Pour les autres conditions, consultez votre agent de voyages ou Air Canada au 931-4411. Mentionnez le DRF 13009.



MARCOS
SUITE DE LA PAGE A 1

de Manille où elle travaillait au décompte des suffrages par ordinateur. Les chiffres introduits dans l'ordinateur ne correspondent pas à ceux qui apparaissent sur les panneaux de résultats partiels exposés devant le public et la presse, ont déclaré aux journalistes les membres de ce groupe.

Les 20 personnes ont quitté le centre de contrôle, arborant toujours la veste blanche des employés de la COMELEC, sous les acclamations des partisans de Mme Aquino massés sur la galerie réservée au public. Elles se sont dirigées vers l'église Notre-Dame-du-Perpetuel-Secours où, dans la matinée, le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, avait averti qu'un résultat entaché de fraude pourrait se traduire par un bain de sang.

De son côté, une équipe d'observateurs étrangers de 44 membres, codirigée par l'ancien président colombien Misael Pastrama, a elle aussi accusé les partisans de M. Marcos de multiples manipulations telles que achat de votes, intimidation, vol d'urnes et falsification des résultats. Nous n'avons aucune preuve que des irrégularités aient été commises par l'opposition, a déclaré M. John Hume (Irlande du Nord), l'autre codirigeant de ce groupe qui comprend des délégués de 19 pays.

M. Hume a critiqué la lenteur des opérations de dépouillement par la COMELEC et exprimé son inquiétude devant le caractère contradictoire des résultats selon leur origine. Quarante-huit heures après le vote, nous observons des décomptes contradictoires qui entachent la crédibilité de l'élection, a-t-il dit. Il me semble que s'il y a deux résultats différents, il est évident que quelqu'un triche, a-t-il ajouté.

La lenteur du dépouillement avait été également critiquée par le sénateur américain Richard Lugar, qui dirige une délégation de parlementaires de son pays pour observer la régularité de l'élection et dont l'opinion risque d'être déterminante en ce qui concerne

l'attitude qu'adopteront les États-Unis vis-à-vis des Philippines après l'élection. M. Lugar avait accusé la COMELEC de manipuler les résultats et laissé entendre que le gouvernement retardait le dépouillement à dessein afin de savoir de combien de voix M. Marcos aurait besoin pour l'emporter.

Le décompte officiel de la COMELEC avait placé la candidate de l'opposition en tête jusqu'à hier après-midi, avant qu'un responsable de la commission n'annonce que M. Marcos était passé en tête. A 14 h GMT hier, la COMELEC plaçait le président sortant en tête avec 5,06 millions de voix contre 2,9 millions pour Mme Aquino. L'autre organisme de contrôle du scrutin, le Mouvement national des citoyens pour des élections libres (NAMFREL, non officiel) donnait toujours, à la même heure, Mme Aquino en tête avec 5,28 millions de voix contre 4,52 millions à son adversaire.

Ajoutant encore à la confusion, la presse pro-gouvernementale a commencé à publier un troisième décompte, parallèlement à celui de la COMELEC, tandis que la presse d'opposition et la station de radio catholique Radio-Veritas font confiance aux pointages du NAMFREL. Alors que la tension était à son comble dans tout le pays, le sous-directeur de la COMELEC a menacé d'interdire au NAMFREL de poursuivre son travail.

Pour sa part, le président Marcos a estimé que ses compatriotes ne croyaient pas aux accusations de fraude, car autrement, a-t-il dit, il y aurait des manifestations dans les rues. Il a ajouté avoir des preuves de fraudes de la part de l'opposition et a invité celle-ci à présenter ses plaintes devant les instances spécialisées.

A Washington, les autorités américaines n'avaient fait aucune déclaration hier sur l'évolution de la situation aux Philippines, mais on ne cachait pas une vive préoccupation face aux informations faisant état d'une fraude généralisée. Des responsables gouvernementaux ont exprimé cependant leur déception et leur colère sur la façon dont le dépouillement est mené.

DÉFICIT
SUITE DE LA PAGE A 1

Malgré ce commentaire négatif sur son « copain Ron », Brian Mulroney a obtenu son appui pour que le Canada soit inclus dans le groupe G-5, le comité informel des cinq nations les plus industrialisées du Fonds monétaire international, comprenant les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon. Le Canada et l'Italie veulent y être inclus.

M. Mulroney reproche aux libéraux d'avoir approuvé l'exclusion du Canada quand le groupe G-5 a été créé dans les années 1970, « quand M. Turner était ministre des Finances ».

« J'ai personnellement téléphoné à M. Reagan pour lui dire que c'était inacceptable. Je voulais que le Canada soit inclus dans ce groupe, ainsi que l'Italie. Je suis en train d'obtenir satisfaction. On retrouverait les mêmes sept pays que pour le Sommet économique ».

La France serait prête à dire oui. Et les autres ont-ils donné une réponse? « Oui, pas tous, mais je suis sûr qu'ils vont nous appuyer. Les Français et M. Mitterrand, ce sont nos amis », Turner

La flèche décochée à l'endroit de son adversaire libéral sur le dossier de groupe G-5 n'est d'ailleurs pas la seule que Brian

Mulroney a réservée pour John Turner au cours de l'entrevue de deux heures qu'il a donnée à LA PRESSE.

Il a accusé systématiquement le chef libéral d'avoir fait un gâchis du budget de l'État quand il a été ministre des Finances, puis il s'est en pris à ceux qui ont suivi Turner. « J'ai hérité d'un fouillis. C'est pas moi qui le dis, c'est David Peterson, le premier ministre de l'Ontario ».

Selon les chiffres de M. Mulroney, au portefeuille des Finances, M. Turner a augmenté les dépenses publiques de 16 p. cent en moyenne par année. La progression a même été supérieure à 20 p. cent une année. De leur côté, les conservateurs dans leur premier budget n'ont accru les dépenses que de quatre p. cent.

« On a hérité d'une situation où le déficit a pris 100 ans pour atteindre \$18 milliards. En 14 ans, la gang de Turner et ses amis ont transformé cela en une dette de \$200 milliards ».

M. Mulroney dit qu'il a fait des compressions budgétaires historiques l'an dernier. Il y en aura davantage lors du prochain budget, a-t-il promis.

Le premier ministre conservateur demeure, en effet, inflexible sur son credo politique : la création d'emplois et la croissance économique exigent de poursuivre la réduction des dépenses et de gérer l'État avec prudence.

Le Conseil des services essentiels siège ce matin

Le Conseil des services essentiels siègera ce matin à l'hôtel Méridien de Montréal pour entendre les représentations de la ville de Montréal et de ses 4 000 travailleurs manuels.

Ces derniers qui peuvent déclencher la grève dès jeudi, doivent faire connaître leurs intentions relativement aux services

essentiels qu'ils entendent assurer.

Par ailleurs, la commission devrait faire connaître sa décision au sujet de la liste des services que devront assurer les 150 travailleurs d'entretien de la Société de transport de la Rive-sud de Montréal qui ont également droit de grève jeudi.

LA MÉTÉO

Lundi 10 février 1986
Aujourd'hui: Min. -15° Max. -5°
NEIGE LEGÈRE.
Demain: BEAU TEMPS.

Québec

Abitibi	-21	-8	Neige
Outaouais	-15	-5	Neige
Laurentides	-14	-5	Neigeux
Capitales de l'Est	-20	-5	Ciel variable
Mauricie	-18	-6	Neigeux
Québec	-20	-5	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	-22	-10	Ciel variable
Rimouski	-15	-5	Neigeux
Gaspésie	-15	-5	Neigeux
Bas-Caraïbe	-18	-6	Neigeux
Sept-Îles	-14	-5	Neigeux

Canada

Victoria	0	6	Neigeux
Edmonton	-22	-11	Neigeux
Regina	-30	-18	Neigeux
Winnipeg	-26	-20	Neigeux
Toronto	-4	-1	Neige
Fredericton	-12	-3	Ensoleillé
Halifax	-8	-1	Ensoleillé
Charlottetown	-10	-5	Neigeux
St-John's	-9	-6	Neigeux

États-Unis

Boston	3	12	N.-Orléans	18	20
Buffalo	5	8	Pittsburgh	4	7
Chicago	1	7	S. Francisco	7	12
Miami	18	28	Washington	2	6
New York	7	9	Dallas	1	9

les capitales

Amsterdam	-7	-5	Madrid	-1	6
Athènes	7	15	Moscou	-21	-12
Atopica	25	30	Oxelo	9	26
Berlin	-20	-15	Oslo	-5	-1
Bruxelles	-17	-2	Pans	-6	-2
Buenos Aires	19	30	Rome	0	7
Copenhague	-9	-5	Séoul	-8	-1
Genève	-4	-2	Stockholm	-15	-7
Hong Kong	12	15	Tokyo	-2	7
La Corée	9	16	Trinidad	25	28
Lisbonne	10	13	Vienna	-14	-9
Londres	-3	-1			

Les mesures de sécurité autour de Jean-Paul II sont resserrées

■ BOMBAY (AFP) — Des mesures de sécurité draconiennes ont entouré le grand-messe hier après-midi célébrée par Jean-Paul II à Bombay après l'explosion d'une bombe artisanale, samedi soir dans une église de la capitale économique indienne.

Selon un communiqué de la police de Bombay, deux personnes ont été blessées légèrement après l'explosion d'une bombe artisanale samedi soir à l'intérieur de l'église Saint-Michel. L'engin avait été jeté à partir d'une voiture.

Cette église se trouve sur l'itinéraire qu'a emprunté Jean-Paul II dimanche à Bombay, à la veille de la fin de son voyage de 10 jours en Inde. L'attentat n'a pas été revendiqué mais de source informée on relie cette affaire à une récente décision de la justice indienne qui a ordonné à la municipalité de Bombay la réinstallation face à cette église d'une croix vieille de 300 ans que les autorités municipales avaient fait enlever l'an dernier, estimant qu'elle gênait le trafic.

Minimisant l'importance de cette affaire, le porte-parole du Vatican, M. Joaquin Navarro, a parlé de l'explosion d'un pétard. Le pape avait cependant été informé de cet incident dans l'avion qui l'amena de Cochim pour Bombay, hier matin, a-t-il précisé.

Deux mille membres des forces de sécurité, selon la police municipale, ont encadré la foule évaluée à plus de 200 000 personnes qui a assisté à la grand-messe.

Avant l'arrivée du pape qui était en retard d'une vingtaine de minutes, les autorités locales ont appelé en Maharati - la langue locale - en Hindi et en Anglais à de très nombreuses reprises le public à rester assis, à ne pas bouger de leur place, et à ne pas approcher des barrières de sécurité.

Mgr Runcie

Dans son homélie, le pape a abordé pour la première fois depuis son arrivée en Inde, le 1er février, les problèmes de la contraception, rappelant que toute vie humaine est sacrée dès le



Jean-Paul II serre la main de l'archevêque de Canterbury, Mgr Robert Runcie.

moment de sa conception. Sur cette question, sensible en Inde, où le gouvernement a engagé depuis 1975, diverses campagnes de régulation des naissances, le Souverain Pontife s'est contenté de rappeler les propos du Mahatma Gandhi.

Tout comme l'église catholique, le père de la nation indienne reconnaissait la nécessité d'un contrôle, non par des moyens immoraux et artificiels, mais grâce à une vie de discipline et de contrôle de soi a rappelé Jean-Paul II.

Peu avant la grand-messe, Jean-Paul II s'est entretenu avec l'archevêque de Canterbury, Mgr Robert Runcie. Prévue pour

une quinzaine de minutes, la rencontre informelle et de caractère privée a duré une heure, a annoncé le porte-parole du Vatican, qui s'est borné à rapporter les propos de Mgr Runcie à l'issue de son entretien que l'archevêque de Canterbury a qualifié de très bon et très agréable. Nous avons parlé de beaucoup de choses en peu de temps, a-t-il dit.

Visiteur puissant

Par ailleurs, le pape a reçu tout au long de son séjour un important courrier. Le porte-parole a cité une lettre très représentative : un responsable d'un mouvement interconfessionnel

du Kerala qui prêche l'enseignement du Mahatma Gandhi écrit ainsi qu'aucun autre visiteur étranger que votre sainteté n'a au cours des 100 dernières années autant renforcé l'esprit et la fibre spirituelle du peuple indien.

Pour sa dernière journée en Inde, le pape célébrera un grand-messe à Pune à une centaine de km de Bombay. En début d'après-midi, après une rencontre avec les religieux indiens, il participera à une grande manifestation de jeunes, à Bombay.

Il partira pour le Vatican en début de soirée et devrait atterrir à Rome à minuit heure locale.

Requête pour voir tous les dossiers touchant les réservoirs de Challenger

■ CAP CANAVERAL, Floride (UPI) — La commission d'enquête sur le désastre de la navette Challenger a demandé, hier, à voir tous les dossiers touchant les réservoirs de carburant solide de l'appareil. La requête est survenue au milieu d'accusations voulant que la NASA fût au courant de problèmes « catastrophiques » provenant de ces réservoirs, avant même qu'eût lieu le lancement fatidique.

Tandis que des équipes navales de recouvrement fouillaient le lit de l'océan en quête de débris de la navette, l'agence spatiale, bouleversée par les événements, se refusait à tout commentaire au sujet d'un rapport faisant état d'une série de problèmes antérieurs ayant trait aux réservoirs de renfort de la navette, de même que d'avertis-

sements quant à d'éventuelles catastrophes.

L'enquête interne que mène la NASA au sujet de cette tragédie se déroule dans le plus grand secret. Certains dirigeants de l'agence, toutefois, ont reconnu dans le particulier l'existence, au cours de vols précédents, de problèmes relatifs aux joints étanches des réservoirs de renfort.

Bouche cousue

Le directeur adjoint des vols spatiaux et du programme de la navette, M. Jesse Moore, est resté bouche cousue depuis qu'il a répondu pour la dernière fois aux journalistes, le 29 janvier, soit le lendemain du pire désastre spatial de l'histoire. Les autres responsables du programme sont demeurés tout aussi inaccessibles.

L'ancien Secrétaire d'État et président de la commission d'enquête sur le désastre, M. William P. Rogers, a demandé, hier, à la NASA de produire tous les dossiers internes et les procès-verbaux ayant trait aux joints étanches des réservoirs de renfort.

La catastrophe du Challenger semble avoir été déclenchée par la rupture d'un joint étanche de réservoir de carburant solide, du côté droit de la navette.

Le quotidien *New York Times* rapportait, hier, que selon des dossiers internes de l'agence, certains dirigeants du programme de la navette étaient au courant de problèmes du genre dont il est question, et ce depuis l'an dernier. Il avait même été question de défauts éventuels, selon le journal.

Trop de peines d'emprisonnement

■ OTTAWA (PC) — Les tribunaux canadiens condamnent trop souvent à la prison des inculpés dans le cas desquels une peine autre aurait été plus appropriée et, aussi, moins coûteuse, de l'avis du Solliciteur général, M. Perrin Beatty.

« Je crois que notre taux d'emprisonnement est relativement élevé par comparaison avec celui de plusieurs autres pays, a dit

le responsable de l'administration de la justice au cours d'une récente entrevue. »

D'après M. Beatty, il existe des peines qui sont à la fois rigoureuses et dissuasives, bien qu'elles ne prévoient pas l'incarcération d'une personne pendant plusieurs années.

En poste depuis à peine six mois, le Solliciteur général dit qu'il est à repenser toute la philosophie de l'incarcération, dans

l'espoir de diminuer les frais énormes de la construction et de l'entretien des prisons fédérales.

L'incarcération s'impose, dit-il, quand il s'agit de protéger la société contre de dangereux délinquants et dans le cas de ceux qui conduisent en état d'ivresse, comme celui de certains criminels non-violents. Mais, dans d'autres cas, souligne-t-il, la prison ne fait qu'encourager la criminalité.

ERREUR
SUITE DE LA PAGE A 1

pourraient l'avoir emporté au-delà de l'aiguillage », d'expliquer M. Walker.

En soirée, hier, on ne dénombrerait officiellement que 29 victimes. Les responsables croient toutefois que ce bilan pourrait s'alourdir au cours des prochaines journées.

Le Dr Derrick Pounder, médecin légiste de la région de Hinton, croit que les victimes pourraient être au nombre de 50, sous les amoncellements de débris parfois difficiles à identifier.

Il n'existe aucune liste de passagers sur les trains, au Canada. Beaucoup de passagers achètent des billets à bord et d'autres n'arrivent qu'à la dernière minute, si bien qu'il est impossible d'en tenir un compte exact.

Le bilan final des victimes ne pourra être établi qu'au moment où tous les débris auront été déplacés, « ce qui pourrait prendre une semaine », selon le Dr Pounder.

Les sauveteurs ne sont parve-

nus à dégager les deux premiers corps qu'hier matin. Il s'agissait d'ailleurs des seuls corps visibles et à portée immédiate des équipes de secours. Il s'agissait de l'ingénieur d'un des trains et d'un passager, probablement un enfant, si l'on se fie aux dimensions du sac de toile blanche dans lequel il a été évacué des lieux.

Bryant Gunhouse, vice-président aux transports chez Via Rail, a révélé qu'on a dénombré au moins 96 survivants: trois étaient hospitalisés à Hinton, hier, 10 autres à Edmonton. La majorité des autres ont été traités à Hinton avant de recevoir leur congé et d'être acheminés vers Edmonton par autobus.

Les premières équipes de secours sont arrivées sur les lieux environ 30 minutes après l'impact. Il était malheureusement trop tard pour tenter de sauver quiconque dans les wagons en flammes. Seuls ceux qui avaient réussi à s'échapper des débris, seuls ou avec l'aide de compagnons, purent recevoir les premiers soins sur place.

Une enquête a été instituée

des hier par les Chemins de fer nationaux et le ministère des Transports.

Le ministre fédéral des Transports, Don Mazankowski, ainsi que le ministre des Hôpitaux de l'Alberta, Dave Russell, se sont d'ailleurs rendus sur les lieux, hier.

« C'est terrifiant, a confié M. Russell. Un désastre d'une telle ampleur est difficile à admettre. »

Quant à M. Mazankowski, il juge « miraculeux que quiconque ait pu s'en tirer vivant. »

Il déplore d'autant plus cette tragédie qu'elle s'est produite sur une des voies ferroviaires les plus modernes d'Amérique du Nord. Environ \$250 millions de dollars ont été consentis par les autorités gouvernementales, au cours des cinq dernières années, pour moderniser les voies ferrées et les équipements de signalisation, dans ces régions de l'Ouest.

Parmi les disparus, on signale deux des trois hommes d'équipage du convoi de marchandises et cinq des sept employés du Super Continental de Via Rail.

DUVALIER
SUITE DE LA PAGE A 1

Le mutisme total observé jusqu'à présent à ce sujet du côté français ne permet pas d'évaluer les chances de réussite d'une telle opération. Mais force est de constater que les dictateurs en fuite ne font pas recette, si l'on en juge par la cascade de désestimations — Suisse, Espagne, Maroc, Gabon et Cameroun — déjà enregistrées. Le Gabon a été tellement indigné qu'on ait pu penser à lui comme pays hôte de Jean-Claude Duvalier qu'un journal de Libreville a cru bon de souligner que le Gabon n'était pas une « poule ».

Le temps presse puisque la France, selon une source proche du gouvernement, ne souhaite pas que le transit de « Bébé Doc » excède huit jours. Il y a, relèvent les observateurs, une bonne raison à la fixation d'un tel délai.

Précédé d'une réunion ministérielle préparatoire dès le 15 février, le premier Sommet de la francophonie, regroupant une quarantaine de pays, doit s'ouvrir en grande pompe à Paris le 17 février en présence de nombreux chefs d'État et de gouvernement. Il est de toute évidence nécessaire que Jean-Claude Duvalier ait alors quitté le sol français, ne serait-ce qu'en raison de la participation prévue d'Haiti au Sommet.

À Paris, on a pensé lui trouver une destination finale dans un pays d'Afrique francophone. Mais pour des raisons notamment politiques, les possibilités sont assez réduites. Ainsi, la Côte d'Ivoire et le Togo sont de grands amis de la France mais, lui ayant déjà rendu dans le passé des services similaires en acceptant de recevoir, l'un l'ex-empereur Bokassa et l'autre des terroristes basques, leur est a priori plus difficile de recommencer sous peine de paraître trop complaisants.

Le départ de « Bébé Doc », a-t-on précisé de source française, a été précipité par l'imminente ouverture du Carnaval de Port-au-Prince, dont on redoutait, à Washington et à Paris, qu'il ne dégénère en véritable carnage. Ainsi l'exil de Jean-Claude Duvalier n'a-t-il pu être vraiment organisé.

À Talloires, la petite ville des Alpes françaises où réside le président déchu, une pétition a cependant circulé hier. On y lit notamment: « Nous, habitants de Talloires, nous opposons au maintien de Duvalier, dont la présence déshonore notre commune, et demandons à notre maire de faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir son départ immédiat ».

L'AMBASSADEUR DE PÉKIN DOIT CONFIRMER TOUS LES DÉTAILS DEMAIN

Les Chinois préparent pour Montréal une monumentale exposition culturelle

HONG KONG — À en croire les responsables chinois de l'Exposition du Palais de la civilisation de l'été prochain, on doit s'attendre à un événement « gigantesque » et donc, pense-t-on, à un succès encore plus éclatant que celui de Ramsès II.

JULES NADEAU
collaboration spéciale

Ce sera la plus grande exposition de la Chine à l'étranger au point de vue de la valeur des pièces qui seront en montre et un bon nombre d'entre elles n'ont jamais quitté le patrimoine national, apprend LA PRESSE qui a annoncé en première l'existence de ce projet dès avril dernier.

Les pièces d'exposition proviendront de pas moins de neuf provinces, expliquera demain à Montréal l'ambassadeur de Chine, M. Yu Zhang, au cours d'une conférence de presse. L'exposition débordera ainsi le cadre des relations privilégiées qui existent entre Montréal et Shanghai.

Les pièces de choc ? Les célèbres personnages de terre cuite de Xian, du nord-ouest de l'Empire du milieu, les guerriers et statues équestres qui font partie de l'ensemble funéraire représentant la découverte majeure du siècle en territoire chinois. Sur ce point, la nouvelle de savoir que ces pièces viendront au Québec est peu étonnante, puisque déjà une douzaine de pays ont pu accueillir de ces vestiges archéologiques dans leurs musées. Trente-trois de ces objets sont actuellement exposés à Hong Kong, avant d'aller en Nouvelle-Zélande.

Chose certaine, il s'agit d'une attraction extraordinaire. Cinquante chefs d'État ont fait le pèlerinage culturel jusqu'à Xian et l'an dernier, le nombre de touristes qui sont allés dans cette ville du Shanxi a atteint le record de 200 000. Dans les pays occidentaux, 2,7 millions d'admirateurs ont défilé devant ces sujets de l'empereur Qin Shihuang, dont la dynastie s'étendit de l'an 221 à 206 avant notre ère.

À la mi-mai

Forts du succès de l'exposition des trésors égyptiens, les dirigeants du Palais de la civilisation sont optimistes quant aux préparatifs de la manifestation de cette année. L'exposition de Ramsès II est arrivée à Montréal le 17 mai dernier et on peut s'attendre que les conteneurs chinois arrivent sous bonne escorte à peu près à la même période.

Le maire Drapeau a donc tenu parole et la marchandise va bientôt être livrée aux Nord-Américains. En mai dernier, il rencontrait le vice-ministre de la Culture dans la Cité interdite, à Pékin, et M. Li Deyou avait donné son accord de principe au maire de Montréal. Depuis ce moment, tout s'est fait dans la plus grande discrétion, le mystère pressenti, et le nombre de mandarins impliqués dans ce dossier a été restreint.

S'agira-t-il d'une exposition statique, tournée sur l'art du passé, ou bien, comme M. Drapeau nous l'avait laissé espérer pendant son safari asiatique, y aura-t-il des artisans chinois à l'oeuvre, des objets en vente, une projection sur l'avenir de l'art, le tout dans un sens très large du terme civilisation ? Il

faudra poser la question à l'ambassadeur Yu Zhang.

La venue au Canada de ces guerriers de Xian sera presque une affaire d'actualité. Il y a une semaine, on a révélé, à Hong Kong, qu'un autre ensemble funéraire de milliers de pièces, comparable à celui de Xian, a été découvert en 1984. Leur importance pourrait être encore plus grande.

Cette découverte archéologique de figurines datant de 2 000 ans, l'époque Han, a été faite à Xuzhou, là même où 93 missionnaires jésuites québécois ont assuré une présence religieuse entre 1918 et 1955. Les historiens et archéologues ne font que commencer à scruter l'énigme de Xuzhou.

M. Charles Le Blanc, qui était l'attaché culturel canadien, lors de notre visite à Pékin en compagnie de M. Drapeau, est de retour à son poste à l'Université de Montréal et l'auteur d'un livre récent sur la philosophie taoïste. Il a fait mettre sur pied des cours d'art chinois, afin que l'on puisse mieux comprendre ce qui va se passer à Montréal l'été prochain.

Soupçonné d'avoir incendié un charnier

SAINT-ADOLPHE DE DUDSWELL (PC) — Un homme d'une trentaine d'années a été arrêté hier matin à Saint-Adolphe de Dudswell, à une trentaine de kilomètres de Sherbrooke, soupçonné d'avoir mis le feu à un charnier contenant quatre cercueils.

Bien connu des policiers, l'individu aurait brisé un cadenas pour entrer dans le charnier du cimetière de Marbleton situé dans le village de Saint-Adolphe de Dudswell.

On croit qu'il aurait pu utiliser de l'essence entreposée dans une partie du charnier par le préposé à l'entretien du cimetière, la répandant possiblement sur un ou plusieurs cercueils.

Le chef des pompiers de l'endroit, M. Claude Routhier, a été avisé de l'incendie vers 3 h hier matin par un citoyen résidant en face du cimetière.

Quatre pompiers ont éteint les flammes du charnier considéré comme perte totale.

Quant aux cercueils, ils ont été brûlés, mais les dépouilles auraient été partiellement épargnées par les flammes. On ignore de quelle façon on en disposera.

L'homme arrêté serait parent avec l'une des personnes dont les dépouilles se trouvaient dans le charnier.



photo Robert Mailloix, LA PRESSE

C'est le début de l'année du tigre

Des milliers d'Asiatiques ont envahi le quartier chinois et les rues environnantes hier, afin de célébrer le départ du nouvel an lunaire. Car il ne s'agit pas d'un nouvel an banal : nous sommes en effet entrés, ce week-end, dans l'année du tigre, une année qui devrait être remplie de la vigueur de cet animal. Des restaurants bondés, des pétarades incessantes, les badauds en avaient plein les yeux et... les oreilles rue La Gauchetière, comme en Chine d'ailleurs. La coutume veut, en ce premier jour de l'année lunaire, que chacun porte un vêtement neuf et qu'on s'abstienne de balayer les maisons, au grand soulagement des ménagères. Mais il n'y avait pas que les Chinois à célébrer. Ainsi des milliers de Vietnamiens se sont rassemblés au Complexe Desjardins, où un programme d'activité très chargé leur a permis de marquer la fête du Têt (nouvel an vietnamien). C'est là qu'ils ont notamment pu admirer ces deux jeunes femmes du groupe Luu-Hong et Luu Binh, dans un numéro de danse traditionnelle.

LA DÉCISION DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE REPORTER LES ÉLECTIONS SCOLAIRES

C'est un moindre mal, estiment les enseignants

L'Alliance des professeurs de Montréal appuie de façon conditionnelle et avec réserve la décision du ministre de l'Éducation, Claude Ryan, de reporter les élections scolaires à l'automne de 1987. « Entre deux maux, il faut choisir le moindre », déclare sa présidente, Mme Lorraine Page.

MARIO FONTAINE

« Nous ne sommes pas nécessairement heureux de garder les mêmes commissaires un an et demi de plus, de commenter hier Mme Page. Mais si le système électoral était resté le même et que des élections avaient eu lieu comme prévu en juin prochain, on aurait pu être pris avec eux pendant encore trois ans ! »

D'où la prudence de l'Alliance des professeurs,

qui veut bien donner sa chance au coureur à la condition que le ministre dote effectivement le Québec d'une véritable loi sur la démocratie scolaire. M. Ryan a justifié l'imposition d'un moratoire sur toutes les élections scolaires d'ici la fin de 1987 en alléguant que l'organisation de ces élections mérite reconsidération.

Pour Mme Page, il faut que ces 15 ou 18 mois de délai « permettent de faire une évaluation sérieuse, pour qu'on trouve des mécanismes permettant d'augmenter la participation des gens aux élections scolaires. Moins de 20 p. cent des citoyens votent à ces élections au Québec ; à Montréal, le taux de participation monte à peine à plus de 10 p. cent. Il est nécessaire d'entamer une réflexion collective, un débat ».

Ses indications la portent à croire que M. Ryan

entend effectivement changer les choses. Mme Page le met en garde toutefois contre son désir de vouloir atteindre un consensus ferme avant de transformer les commissions scolaires confessionnelles en commissions scolaires linguistiques.

De dire la présidente de l'Alliance, s'il y a quelque chose qui fait consensus dans la société québécoise, c'est cet enjeu-là : « Il y a à peine une poignée d'extrémistes qui s'opposent à cette réforme. Si c'est leur accord que M. Ryan attend avant d'entreprendre la restructuration scolaire, il vient de s'installer dans l'immobilisme. En la matière, l'unanimité est tout simplement illusoire. Nous espérons que le ministre n'y voit pas un prétexte pour ne rien faire ».

En explicitant samedi les grandes orientations du gouvernement libéral en matière d'enseignement

primaire et secondaire, M. Ryan a effectivement parlé de consensus ferme quant à la transformation des commissions scolaires d'entités religieuses en entités linguistiques. Mais il devait préciser par la suite que consensus ferme ne voulait pas dire consensus absolu, puisque, d'ajouter le ministre de l'Éducation, « l'unanimité à tout prix, ça paralyse ».

M. Ryan avait profité de son allocution pour préciser que deux promesses électorales de son parti ne pourront être tenues dans la première année du mandat : l'abaissement de l'âge d'admission à l'école et l'augmentation des heures de présence en classe au primaire. À l'Alliance on dit pouvoir vivre avec cela, espérant que les énergies porteront sur des priorités comme les négociations à venir, le soutien à apporter aux enfants en difficulté, l'école en milieu urbain, la tâche des enseignants, etc.

Trois morts accidentelles ce week-end

Au moins trois personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec ce week-end.

Un bambin de trois ans, Paul Marquis, de Saint-Paul-de-la-Croix, dans le comté de Rivière-du-Loup, est mort dans un accident survenu samedi midi dans le rang 4 à Sainte-Épiphanie, comté de Rivière-du-Loup. La voiture dans laquelle il avait pris place a fait une embardée sur la chaussée glissante.

Une jeune femme de 32 ans, briganaire de Marieville, est décédée tôt samedi matin dans un incendie qui s'est déclaré dans sa chambre d'hôtel. La tragédie est survenue à Deauville, près de Sherbrooke. Selon les policiers, la jeune femme se serait endormie au lit avec une cigarette. On ne connaît pas encore son identité.

Un jeune amateur de deltaplane est mort dimanche après-midi, vers 15h15, après avoir perdu le contrôle de son appareil qui s'est écrasé sur la surface gelée du lac Memphrémagog, en Estrie.



photo Robert Mailloix, LA PRESSE

Logements incendiés à Montréal et Longueuil

Un incendie a complètement détruit hier matin une maison de deux étages, située au 1036 de Lorimier à Longueuil (notre photo). Aucun des quatre occupants de la maison n'a heureusement été blessé. Le directeur du service des incendies, M. Bernard Deneault, a indiqué que le feu aurait été allumé accidentellement par un enfant de 4 ans qui jouait avec des allumettes, cachées dans un placard. Deux autres incendies ont détruit des logements et fait des blessés à Montréal, rue Saint-André et rue de Lanaudière.

POUR OBTENIR DES CONTRATS DE VENTE D'ÉNERGIE, DIT BOURASSA

Hydro-Québec pourrait investir dans des compagnies américaines

WASHINGTON — Hydro-Québec pourrait investir dans des compagnies électriques américaines si cela devait s'avérer nécessaire à l'obtention de contrats de vente d'énergie, a évoqué le premier ministre Robert Bourassa, dans une interview exclusive accordée à la Presse Canadienne.

MIVILLE TREMBLAY
de la Presse Canadienne

Mais même si ces investissements minoritaires cadraient bien dans la stratégie de diversification poursuivie par la société d'État, M. Bourassa souhaite qu'ils soient minimaux, car il a besoin des plus grands dividendes possibles pour réaliser le moins péniblement ses équilibres budgétaires.

Cette hypothèse n'est envisagée que dans la perspective où elle serait nécessaire pour réduire l'incertitude qu'ont certaines compagnies de service public américaines, de dépendre de sources étrangères pour plus de 20 p. cent de leur approvisionnement en énergie électrique.

La sécurité des approvisionnements est d'ailleurs au cœur de son séjour dans la capitale américaine. Puisqu'il en est question dans la politique énergétique du pays, M. Bourassa tentera demain de convaincre le

secrétaire à l'Énergie, M. John Herrington, « qu'on peut se fier à la signature du Québec », et que celle-ci sera certainement respectée par tous les gouvernements qui se succéderont.

Le premier ministre rencontrera également le secrétaire au Commerce, M. Malcolm Baldrige, et plus tard dans la journée, l'ambassadeur du Canada, M. Allan Gottlieb, sera l'hôte d'un dîner où sera notamment invité M. Paul Volker, directeur de la Réserve fédérale américaine. M. Bourassa s'entretiendra également avec M. Clayton Yeutter, représentant au Commerce.

Au cours de ses rencontres, le premier ministre souhaite également aborder les questions bilatérales qui font l'actualité, particulièrement le libre-échange, le bois de sciage, le cinéma et l'amiante.

Font partie de la délégation québécoise MM. Gil Rémillard, ministre des Relations internationales, John Ciacca, ministre de l'Énergie, Pierre MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, ainsi que Mme Rita Dionne-Marsolais, déléguée générale du Québec à New York.

Bénéfices

En entrevue, M. Bourassa, redevenu administrateur public,

s'est surtout arrêté aux bénéfices que l'État pourrait tirer des revenus d'exportation d'Hydro-Québec, plutôt que sur l'impact économique qu'occasionneraient des investissements massifs à la Baie James, comme l'a longuement souligné le Robert Bourassa, politicien en campagne électorale.

À court terme, Hydro-Québec ne versera pas les dividendes escomptés par l'ancien ministre des Finances, M. Yves Duhaime.

« C'a l'air qu'ils n'étaient pas plus intéressés que cela de donner des dividendes, Hydro-Québec a passé beaucoup de choses aux dépenses. Mais en 1989-90, elle devrait avoir des revenus très importants, parmi leurs meilleures années et forcément, le gouvernement va en profiter », d'affirmer M. Bourassa.

En attendant, explique-t-il, puisque l'on ne peut pas augmenter le déficit sans une décote de nos obligations et que l'on ne peut pas augmenter les taxes juste après les avoir baissées, il faudra comprimer davantage les dépenses et espérer que la croissance économique sera plus forte que prévue.

À cet égard, il est reconforté par la récente baisse du prix du pétrole qui, dit-il, stimulera l'économie américaine, laquelle absorbe 20 p. cent de toute la

production industrielle québécoise.

Mais c'est à plus long terme que les exportations générées par la phase deux de la Baie James feront sentir leur effet bénéfique sur les revenus de l'État.

Ontario

Une première tranche d'environ 4 000 mégawatts semble assez probable, mais pour signer des contrats plus importants et atteindre le chiffre magique de 12 000 mégawatts, M. Bourassa explore d'autres marchés que ceux de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York.

C'est sur le conseil d'Américains qu'il a commandé des études sur les possibilités que pourraient offrir les États du Mid-Atlantic, soit le New Jersey, la Pennsylvanie et le Maryland.

La question fut abordée lors de sa récente rencontre avec le premier ministre ontarien, M. David Peterson, car non seulement l'Ontario disposerait-elle de certaines interconnexions avec ces États, mais la province pourrait elle-même devenir un marché d'exportation pour le Québec dans quelques années.

M. Bourassa veut s'associer à l'Ontario pour la pénétration du marché américain. Pendant encore huit ans, explique-t-il, cette province disposera encore de surplus d'énergie qu'elle pourrait vendre aux États du Mid-Atlantic. Mais ce n'est pas une période assez longue pour que les compagnies américaines puissent sauter la construction d'une génération de centrales nucléaires ou au charbon.

Aussi, dans le cadre d'un projet conjoint, le Québec pourrait assurer la relève du contrat pour quinze ou vingt autres années, utilisant les interconnexions ontariennes.

CHUTE DU PC AU QUÉBEC

Il n'y a pas lieu de s'inquiéter, croit Michel Côté

OTTAWA (PC) — Le ministre de la Consommation et des Corporations, Michel Côté, ne s'inquiète pas de la chute dramatique de la popularité du Parti conservateur au Québec et de l'effet de certains événements négatifs vécus par le gouvernement Mulroney dans l'ensemble du pays.

Il est tout à fait convaincu que son chef et « grand ami », ses collègues et alliés du cabinet et le caucus conservateur ont en mains tous les ingrédients nécessaires pour préparer une spectaculaire remontée dans l'opinion publique et surprendre leurs adversaires au cours des prochains mois et surtout dans deux ou trois ans lors d'un scrutin général.

Au cours d'une entrevue qu'il accordait la semaine dernière à la Presse canadienne, le ministre de la région de Québec a clairement indiqué qu'il n'avait aucune crainte. « Je ne suis même pas inquiet, a-t-il

dit, parce qu'on est en train de faire, préparer et proposer ce pour quoi on a été élu et je suis convaincu qu'il y a des perceptions dans la population qui ne traduisent pas nécessairement ce que le gouvernement à l'intention d'entreprendre au cours des prochains mois. »

Brian Mulroney

Pour ce comptable de la Vieille capitale, la philosophie du Parti conservateur prévaudra au cours des prochains mois, « parce que c'est pour cela que nous avons été élus avec une aussi forte majorité le 4 septembre 1984 ».

Les gens, ajoute M. Côté, ont voté pour un parti et des hommes qui allaient rétablir l'ordre économique, réduire les dépenses, le déficit, la dette nationale, les interventions de l'État dans des domaines qui ne le regardent pas et donner plus de place aux individus entreprenants.

POUR AVOIR ACCÈS AU VASTE MARCHÉ AMÉRICAIN

Le Québec devra faire des concessions, estime le ministre MacDonald

WASHINGTON — Le ministre québécois du Commerce extérieur, M. Pierre MacDonald, croit que pour avoir accès au vaste marché américain, le Québec devra faire des concessions.

YVON LABERGE
envoyé spécial de LA PRESSE

Au cours d'une entrevue qu'il accordait hier à quelques journalistes, à bord de l'avion qui les conduisait de Montréal à Washington, le ministre n'a pas voulu dire si ces concessions se traduiraient nécessairement par des pertes d'emplois.

« Si on veut avoir accès au marché des États-Unis, nous allons devoir faire des concessions », a dit M. MacDonald qui, aujourd'hui, en compagnie du premier ministre Robert Bourassa, aura un entretien avec le représentant américain au Commerce, M. Clayton Yeutter.

Au cours de cette rencontre, la délégation québécoise présente ici, M. Bourassa en tête, compte bien prendre le pouls de ce que sera la position américaine dans l'éventualité où le Congrès donne son aval à des négociations canado-américaines sur la libé-

ralisation des échanges entre les deux pays.

En la personne de M. Yeutter, la délégation québécoise frappe à la bonne porte. En effet, ce dernier, relevant de la Maison-Blanche, est responsable de coordonner la position américaine sur les questions d'échanges bilatéraux et multilatéraux.

Cela étant dit, le ministre MacDonald n'est pas contre la libéralisation des échanges, parce que, dit-il, le Québec doit être aussi compétitif que ses concurrents.

« Et, ajoute le ministre, nous ne pourrions pas toujours compétitionner en nous réfugiant derrière des barrières tarifaires, ou encore avec un dollar canadien qui vaut 70 cents américains. »

Par ailleurs, il admet volontier que le Québec n'a pas encore de position arrêtée en regard des négociations libre-échangistes entre le Canada et les États-Unis.

« Il y a du travail déjà fait dans certains ministères, mais cela est incomplet. C'est bien évident que certains individus ont des positions à présenter, mais le Conseil des ministres n'en a pas encore. »

Le ministre croit encore que les négociations canado-américaines seront longues et il espère qu'entre Ottawa et les provinces elles serviront à déterminer les juridictions.

Il reconnaît que Québec et l'Ontario semblent faire bloc jusqu'à maintenant et il le comprend. Car, dit-il en substance, l'Ontario est la première province canadienne pour la concentration industrielle et le Québec vient tout juste derrière.

Cela étant, cela ne risque-t-il pas de compromettre l'unité canadienne? M. MacDonald ne le croit pas parce que, dit-il, mi-sérieux, le seul moment où il y a une unité canadienne, c'est quand viennent les affrontements Canada-URSS au... hockey.

Plus sérieusement, il n'en croit pas moins qu'il devrait y avoir sérieuse concertation entre les onze gouvernements du pays. « Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes 25 millions d'habitants et eux — les Américains — 250 millions et qu'ils sont capables d'unité. Quand ils se mobilisent, ajoute-t-il, ils se mobilisent. »

Ciacca

Son collègue de l'Énergie et des Ressources, M. John Ciacca, présent lui-aussi à Washington, croit que les négociations sur le libre-échange sera peut-être l'occasion d'un rééquilibrage de l'industrie canadienne. Notamment, espère-t-il, dans l'industrie énergétique.

Ainsi, verrait-il d'un bon oeil l'occasion de relancer la pétrochimie québécoise et d'en assurer la survie. Pour ce faire, avance-t-il, la pétrochimie, et plus spécifiquement l'industrie du raffinage québécois, pourrait desservir le Nord-est américain.

En langage clair, cela s'appelle la régionalisation et Pierre MacDonald s'interroge. Il reconnaît là-aussi certaines affinités naturelles dans ces échanges dites nord-sud en ligne directe. « Mais allons-nous pouvoir sectorialiser les négociations? », demande-t-il.

Les deux ministres québécois s'entendent pour dire que le gouvernement du Québec doit viser avant tout les intérêts du Québec. Et M. MacDonald d'ajouter: « Mais aussi à l'intérieur du Canada. »

Enfin, le ministre du Commerce extérieur, comme son premier ministre, M. Robert Bourassa, ne voit pas l'utilité d'ouvrir une Délégation du Québec dans la capitale américaine. « Avant d'investir là-dedans, on pourrait faire un meilleur usage du personnel de l'Ambassade canadienne sur place. »

Outre la recontre prévue avec le représentant américain au Commerce, la délégation québécoise rencontre aujourd'hui le Secrétaire américain au Commerce, M. Malcolm Baldrige, et celui à l'Énergie — Baie James phase II oblige — John S. Herrington.

De plus, M. Bourassa rencontre ce matin deux représentants de l'Asbestos Information Association of North America. Raison: le lobby doit faire son oeuvre pour que ne soit interdit en sol américain l'amiante du Québec...

Résultats

Tirage du 08-02-86

02 05 07 36 38 42 (no. complet: 32)

	GAGNANTS	LOTS
Prochain tirage: mercredi 12 fév.	6-6 1	4 132 083,105
Gros lot (approx.): 1 500 000,00\$	5-6+ 7	123 722,305
	5-6 337	2 044,605
	4-6 19 482	68,005
	3-6 376 118	10,005

Ventes totales: 20 136 688,005

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h 00 le jour du tirage.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

SONDAGE GALLUP

Le tiers des Canadiens désapprouvent la vente de De Havilland

La majorité des Canadiens n'ont pas d'opinion formée sur la vente de l'avionerie de De Havilland à la société américaine Boeing. Toutefois, ceux qui ont un point de vue à exprimer à ce sujet sont deux fois plus nombreux à désapprouver qu'à approuver cette vente.

À l'échelle nationale, un tiers de l'électorat (33 p. cent) désapprouve la vente de la De Havilland à Boeing tandis que seulement 16 p. cent sont d'accord. Dans le groupe des indécis, la plupart (38 p. cent) n'ont pas songé beaucoup à cette question cependant que 14 p. cent n'arrivent pas à dire s'ils sont favorables ou défavorables.

Les électeurs de l'Ontario et de la Colombie-Britannique sont plus au courant de la question que ceux des autres provinces et manifestent une plus grande opposition.

Les partisans du gouvernement conservateur sont par ailleurs beaucoup plus enclins à approuver la vente que ne le sont les partisans libéraux et néo-démocrates.

Les résultats du sondage sont fondés sur des entrevues personnelles à domicile, effectuées durant la première semaine de janvier, auprès de 1 052 adultes âgés de 18 ans et plus. Pareil échantillonnage est précis à quatre points près, 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante: « D'après ce que vous avez lu ou entendu, est-ce que vous approuvez ou désapprouvez la vente récente de l'avionerie De Havilland du Canada à l'avionerie américaine Boeing, ou si vous ne vous êtes pas arrêté à cette question? »

	APPROUVENT	DÉSAPPROUVENT	NE SAVENT PAS	N'Y ONT PAS PENSÉ
À l'échelle du pays:	16%	33%	14%	38%
Par régions:				
Maritimes	19	20	14	47
Québec	7	20	28	45
Ontario	17	46	6	31
Prairies	19	28	11	42
Colombie-Britannique	24	40	9	27
Préférence politique:				
Conservateurs	32	24	11	34
Libéraux	8	43	12	38
Néo-démocrates	11	53	5	31
Indécis	9	22	24	45

L'addition des pourcentages ne donne pas toujours 100, les chiffres ayant été arrondis.

Plus d'options pour une retraite sur mesure.

Avec le Régime Enregistré d'Épargne-Retraite Royal, vous pouvez choisir toutes les options que vous désirez.

Ça vous permet encore plus de possibilités. Par exemple, si vous désirez un dépôt à terme vous garantissant un intérêt avantageux, nous vous l'offrons. Si vous désirez un dépôt à intérêt quotidien, nous vous l'offrons aussi. Et si vous désirez un investissement avec ou sans privilège de retrait, c'est très simple, c'est à votre choix. En fait, notre REÉR vous offre plus d'options et vous permet d'en combiner certaines afin d'obtenir exactement ce qui vous convient.

De plus, dans chacune de nos succursales, partout au pays, un spécialiste vous attend pour vous renseigner sur les options du REÉR Royal. C'est simple, c'est pratique, c'est Royal.

Nous offrons aussi des taux d'intérêt vraiment concurrentiels et, contrairement à certains concurrents, nous n'imposons aucuns frais administratifs d'ouverture et d'option de dépôt et ce, quelles que soient vos options.

Venez nous voir à n'importe quelle succursale Royale, dès aujourd'hui. Un spécialiste vous attend pour vous renseigner sur nos régimes faits sur mesure, pour vos besoins.

Vous avez jusqu'au 1er mars 1986 pour profiter de l'abri fiscal.

BANQUE ROYALE

Parlez-moi d'une banque... Royale!

AVANT DE S'ATTAQUER AU LIBRE-ÉCHANGE

Bourassa veut vider la question constitutionnelle

WASHINGTON (D'après PC) — M. Robert Bourassa est d'accord avec M. Brian Mulroney, pour tenter d'en arriver à une entente sur la question constitutionnelle, avant que ne soit résolue la question du libre-échange avec les États-Unis, a-t-il déclaré lors de son arrivée à Washington samedi soir dernier.

Les deux hommes s'étaient rencontrés pendant deux heures jeudi soir à la résidence de M. Bourassa à Outremont, et ce serait à cette occasion, qu'ils se seraient entendus sur cet ordre de priorité, qui n'exclut toutefois pas que les deux dossiers puissent avancer de front.

« Dans le cas du libre-échange, ça peut prendre plusieurs années; alors j'aurais tendance à être d'accord avec M. Mulroney. Comme nous voulons signer (un accord constitutionnel) avant la prochaine élection fédérale pour ne pas tout recommencer, ou attendre après notre réélection, je pense qu'on devrait apporter une certaine priorité et amorcer les négociations avec le gouvernement fédéral au cours de l'été », a affirmé M. Bourassa.

Comme première étape, ce dernier prévoit des discussions bilatérales avec ses collègues des autres provinces à l'occasion de la rencontre inter-provinciale prévue pour l'été.

« Je vais vérifier leur réceptivité aux conditions du Québec. Je suis assez optimiste parce que ce que nous demandons me paraît conforme au sens commun. » Si un consensus émerge, a ajouté M. Bourassa, les négociations proprement dites pourront alors débiter.

À cet égard, il a précisé qu'il n'entrevoit pas de difficulté importante pour faire accepter les cinq conditions inscrites au programme de son parti, à l'exception du droit de veto régional, qui serait notamment accordé aux provinces de Québec et d'Ontario.

M. Bourassa n'a pas voulu spéculer sur la stratégie qu'il adop-

terait dans l'éventualité où ce droit de veto lui serait refusé. Il a noté qu'avec un tel veto régional, l'Ontario serait possiblement mieux placée pour s'opposer à un traité de libre-échange qui serait contraire à ses inté-

rêts. Cette perspective pourrait inciter l'Ontario à s'allier au Québec sur cette question, a-t-il suggéré.

Le premier ministre a tenu ces propos en réaction à une manchette de LA PRESSE de vendre-

di dernier, laquelle affirmait que M. Mulroney veut « rapatrier le Québec » avant tout accord avec les Américains. Dans l'article, le premier ministre du Canada déclarait vouloir « mener une négociation relativement rapide sur la partie inachevée du dossier constitutionnel » et estimait que ce dossier pouvait être mené concurremment avec celui de la libéralisation des échanges commerciaux.

Dimanche, M. Bourassa précisait, aux journalistes qui l'accompagnaient, que si jamais, en avril, le Congrès répondait favorablement à la demande canadienne d'entreprendre des négociations commerciales, et que si le dossier en venait à évoluer très rapidement, ce dont il doute, alors le Québec devra réagir pour faire valoir ses intérêts.

Selon M. Bourassa, c'est dans ce contexte seulement qu'il faut comprendre la déclaration récente de son ministre des Relations internationales et des Affaires intergouvernementales, M. Gil Rémillard, voulant que la priorité devait être donnée à la question de la libéralisation des échanges.



M. Robert Bourassa s'esclaffe au cours d'une conversation avec M. A. Hervé Hébert, président d'Hydro-Québec, à gauche et M. James Schlesinger, à droite.

Mulroney espère une «alliance francophone»

PARIS (Reuter) — Le premier ministre Brian Mulroney a exprimé l'espoir que la conférence des pays francophones, qui débute le 17 février à Paris, permettra la création d'une « alliance francophone ».

« Le Commonwealth est une communauté basée sur une langue, des traditions, des racines communes et des intérêts convergents », dit-il dans une interview qui paraît aujourd'hui dans l'hebdomadaire français « Le Point ».

« Nous y sommes tous égaux. Malgré le respect que j'ai pour la reine d'Angleterre, le Common-

wealth n'est pas sous son autorité. Pourquoi n'en serait-il pas de même de cette alliance francophone que nous voulons créer ? »

« Des liens basés uniquement sur une langue et une culture communes deviennent secondaires. Nous souhaitons aussi développer considérablement nos rapports économiques avec les pays francophones », précise M. Mulroney.

Se présentant comme « Irlandais et Québécois », M. Mulroney espère que le Canada - qui, souligne-t-il, « a deux mères patries, la France et la Grande-Bretagne », servira de lien entre le

Commonwealth et une alliance francophone. Et il s'exclame : « Quel instrument cette alliance deviendra pour le monde ! »

J'attends de ce sommet francophone des résultats modestes mais importants parce que concrets et réalisables », déclare-t-il, en précisant qu'il pense aux « transferts de technologie et aux télécommunications ».

« Il est anormal que les relations commerciales franco-canadiennes ne dépassent pas chaque année 1,9 milliard de dollars, alors qu'elles atteignent 12 milliards de dollars avec le Japon », explique-t-il encore.

Le Canada des autres

Michel Vastel



Brian Mulroney vs David Peterson

OTTAWA — Le chef conservateur fédéral a donc décidé de quitter sa capitale pour le Canada des régions, de parler directement au peuple, de s'associer de plus près aux grandes réalisations de son gouvernement.

Mais c'est justement ce que le chef libéral de l'Ontario, David Peterson, n'a cessé de pratiquer depuis l'élection du 2 mai 1985. Résultat : si une élection se tenait aujourd'hui, les libéraux de l'Ontario (plus de 50 p. cent des intentions de vote) seraient assurés d'une confortable majorité tandis que les conservateurs de Brian Mulroney (41 p. cent de votes, mal répartis entre l'Ouest et le Québec), se retrouveraient avec une minorité serrée.

Lorsqu'il a décidé d'assumer le pouvoir, en juin 1985, le parti libéral de l'Ontario venait de passer 42 ans dans l'opposition. Tout le monde à l'époque surveillait les gaffes d'un parti mal préparé à la « discipline du pouvoir ». Pourtant, rien de ce que Brian Mulroney reproche lui-même à son parti aujourd'hui - manque de solidarité, inexpérience de plusieurs ministres, hésitation et parfois confusion en face des grandes orientations à prendre - rien de tout cela ne semble survenir à Queen's Park et la lune de miel avec le public continue.

Mais la différence entre les deux gouvernements est beaucoup plus fondamentale : elle vient du style que les deux premiers ministres ont décidé d'adopter dans leurs relations avec le public, avec les fonctionnaires et avec leur propre parti.

Le PM et le public

Alors que, chef de l'opposition, il était encore en campagne électorale, Brian Mulroney faisait des ravages dans les assemblées publiques : spontanément, les Canadiens l'aimaient. Une fois élu, l'appareil du pouvoir l'a fait disparaître derrière les vitres teintées d'une limousine : le charme était rompu.

David Peterson au contraire n'était connu que du tiers des Ontariens lorsqu'il est devenu premier ministre. Il a donc dû s'exposer le plus possible au public pour se faire apprécier.

Il aura fallu près de seize mois et une dégringolade dans les sondages pour que Brian Mulroney décide de retourner au peuple. L'an dernier par exemple, à Vancouver, lors d'une réunion de son conseil des ministres, il passait le plus clair de son temps retranché dans les suites de l'hôtel Vancouver et n'en sortait que pour une réception (sur invitations réservées à des partisans conservateurs). Et il s'y rendait, avec sa limousine et sa suite de motards en uniforme, à plus de 50 milles à l'heure.

David Peterson en est quant à lui à la quatrième réunion régionale de son conseil des ministres. Et il ne se contente pas, comme la semaine dernière, de séances de travail avec ses ministres : mardi dernier, il chaussait les patins et se lançait sur la glace du canal Rideau à Ottawa. L'événement, comme la réception qui suivait, avait été annoncé dans les journaux locaux et le public, comme les protestataires, avaient une chance de rencontrer leur chef de gouvernement. Le lendemain soir à Pembroke, le premier ministre de l'Ontario allait au devant d'une quarantaine de médecins prêts à tout pour protester contre le projet de loi interdisant la surfacturation de l'acte médical.

La grande différence entre Brian Mulroney et David Peterson, c'est que l'un semble fuir la contestation tandis que l'autre lui fait face. Cela n'est pas forcément plus efficace, mais c'est plus attachant.

Incidentement, le chef conservateur a raison, comme cette semaine à Montréal, de vouloir se rapprocher du peuple. Mais il lui reste un dernier bout de chemin à faire : il y a toujours autour de lui bien plus de protocole et de personnel que n'en exige la sécurité d'un chef d'État.

Le PM et les fonctionnaires

Ce n'est qu'après les élections du 2 mai et les premières négociations avec le NPD que les libéraux de l'Ontario ont commencé à réaliser qu'ils allaient enfin assumer le pouvoir. Contrairement à Brian Mulroney qui arrivait à Ottawa avec une série de « comités de transition », les hommes de David Peterson ont pratiquement commencé à zéro. Cela ne les a pas empêchés de prendre rapidement le contrôle de l'agenda politique de la province.

En quelques semaines, chaque ministre avait à sa disposition une liste de priorités endossées par le cabinet, approuvées par le parti et jugées « réalisables » par le « cabinet office », le conseil exécutif de la province.

En somme, c'est le conseil des ministres qui a relancé en quelques semaines, à Queen's Park, la machine administrative. À Ottawa, il aura fallu près d'un an au premier ministre pour mettre en marche la grosse machine du Conseil privé. Jusque là, ni les cabinets politiques des ministres, ni les hauts fonctionnaires, n'avaient reçu d'ordres précis.

La fonction publique ontarienne, considérée avec celle d'Ottawa, comme l'une des plus professionnelles au Canada, a d'autant plus coopéré de bon cœur avec le nouveau gouvernement qu'il était prêt à laisser une sorte d'« osmose » s'opérer entre la bureaucratie et le pouvoir politique. À Ottawa au contraire, personnel politique et hauts fonctionnaires ont passé près d'un an à se méfier les uns des autres.

Le PM et le parti

On sait combien les cadres du parti conservateur, tant au Canada-anglais qu'au Québec, se sentent délaissés par le nouveau gouvernement : on reproche de plus en plus à Brian Mulroney d'écouter davantage ses amis que les travailleurs d'élections qui l'ont fait élire.

À Queen's Park - « par la force des choses », reconnaît un adjoint de David Peterson - le parti libéral est étroitement associé aux grandes orientations du gouvernement ontarien. Le chef de cabinet du premier ministre par exemple, Hershel Ezrin, rencontre dans l'Acadian Room du Royal York de Toronto l'exécutif du parti libéral toutes les deux ou trois semaines. C'est également chaque semaine que le principal conseiller politique de David Peterson, Vince Borg, rencontre le président du parti, Don Smith.

En fait, les militants libéraux de l'Ontario sont tellement satisfaits de leur gouvernement qu'ils souhaitent se relancer dans une campagne électorale dès maintenant. On ne peut en dire autant des militants conservateurs, en particulier au Québec.

Une fois de plus, c'est le modèle ontarien que Brian Mulroney a décidé d'adopter. Il a en effet révélé, lors de son entretien de vendredi dernier avec LA PRESSE, que « la base (du parti), les militants auront un rôle important à jouer sur les orientations du gouvernement ».

Le PM et la presse

Personne en Ontario ne pose la question des relations entre David Peterson et la presse. Non que la presse de Queen's Park soit tellement plus indulgente pour le premier ministre libéral, mais c'est un sujet totalement hors de propos.

Brian Mulroney a fait un aveu surprenant la semaine dernière en confiant qu'il espérait que « les médias l'aideraient à sortir son message ». En Ontario, l'attitude de la presse n'a aucune importance puisque le premier ministre est directement branché sur ses électeurs, sur la fonction publique et sur son parti.

En fait, le gouvernement provincial de l'Ontario est peut-être le gouvernement le moins « couvert » au pays : la presse de Toronto étant aussi une presse nationale, elle s'intéresse beaucoup plus à ce qui se passe à Ottawa. Et les débats de l'assemblée législative ne sont même pas télévisés.

Nécessité faisant loi, David Peterson n'a donc même pas envisagé de se servir de la presse, et il a pris les moyens de communiquer directement avec les Ontariens. C'est ce que vient de comprendre Brian Mulroney...



C'EST LE TEMPS D'INVESTIR!

5^e Anniversaire! SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

CHANGEZ VOTRE STRATÉGIE DE PLACEMENTS:

Intérêts sur compte d'épargne	6%
Moins impôts*	-3%
Moins inflation	-4%
Rendement réel	-1%

* Impôts calculés sur un revenu imposable de 20.000\$, l'exemption de revenus d'intérêts ayant été utilisée.

PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU SALON

- ★ Parquet de la Bourse de Montréal
- ★ Clinique de consultations sur l'épargne-actions
- ★ Clubs d'investissement
- ★ Conférences sur les compagnies inscrites à la Bourse
- ★ Conseils gratuits des notaires, C.A. et évaluateurs agréés
- ★ Clinique sur les propriétés à revenus
- ★ Mini-théâtre sur l'immobilier
- ★ Retraite et pré-retraite: Conférences dans l'atelier de l'ACCAP

CONCOURS

- ★ 25 000\$ d'or offerts par McLeod et la Banque d'Épargne
- ★ 5 000\$ d'actions à gagner
- ★ Concours «planifiez votre retraite»

C'est le temps d'investir!



ABRIS FISCAUX

- ★ Épargne-retraite
- ★ Épargne-actions

LIQUIDITÉS

- ★ Certificats de dépôts
- ★ Obligations d'épargne

IMMOBILIER

- ★ Résidences
- ★ Propriétés à revenus

BOURSE

- ★ Actions
- ★ Obligations

7 au 11 FÉVRIER PLACE BONAVENTURE

VENDREDI AU DIMANCHE 12h à 22h - LUNDI MARDI 10h à 22h

la presse



Les coupures sont nécessaires

Pour le Premier ministre Bourassa, la préparation du prochain budget passe par un réexamen des finances de l'État et par des diminutions parfois draconiennes des dépenses. Il s'agit toutefois de plus que d'un simple rituel auquel tous les nouveaux gouvernements se livrent car l'avenir du Québec, tel que M. Bourassa le conçoit, est en jeu. Sans ce climat d'austérité, le gouvernement ne pourra réaliser ni une gestion saine ni les investissements dont il rêve.

Trois ans après les réductions des salaires des employés du secteur public, la situation n'est pas redevenue normale. Les esprits se sont calmés, mais les trois centrales syndicales continuent à réclamer la récupération des salaires et des avantages perdus. Le gouvernement ne semble pas prêt à accéder à cette demande mais il voudrait mettre un point final à cette triste affaire et normaliser les relations de travail dans la fonction publique.

Le chef de l'opposition, M. Pierre Marc Johnson, a dit que M. Bourassa gère au lieu de gouverner; il aurait pu ajouter que c'est une bonne idée... Les négociations dans le secteur public ne doivent pas être un jeu politique, mais faire partie de la saine gestion de l'appareil et des finances de l'État. Si le gouvernement estime qu'il ne peut pas accepter les demandes des syndicats, il doit leur fournir des raisons valables. Or, il n'y a qu'une raison qui est entièrement convaincante: le gouvernement fait de son mieux pour éliminer les dépenses inutiles et le gaspillage et, malgré cet effort, les finances ne permettent pas la «récupération» qu'exigent les syndicats. Bref, l'austérité du gouvernement doit s'appliquer à tout le monde.

Il n'y a pas que les contribuables et les employés du secteur public qui jettent un coup d'oeil critique sur les comptes de l'État et la gestion du gouvernement. Les créanciers du Québec veulent aussi se rassurer de la santé financière de la province. L'effort du gouvernement doit être particulièrement convaincant pour les créanciers américains, qui se fient plus aux chiffres qu'à l'impression générale que donne le Québec, car M. Bourassa prévoit de les mettre de nouveau fortement à contribution.

En effet, la construction de la Baie James II entraînera des investissements de l'ordre de \$25 milliards dont seulement une partie sera empruntée au Québec. Le reste viendra des États-Unis, une solution pleine de bon sens étant donné que l'énergie produite par ce nouveau développement du Nord leur est destinée. Les Américains investissent ainsi dans un projet qui assurera l'approvisionnement en énergie des États du Nord-Est pendant des décennies.

La cote de crédit d'Hydro-Québec est déjà très élevée; d'aucuns disent même qu'elle mériterait d'être plus élevée. L'accumulation des déficits par le gouvernement du Québec au cours des dernières années a cependant eu tendance à diminuer légèrement la cote de la province auprès des banquiers newyorkais. Cette faiblesse est loin d'être inquiétante mais elle pourrait diminuer à la longue les possibilités d'emprunter aux États-Unis par le gouvernement et par Hydro-Québec.

Cette situation ne facilite pas la conclusion d'un accord avec les Américains en vue de la construction de la Baie James II, surtout maintenant que la baisse du prix du pétrole fait que l'achat d'électricité québécoise devient moins urgente. Le gouvernement doit donc pouvoir les rassurer quant à la solidité des finances du Québec.

M. Bourassa a donc deux excellentes raisons pour couper tout le gras dans les dépenses de son gouvernement. Ces coupures ne feront pas l'affaire de tout le monde, mais c'est le prix qu'il faut payer pour assurer le développement de l'économie du Québec dans des secteurs aussi importants que la construction et la haute technologie.

Frédéric WAGNIÈRE

Un ministre pas comme les autres

Le ministre fédéral de la Justice, John Crosbie, a soulevé les protestations des Franco-Ontariens en nommant un juge unilingue anglophone à la Cour d'appel de l'Ontario. Une décision qui brisait la tradition établie par les libéraux d'avoir au moins un représentant francophone sur cette instance judiciaire.

Du mépris ou de l'inconséquence politique de la part du responsable du dossier de la Justice dans le cabinet Mulroney? Une question à laquelle on ne peut répondre pour le moment. Mais c'est une nomination qui laisse bien des doutes dans l'esprit des francophones hors Québec. À juste titre d'ailleurs. Ce qui, par ailleurs, ne met nullement en doute la crédibilité et la compétence du nouveau juge qui est monté sur le banc, M. Krever.

Le geste posé par M. Crosbie met à nouveau en relief l'inéquité du traitement que reçoivent les 500 000 Franco-Ontariens comparativement au traitement accordé aux Anglo-Québécois, comme l'a souligné le député libéral de Saint-Denis, M. Marcel Prud'homme.

Les explications des conservateurs à l'effet qu'ils avaient cherché en vain un candidat chez les juristes franco-ontariens pour remplir le poste devenu vacant à la suite de la retraite du juge Maurice Lacoursière n'ont pas vraiment convaincu grand monde.

Même le commissaire aux langues officielles, M. D'Iberville Fortier, a critiqué la décision du ministre Crosbie, en souhaitant «vivement qu'on tienne le plus grand compte possible des faits et des minorités linguistiques pour des nominations de ce genre-là».

Au cours de la course au leadership conservateur, M. Crosbie, alors candidat à la succession de Joe Clark, avait soulevé une autre controverse dans les médias d'information au sujet de l'apprentissage du français. En substance, il avait déclaré qu'il pouvait très bien s'adresser aux Québécois ou aux Chinois, sans problème, par le biais d'un interprète. Une affirmation saugrenue qui n'avait pas été prise non plus par un bon nombre de délégués et de militants.

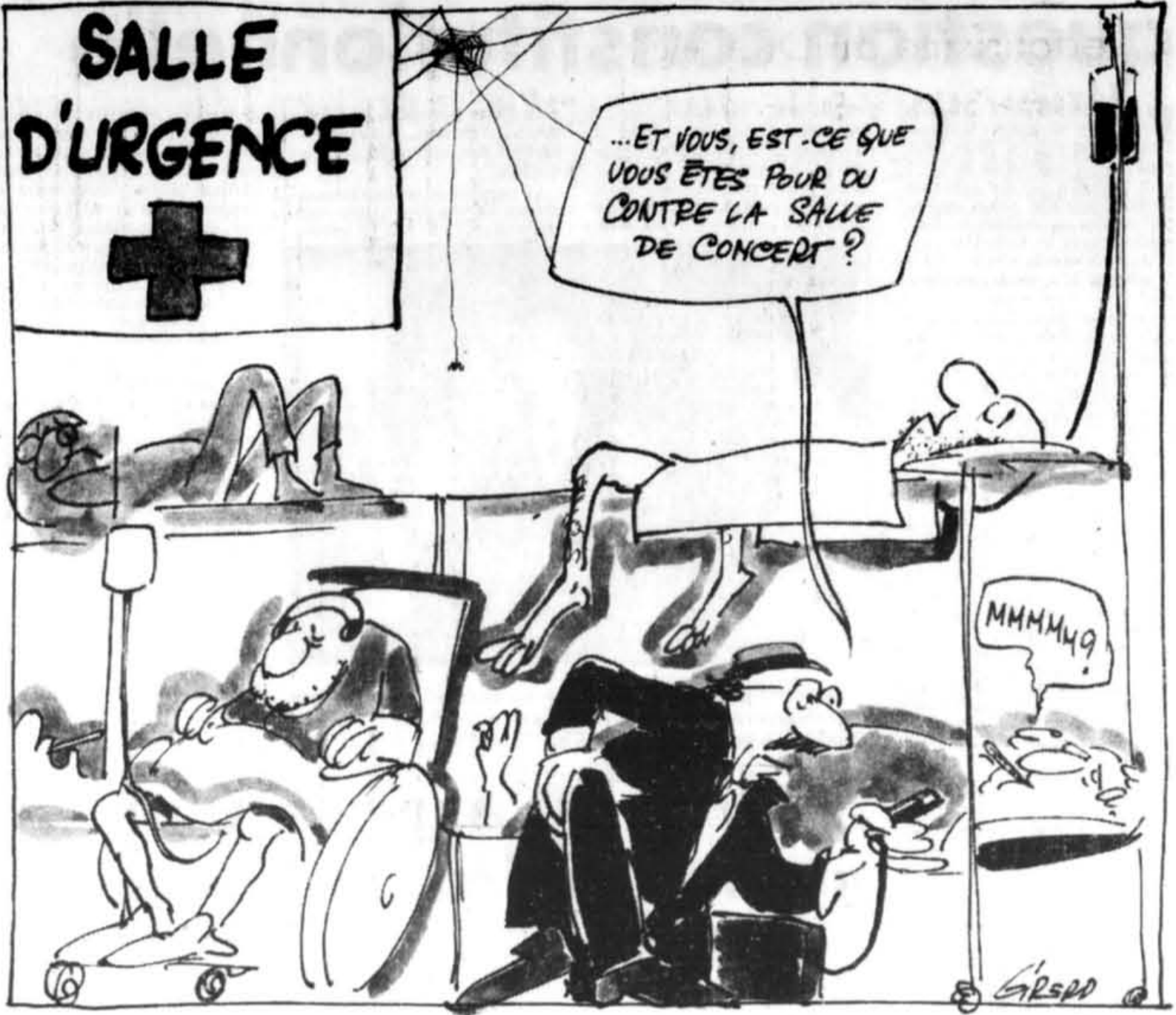
Il avait poussé le sarcasme un peu plus loin, en ajoutant qu'une fois élu à la tête du Parti conservateur il apprendrait la langue de Molière. Il n'a pas été obligé de remplir sa promesse... Et il est demeuré unilingue anglophone.

M. Crosbie a, semble-t-il, un don particulier pour se foutre les deux pieds dans les plats. Au moment où le vice-premier ministre Erik Nielsen était aux prises avec l'affaire de l'«écoute électronique» à la Chambre des communes, il avait déclaré que s'il en avait eu l'occasion, il aurait fait la même chose que son collègue. Récemment, il a aussi mis en doute la volonté politique de son chef de vouloir réduire à tout prix le déficit, craignant que cette lutte conduise les conservateurs à la défaite lors des prochaines élections.

Deux déclarations embarrassantes pour Brian Mulroney qui n'a pas osé rabrouer publiquement le coloré représentant de Terre-Neuve.

Les plus grandes qualités d'un bon ministre de la Justice sont la discrétion et le discernement. Si l'on se fie à ces critères, on ne peut pas dire que M. Crosbie a les qualifications pour remplir cette fonction prestigieuse.

Jacques BOUCHARD



(Droits réservés)



(Collaboration spéciale)

Marc Laurendeau

Une longue complaisance s'est enfin arrêtée

Le président Ronald Reagan affirmait vendredi que les États-Unis n'avaient pas aidé au renversement du régime du président haitien, M. Jean-Claude Duvalier. Sous d'autres cieux, cela serait qualifié d'effort de propagande destiné à la désinformation. Car en réalité, Washington a complètement orchestré la fuite du dictateur, mettant fin à une longue complaisance américaine envers un régime politique brutal et ignoble.

C'est l'ambassadeur des États-Unis à Port-au-Prince, M. Clayton Mc Manaway, qui aurait communiqué jeudi après-midi à Jean-Claude Duvalier l'ultimatum américain: le dictateur devait partir. Un avion de l'US Air Force serait mis à sa disposition. Telle est la version que soutenait samedi le très sérieux quotidien *Le Monde*, sous la plume de Jacques Amalric. Elle paraît tout à fait vraisemblable compte tenu de l'annonce aussi prématurée qu'insolite faite sept jours avant par M. Larry Speaks au nom de la Maison-Blanche.

Le départ de Jean-Claude Duvalier a été décidé à Washington après que le dictateur eut refusé d'organiser des élections vraiment libres, sous contrôle international, précise le correspondant du *Monde* à Washington, M. Bernard Guetta. Le

«président-à-vie» avait promis, depuis le printemps 1985, des élections véritablement libres, mais reportait constamment l'échéance.

Les analystes de la Maison-Blanche et du Département d'État redoutaient, comme pire hypothèse, que ne persiste en Haïti une dictature «molle», tergiversant entre de timides efforts de libéralisation et des vagues de répression. Un tel climat, ponctué par des émeutes sporadiques et une agitation permanente, aurait été favorable au développement d'une extrême-gauche restée embryonnaire et peu «contaminée» par Cuba. Prenant les devants, les États-Unis ont mis en place une junte militaire-civile composée d'anciens duvaléristes et de quelques éléments modérés. Le calme plutôt que les grandes embardées.

Les États-Unis ont même insisté auprès de la France (le ministre Roland Dumas négociait dans la nuit de jeudi à vendredi) pour qu'elle accueille provisoirement «Bébé Doc». Mais Jean-Claude Duvalier ne pourra rester longtemps à l'Abbaye d'Anecy en Haute Savoie, ni profiter de son château dans le Nord-Est ou de son appartement de l'élégante avenue Foch à Paris. A la veille du Sommet de la francophonie, le président François Mitterrand ne voudra

guère encourir un concert de réprobation.

On trouve déjà scandaleux que Jean-Claude Duvalier et ses proches soient partis avec une colossale fortune amassée en soumettant la population haïtienne à la misère. Puisque les lois internationales et les tractations américaines dispensent Jean-Claude Duvalier de répondre de ses actes et de rendre compte de ses biens, sa retraite devra au moins être discrète et fort lointaine.

Depuis vingt-cinq ans, le Québec accueille des immigrants haïtiens. Plusieurs, parmi les mieux éduqués (des centaines de médecins, d'infirmières et d'enseignants), sont arrivés avec la vague des années 60 et demeurent les plus aptes à contribuer à la reconstruction du pays. Reste à savoir s'ils auront le courage de quitter une situation confortable maintenant acquise chez nous.

Quant aux travailleurs non spécialisés, ils ne trouveront pas nécessairement, dès leur retour en Haïti, l'amélioration économique espérée. Certaines désillusions s'annoncent à court terme mais, ultimement, la société haïtienne a des chances de devenir plus égalitaire et moins pauvre. La matière grise, si longtemps exportée, doit retourner en Haïti, de manière à

ce que le pays se donne des institutions.

On reste étonné devant la durable complaisance des autorités américaines envers la dynastie des Duvalier. Petit médecin de campagne, effacé et réputé honnête, François Duvalier, peu après avoir pris le pouvoir en 1957, en est venu à confisquer à son profit exclusif la révolution victorieuse du peuple noir contre les élites mulâtres.

Washington, obnubilé par l'émergence d'un régime communiste à Cuba, fermait les yeux sur l'imposture et les exactions de François Duvalier, qui tenait son peuple dans l'obscurantisme et entretenait sa propre milice de tueurs à gage, les «tontons macoutes».

Mais une jeune génération, et un clergé enraciné localement et sensibilisé à la détresse de ses ouailles, ont enfin créé une pression sur Jean-Claude Duvalier, héritier falot du régime. Il ne faudrait pas que les Haïtiens, une fois de plus, se fassent voler leur révolution.

Quant au Canada, c'est avec circonspection qu'il devrait accueillir les demandes d'immigration provenant de ministres ou hauts fonctionnaires ayant pratiqué la corruption ou violé les droits de la personne. Pas plus que la France, le Canada ne devrait servir de dépôt.

REVUE DE PRESSE

Les excuses de M. Mulroney

Extraits d'éditoriaux puisés dans les journaux de langue anglaise et traduits par la Presse canadienne.

La propension du premier ministre Brian Mulroney à blâmer les médias pour tous les maux des progressistes-conservateurs met en lumière son inexpérience et celle de son gouvernement.

Tout ce qu'ont fait les scribes du pays, après tout, c'est d'avoir rapporté ce que le gouvernement a accompli au cours de la dernière année. Ils n'ont pas fabriqué la nouvelle. Les scandales, les virages politiques, les démissions ont tous été le lot du gouvernement.

Le Canadien moyen, s'il est prêt à oublier, n'en attend pas moins du gouvernement qu'il profite de ses erreurs et qu'il s'améliore. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, les conservateurs ont cédé la place aux libéraux, pour la première fois depuis l'élection, dans la faveur populaire. Le gouvernement, affirmant les électeurs, ne s'améliore pas.

Les problèmes du gouvernement Mulroney, par ailleurs, ne procèdent pas uniquement de mauvaises communications avec ses mandants, comme le soutient

le Premier ministre. Ils sont réels et requièrent une intervention concertée plutôt qu'une campagne de relations publiques.

Des décisions difficiles devront être prises et leurs conséquences devront être admises.

Il faut donner crédit à M. Mulroney qu'il semble mieux à même, aujourd'hui, de risquer une perte de popularité. C'est bon signe. D'autres décisions aussi controversées que la vente de la raffinerie Gulf devront être prises au cours des prochains mois. Ce sont des décisions de ce type qui permettront de réduire à court terme le déficit fédéral. On ne peut qu'y gagner, à long terme.

The Medicine Hat News

À une certaine époque, les monarches gardaient à leur portée des «fous» qu'ils pouvaient moriger ou fustiger à loisir lorsque les choses n'allaient pas selon leurs désirs. Aujourd'hui, les leaders nationaux, dans un même but, aiment avoir à portée de la main une galerie de journalistes.

Ainsi, Brian Mulroney a probablement découvert que son lacharisme le protège très mal contre la persistance des interrogations.

Il a donc déversé le trop plein sur les médias...

La minceur du bouclier par lequel M. Mulroney se targue de se protéger est symptomatique de sa frustration: il est incapable de faire passer son message. Il se demande probablement pourquoi sa lune de miel avec les médias a vécu un printemps si court... si on la compare à celle accordée à John Diefenbaker ou même à Pierre Trudeau.

S'il oublie ses ennemis pour quelques secondes, peut-être que M. Mulroney pourrait se consoler en constatant que les médias se sont rapidement transformés en une opposition loyale très tôt après la prise du pouvoir. Les médias, quoi qu'il en soit, y gagnent à être identifiés comme les vigilants gardiens des intérêts nationaux plutôt que d'être perçus comme les condescendants véhicules de la pensée gouvernementale.

En définitive, les conservateurs fédéraux pourraient être ceux qui profiteront le plus de leurs difficultés actuelles. Ils ont encore le temps de redresser la situation et d'abandonner les sentiers glissants qu'ils ont empruntés.

The Regina Leader-Post

Il y a 20 ans

(...) Au moment où nous avons désespérément besoin d'un gouvernement qui continuera à nous sortir de la récession pour nous lancer dans le sillon d'une économie mondiale qui subit une évolution en profondeur menaçant notre survie comme pays commerçant, que se passe-t-il?

Au Parlement, on s'empigne par les cheveux en ressuscitant une histoire vieille de 20 ans qui aurait dû être reléguée à la poubelle de l'histoire.

C'est là le plus profond exemple d'irréalisme que peuvent manifester le gouvernement et l'opposition.

En réalité, qui s'enquête réellement de ce qu'a entendu Erik Nielsen lorsqu'un technicien a accidentellement interverti deux fils dans la chambre des caucus, aux Communes, il y a deux décennies (...)

Les problèmes de notre pays passent présentement au deuxième rang, derrière les attaques partisans. C'est une disgrâce.

The Edmonton Sun

Le tourisme au Québec Une nouvelle législation est nécessaire

A l'heure où la mode «politique» est à la déréglementation, il semble que l'ensemble des intervenants dans le domaine de l'hébergement touristique...

tion «gîtes du passant». Son développement actuel est davantage sous le coup d'une tolérance heureuse du législateur. De même, n'importe qui, au Québec, peut décider d'ouvrir une auberge de jeunesse sans qu'il n'ait à se procurer aucun permis pour ce faire...

air, fermes de vacances, camps familiaux et gîtes du passant. Les caractéristiques essentielles de ces formes d'hébergement résident dans la spécificité du produit offert, très axé sur l'animation et la connaissance du milieu visité...

situé en dessous de la moyenne canadienne et de celle de la plupart des pays occidentaux. L'action de nos associations se situe essentiellement dans l'objectif d'accroître ce nombre. Nous pensons qu'en marge d'un nécessaire cadre législatif, l'État doit soutenir cette action qui allie des objectifs sociaux et des objectifs de rentabilité économique pour le Québec et «investir», dans ce sens, dans la consolidation et le développement de nos lieux d'hébergement déjà très populaires auprès de la population québécoise...

L'avenir des Acadiens

Nous avons assisté récemment à un combat de chefs entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Québec à savoir qui d'entre les deux représenterait les Acadiens lors du prochain sommet international de la francophonie. L'Acadie fut fondée en 1604 et demeura un territoire distinct de la Nouvelle-France tout au long de son histoire. Toujours, et surtout après 1755, lorsque les Acadiens se réfugièrent en Nouvelle-France (le Québec), ce fut non pas en tant que descendants français, mais premièrement et avant tout en tant qu'exilés politiques acadiens ayant leur propre identité.

nous, Acadiens, que des sujets de choix destinés à fortifier la «nation» québécoise sans égard à ce qui nous distinguait. Quant à notre soi-disant communauté de langue avec le Québec, nous pourrions tout aussi bien arguer de notre fond celtique commun à nous, gens de la côte, qui précède notre appartenance aux langues latine ou anglo-saxonne. Voilà pour la prétention des autorités du Québec à nous représenter. Et la réalité, l'après réalité, est que nous n'avons rien à foutre à ce sommet.

Denis JEAN un Acadien en pays étranger Montréal

La fin des activités de Katimavik: inacceptable

C'est avec beaucoup de déception que j'ai appris la cessation des activités de Katimavik, un programme assurant des stages de formation pour les jeunes de 17 à 21 ans. Ces stages permettaient à 2.000 jeunes par année de se prendre en main, de se réorienter; on y apprenait le sens des responsabilités, la solidarité et l'initiative.

ductions sont annoncées à la pièce, ce qui empêche la population canadienne de se rendre compte de la prévalence des préoccupations économiques aux dépens de considérations plus sociales. De plus, je crois qu'il est ridicule de comptabiliser ce que coûte ou ce que rapporte le programme Katimavik à la société canadienne en termes économiques seulement.

nu mondialement pour la formation générale qu'il offre et la prise en main qu'il permet. En effet, Katimavik recevait la médaille des Nations unies pour l'environnement en juin 1985. En octobre de la même année, le maire de New York, M. Koch, s'inspirait de Katimavik pour instaurer un programme pilote municipal de \$10 millions visant les jeunes défavorisés.

ble. L'Australie a également mis sur pied un service bénévole inspiré de Katimavik. Je tiens à rappeler aussi qu'après dix ans d'existence, le programme Katimavik était l'objet d'une évaluation scientifique par le Secrétariat d'État. Nous n'avons pas encore eu le temps de voir les résultats que le gouvernement conservateur se permet d'y mettre un terme. Il s'agit là d'un geste inacceptable qui traduit les tristes priorités des conservateurs.

Lucie PÉPIN députée d'Outremont

Le petit proprio paie

J'écouterai Monsieur Jacques Parizeau à la télévision, le 23 janvier, discutant de nouveaux moyens de taxation pour les municipalités. Mais pourquoi cette rage à vouloir toujours taxer davantage? La province de Québec est déjà championne à ce jeu. Si on veut en faire arracher aux petits propriétaires, c'est certainement le bon moyen. Je suis loin d'être d'accord avec M. Parizeau qui dit que si une personne ne veut pas payer plus de taxes dans une municipalité, elle n'a qu'à démenager. C'est un raisonnement passablement arbitraire.

ge. Exemple: la ville de Montréal avec ses lampadaires à \$5.000 pièce dans certaines rues résidentielles ou on ne les avait jamais demandés. On n'a qu'à se souvenir de la réforme municipale; les municipalités, sauf de rares exceptions, ont englouti cette nouvelle source de taxes par des dépenses additionnelles. Pour ce qui est des fameuses MRC qui je qualifierais de clubs privés pour maires, certains de ces organismes ont déjà prouvé jusqu'à quel point ils faisaient fi du droit de propriété privée et du payeur de taxes. A quand un ministère pour représenter les petits propriétaires?

S. LAURIER Montréal

Améliorer les conditions de travail et restaurer les services publics

Le 27 janvier, la Centrale de l'enseignement du Québec présentait au gouvernement ses demandes salariales ainsi que les autres revendications communes aux quelque 108.000 membres représentés par cette Centrale. Le texte qui suit reprend de larges extraits d'une allocution prononcée à cette occasion par le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau.

quel que soit le secteur d'activité où l'on se trouve. En déposant nos demandes portant sur les salaires et les primes, sur les droits parentaux et la condition des femmes, sur les régimes de retraite, sur certains aspects des régimes d'assurance et les primes de disparité régionale, nous n'avons certes pas la prétention d'apporter des solutions à tous ces problèmes. Cependant nous croyons fermement que nos demandes, parce qu'elles contribueraient à la mise en place de services publics de très haute qualité, vont dans le sens de l'intérêt général et constituent des éléments de réponse aux besoins des groupes qui, dans notre société, comptent précisément le plus sur ces services publics.

par une perte de revenus à ce point importante qu'une majorité de membres de la CEQ n'ont pas encore retrouvé, au début de 1986, leur niveau de revenus de 1982. Détérioration des conditions d'emploi par l'alourdissement des charges de travail, par le développement de la précarisation et de la sous-traitance. Détérioration des relations de travail et du climat de travail par l'élargissement des droits de gerance et de l'arbitraire patronal et une gestion souvent mesquine et pointilleuse.

conditionnels des services publics qui ont constitué un facteur d'amélioration des conditions de vie de la population québécoise. Nous nous opposerons vigoureusement à un type de gestion à la mode en Amérique du Nord par les temps qui courent, mais qui ne peut qu'accentuer les inégalités sociales et entraîner l'appauvrissement de la majorité de la population.

cent. Selon cette politique salariale, les plus bas salariés, tels le personnel de bureau, le personnel ouvrier et d'entretien, le personnel paramédical et paramédical, obtiendraient des augmentations moyennes de 11 pour cent, les enseignants et enseignants recevraient environ 7,2 pour cent et les professionnelles et professionnels 6,8 pour cent. Dans ce dernier cas, les corrections de structure entraîneraient de plus des ajustements de l'ordre de 5 pour cent.

Il y a lieu de lever certaines contraintes qui empêchent des membres de cotiser aux régimes et retardent leur accès à la retraite. C'est ainsi que nous revendiquons notamment des possibilités de rachat d'années pendant lesquelles des personnes ont bénéficié de congés sans traitement et de congés de maternité. Nous demandons enfin le droit à la pleine pension du RREGOP pour toute personne qui a atteint 35 ans de service ou 62 ans d'âge.

La négociation du secteur public constitue toujours un événement politique majeur en ce qu'elle implique des choix de société. Nous abordons cette négociation avec la préoccupation de rechercher avec vous des solutions adéquates aux problèmes vécus dans les milieux de travail parce qu'il y va des conditions de travail des 108.000 travailleuses et travailleurs que nous représentons, certes, mais aussi parce qu'il y va de la restauration des services publics québécois.

Nous avons foi dans la négociation comme moyen d'établir des conditions de travail équitables et un climat de travail harmonieux dans les établissements. Nous sommes cependant conscients d'entreprendre ces pourparlers dans un contexte difficile, notamment en raison des décrets 1982-1985, de la loi 37 et des incertitudes concernant l'attitude qu'adoptera le nouveau gouvernement en regard des services publics.

Le gouvernement précédent a imposé un régime de négociation que nous avons contesté et que nous continuerons de contester par différents moyens. A notre avis, la loi 37 a mis en place toute une série de contraintes qui sont autant d'embûches à la négociation. Les demandes que nous avons déposées reflètent notre volonté de négocier toutes nos conditions de travail, pour toute la durée de la convention, dans un cadre accepté par les deux parties. Nous souhaitons que le gouvernement accepte de discuter, de négocier toutes ces questions; qu'il ne se réfugie pas derrière la loi 37 pour écarter par la forme des problèmes qui doivent se régler sur le fond.

Nos demandes salariales, les plus bas salariés, tels le personnel de bureau, le personnel ouvrier et d'entretien, le personnel paramédical et paramédical, obtiendraient des augmentations moyennes de 11 pour cent, les enseignants et enseignants recevraient environ 7,2 pour cent et les professionnelles et professionnels 6,8 pour cent. Dans ce dernier cas, les corrections de structure entraîneraient de plus des ajustements de l'ordre de 5 pour cent.

Le droit de droit à la maternité et à la paternité, nous avons fait des pas importants lors des négociations précédentes. Nous voulons cette fois corriger certaines lacunes dans la perspective de favoriser une responsabilité partagée des conjoints face à la naissance ou à l'adoption et aux soins à apporter aux enfants. Nous voulons par ailleurs nous assurer que les futurs programmes d'accès à l'égalité puissent être négociés sectoriellement. Nous demandons que ces programmes comprennent l'ensemble des éléments susceptibles d'assurer leur efficacité: mesures de soutien et de redressement et échéancier d'application.

Un test pour le nouveau gouvernement Cette négociation est une occasion privilégiée pour le nouveau gouvernement de démontrer l'importance qu'il attache aux services d'éducation et de santé et à la fonction publique québécoise. La réussite de la négociation du secteur public manifesterait la capacité du gouvernement de gérer efficacement les questions complexes et serait pour lui, à n'en pas douter, un atout pour la relance économique qu'il préconise.

Nos membres sont traversés des mêmes préoccupations que l'ensemble de la société: le problème de l'emploi ne cesse de s'aggraver, le travail diminue, devient plus précaire pour un nombre sans cesse croissant de nos concitoyennes et concitoyens; les jeunes sont trop souvent laissés à eux-mêmes, sans projet, sans espoir et sans aide; la lutte des femmes pour l'accès à l'égalité au travail et dans la société comporte encore d'immenses étapes à franchir; l'impact des changements technologiques et les incessants bouleversements qui caractérisent les temps actuels au plan de l'organisation du travail ne peuvent qu'ajouter à l'insécurité ambiante; enfin, les problèmes liés à la retraite et le besoin ressenti de repenser sa «vie de travail» sont autant de réalités qui marquent la période contemporaine.

Malgré les efforts de négociation qui ont permis d'adoucir, particulièrement chez le personnel enseignant, certaines aspérités des décrets, l'ensemble des détériorations créées par les décrets demeure. Détérioration des conditions salariales, marquée

Le gouvernement précédent a imposé un régime de négociation que nous avons contesté et que nous continuerons de contester par différents moyens. A notre avis, la loi 37 a mis en place toute une série de contraintes qui sont autant d'embûches à la négociation. Les demandes que nous avons déposées reflètent notre volonté de négocier toutes nos conditions de travail, pour toute la durée de la convention, dans un cadre accepté par les deux parties. Nous souhaitons que le gouvernement accepte de discuter, de négocier toutes ces questions; qu'il ne se réfugie pas derrière la loi 37 pour écarter par la forme des problèmes qui doivent se régler sur le fond.

La politique salariale que nous soumettons, applicable à nos membres des réseaux de l'éducation, de la santé et de la fonction publique, a pour objectif la restauration d'un régime salarial où nous pourrions retrouver nos principes de plus grande équité, de défense du pouvoir d'achat et de participation à l'enrichissement collectif. Cette politique salariale vise également à réparer certains dégâts des décrets, notamment en apportant des correctifs appropriés aux structures de rémunération particulièrement à celles qui ont subi les préjudices les plus importants.

Nous présentons de plus des demandes concernant le harcèlement sexuel. Nous soutenons qu'il est de la responsabilité de l'employeur de faire en sorte que les lieux de travail soient exempts de harcèlement sexuel. Le tribunal spécial que nous proposons veut aider à solutionner par l'approche éducative plutôt que punitive les cas concrets qui pourraient se présenter dans les milieux. Nous soutenons enfin que le droit au travail doit s'accompagner de conditions d'exercice concrètes tels les services de garde. Nous reprenez donc notre revendication concernant la création des 6 000 places promises en 1982. De plus nous revendiquons l'implantation de services de garde en milieu scolaire, dont les locaux et l'équipement seraient fournis par l'employeur.

Nous attendons donc du gouvernement et de ses partenaires des propositions favorisant une plus grande accessibilité de la population, et particulièrement des plus démunis, à des services de très haute qualité et une motivation renouvelée des différentes catégories de personnels qui oeuvrent dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la fonction publique.

la presse RENSEIGNEMENTS 285-7272 LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés.

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés.

le Cabé Laurier 394, Laurier ouest. Montréal 273-2484

Les élections aux Philippines

35 000 personnes assistent à une grand-messe en compagnie de Corazon

MANILLE — Il y a d'abord ces voix cristallines qui montent à l'assaut des voûtes néo-gothiques de la nef, qui se répercutent à l'infini contre les murs de l'église.

PATRICK FILLEUX
collaboration spéciale

Une immense clameur leur répond à l'unisson: «Bayan Ko» (notre pays). Ils sont au moins 15 000 à entonner d'une seule voix ce chant traditionnel philippin, devenu l'hymne de l'opposition. A l'extérieur de cette église au nom prédisposé, «Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours», près de l'aéroport de Manille, une vingtaine de milliers d'autres fidèles, qui n'ont pas pu pénétrer dans le bâtiment, reprennent en cœur l'hymne sacré.

La nuit vient de tomber sur la capitale des Philippines. Une nuit chaude, moite et électrique. Dimanche soir, 48 heures après la clôture du scrutin des élections présidentielles, ces milliers d'hommes, femmes et enfants ne sont pas venus là uniquement par ferveur religieuse. Cette messe que s'appête à célébrer le cardinal archevêque de Manille, Mgr Jaime Sin, le chef de l'Église catholique philippine, est le premier grand rendez-vous populaire de ceux qui ont voté vendredi pour le changement et qui estiment d'ores et déjà avoir gagné, avoir tourné la page après 20 ans de dictature.

Ils attendent leur héros, Corazon Aquino, la candidate de l'opposition, qui leur a promis de rétablir la démocratie et qui, en dépit de la fraude massive dont a bénéficié le président sortant, Ferdinand Marcos, est donnée gagnante ce soir par le NAMFREL, l'organisation indépendante d'obédience catholique, dont les 500 000 volontaires ont surveillé vendredi le scrutin pour faire échec à la fraude, dans la mesure du possible.

Tous les accès de l'église sont engorgés et Cory, entourée de quelques gardes du corps, a bien



À gauche, les candidats de l'opposition Corazon Aquino et Salvador Laurel, au cours de la grand-messe célébrée hier par le cardinal Jaime Sin. En haut, à droite, des opérateurs chargés de compiler les résultats des élections à la commission des élections quittent leur

du mal à se frayer un chemin jusqu'au cœur de l'église. Ce qui frappe chez cette femme, est l'extrême bonté exprimée à travers ce sourire doux dont elle ne se départe jamais, même dans les circonstances les plus éprouvantes comme ce soir, où elle est ballotée de droite et de gauche, compressée par une foule enthousiaste mais étouffante.

Le cardinal monte en chaire: «Mes chers frères et sœurs, nous vivons des heures cruciales et difficiles. Remercions le Seigneur de nous avoir conduits sur le chemin de la lumière, de la liberté et de la démocratie, d'avoir réveillé notre peuple...» Comme dans un meeting, les applaudissements crépitent, une forêt de bras se dressent, faisant



posté dans un geste de protestation. Ci-dessus, un détenu politique d'une prison de Manille manifeste toujours son appui à Mme Aquino en faisant le «L» du parti de l'opposition.

photos AP

le signe de reconnaissance des ennemis de Marcos, le pouce et l'index tendus en forme de «L», le symbole du parti d'opposition Laban (combat).

«Vous avez confiance dans le processus démocratique, poursuit le cardinal, restez vigilants face à la fraude, à la violation des droits de l'Homme. Mais je vous en conjure, ne vous laissez

pas entraîner sur la voie de la violence.»

La foule applaudit à tout rompre et reprend d'une seule voix un nouveau cantique. En regardant ces milliers de visages pleins de ferveur, d'espoir, résolu, je revois ces foules, réunies dans d'autres églises, à des milliers de kilomètres d'ici, en Pologne, luttant contre un autre

totalitarisme qui ressemble comme un frère à celui incarné ici par M. Marcos qui se veut pourtant le champion de l'anticommuniste.

La messe est terminée. Corazon Aquino, entourée de ses enfants, doit quitter l'église en passant par une porte dérobée pour ne pas mourir étouffée par la foule. A la même heure, dans son palais de Malacanang, Ferdinand Marcos prend connaissance des derniers résultats rendus publics par la Commission officielle des élections, la COMELEC, qu'il contrôle entièrement. Le vieux dictateur est satisfait. Selon ces chiffres, il devance son adversaire de quelques milliers de voix.

Mais il ne sait pas encore qu'au même moment, 30 jeunes femmes qui travaillent à la COMELEC viennent de rendre leur tablier, ne supportant plus d'être les complices d'une mascarade de démocratie. Dimanche, au début de la nuit, ces 30 employées de la commission des élections ont tenu une conférence de presse en l'église de Bacarran, devant l'ensemble des journalistes internationaux présents à Manille.

«Nous sommes parties, ont-elles déclaré, parce qu'on nous obligeait à donner des résultats complètement faux favorisant Marcos alors qu'il est perdant dans la quasi-totalité des 13 circonscriptions.»

Dimanche soir, Ferdinand Marcos semble pris à son propre piège. Il a cru pouvoir se racheter une crédibilité en jouant au démocrate et en convoquant ces élections anticipées. Il y a tout perdu, même l'honneur.

Il ne lui reste que deux recours pour garder son pouvoir: faire appel à l'armée et déclarer la loi martiale ou annuler purement et simplement les élections, menace qu'il a laissé planer lors de sa conférence de presse de samedi soir. Mais dans l'un et l'autre cas, il ne fera que retarder sa chute qui apparaît maintenant, à court ou moyen terme, inéluctable.

La fuite de Jean-Claude Duvalier



Un petit vicaire bien content d'avoir perdu son ange gardien

PORT-AU-PRINCE — «Chaque prêtre en Haïti a son ange gardien.» Le petit vicaire qui me disait cela, la semaine dernière sous l'ère Duvalier, ne parlait pas des anges du ciel. Il faisait plutôt allusion à ces hommes bleus, au brassard rouge, les tontons macoutes.

GILLES TOUPIN

envoyé spécial de LA PRESSE

Je l'ai revu hier, le petit vicaire, plus détendu, heureux de revoir les foules reprendre le chemin de l'église. C'est vrai qu'il y avait plus de monde à la cathédrale ce dimanche dernier. Les gens ne craignaient plus d'être accueillis sur le parvis, à la sortie de la messe, à coups de bâton.

«Il y a beaucoup d'espoir, m'a dit le petit vicaire, mais rien n'est assuré, rien n'est encore clair. Le presbytère est encore surveillé. On ne sait pas avec certitude ce que nous réserve demain.»

On n'oublie pas 28 ans de malheur en deux jours. Hier matin, à la morgue, on a réussi à apprendre qu'il y avait eu 300 morts depuis vendredi. Cela veut dire au moins le double, si l'on songe aux disparus et aux morts des provinces.

La nuit de samedi à dimanche a été la plus bruyante en coups de feu. «Ça se passe en dehors des chemins, raconte Théagène, un garçon de table de 28 ans. Les soldats agissent la nuit, à l'abri des regards. Ils n'ont jamais aimé les tontons macoutes. Ils réglent leurs comptes. Et pas question de procès. Parce qu'avec des procès, il y a des noms qui sortiraient et qui incrimineraient trop de gens qui sont encore au pouvoir.»

Il est difficile de faire la part des choses entre le réel et l'irréel

en Haïti. Tout est si invraisemblable. Comme ces cris entendus dans la rue: «Duvalier est parti, il n'y a plus de misère!», «Il n'y a plus de SIDA, l'inverti est parti!»

Comme cette lutte sourde qui semble se jouer en ce moment entre les forces du vaudou et celles de l'Église. «Si le vaudou prend le dessus sur les valeurs de l'Église, le sang n'a pas fini de couler, la vengeance n'a pas fini d'être attisée», fait remarquer un coopérant canadien ici depuis longtemps.

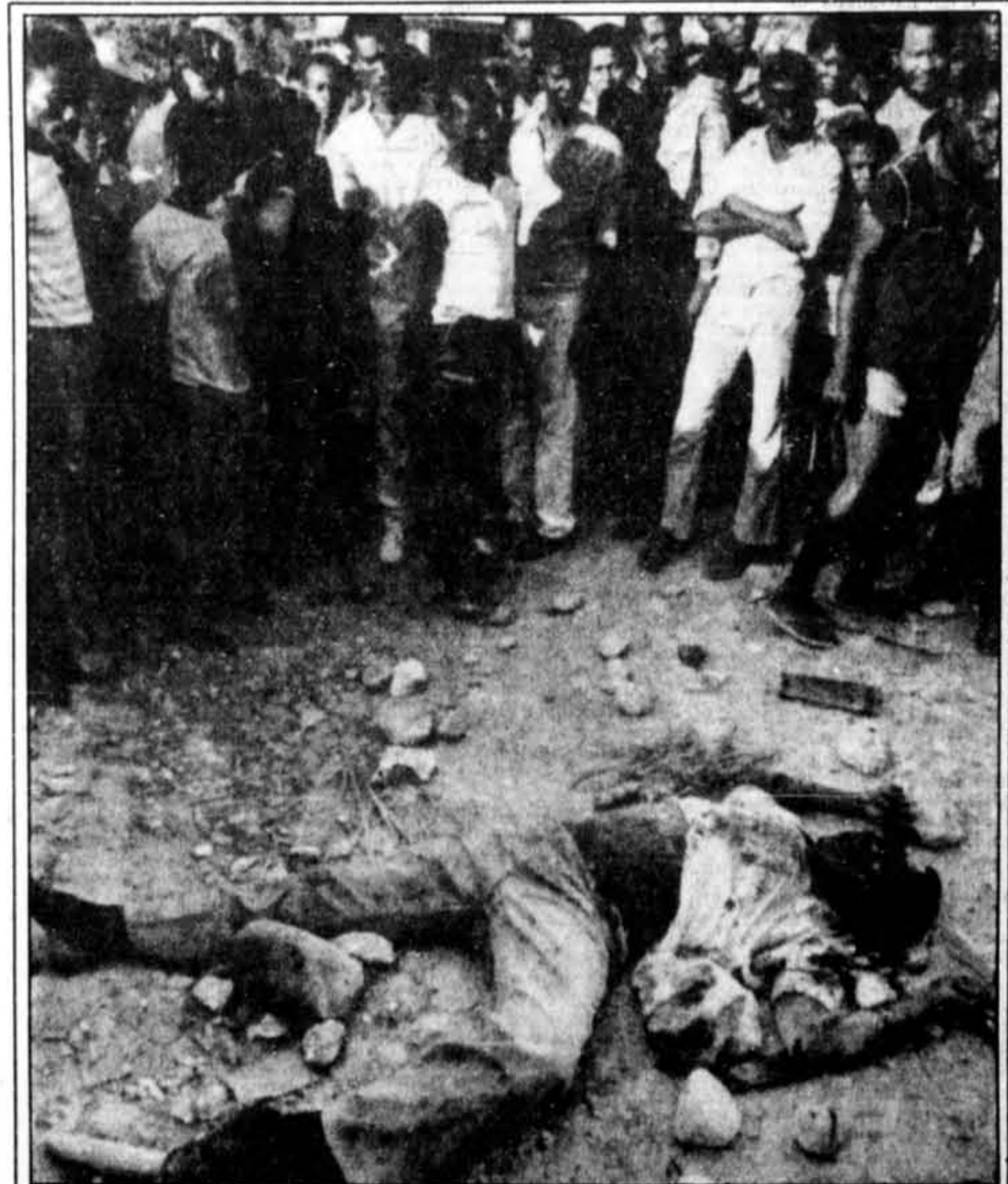
Réalité? Sornette?

Le discours du colonel Max Vallés, samedi, tend à démontrer que le Conseil national de gouvernement ne prend pas avec un grain de sel la montée des vendettas nocturnes. Il sent l'impérieux besoin de se ranger du côté du discours de l'Église pour apaiser les esprits et surtout pour ne pas perdre le contrôle de la situation.

Mais en revanche, d'étranges choses se passent. On raconte que l'armée a conduit hier Edner Day, le soi-disant grand prêtre de magie noire en lieu sûr dans une ambassade. «Si c'est un sorcier, vaut mieux qu'il quitte le pays», affirme un journaliste haïtien, visiblement effrayé par le personnage. Tonton Paul également, le chef des macoutes de Pétionville, a été escorté par l'armée à la caserne Duffalines après avoir tué plusieurs personnes.

Les gens savent très bien que parmi les membres du nouveau pouvoir, certains sont millionnaires et qu'ils ne le sont certainement pas devenus avec leur petit salaire de militaire.

Pourtant, comme s'il n'y avait plus aucun duvalériste dans ce gouvernement, la radio s'en prenait aux duvaléristes hier matin: «La pièce est finie pour vous. Elle doit se rejouer avec d'autres acteurs. Hier, c'est vous qui criez «A vie!». Aujourd'hui, vous réapparaissez. On ne vous croira jamais. Faut savoir choisir son camp.»



La population poursuit la chasse aux tontons macoutes...

photolaser AP

Dissolution de la milice

PORT-AU-PRINCE (AFP) — Le conseil national de gouvernement présidé par le général Henri Namphy a décidé la dissolution du corps des «volontaires de la sécurité nationale» (la milice populaire duvalériste ou tontons macoutes), a-t-on appris de source informée hier soir à Port-au-Prince.

Cette décision, qui sera rendue publique aujourd'hui, ne sera effective que lorsque le

conseil, qui tient à respecter les règles juridiques, aura annulé le décret de création de ce corps, pris en 1964 par le président François Duvalier (Papa Doc), a-t-on indiqué de même source.

Les forces armées haïtiennes d'autre part ont continué hier à désarmer les éléments de la milice, alors qu'une partie de la population poursuivait la «chasse aux tontons macoutes» et le pillage de leurs maisons.

Trois miliciens ont ainsi été tués hier après-midi à coups de pierres dans la banlieue sud de la capitale, apprend-on de très bonne source.

Le Conseil national de gouvernement, par la voix de son ministre de l'Information, le colonel Max Vallés, a appelé depuis vendredi soir la population à la clémence et au «pardon des offenses».

Pas plus de 5 p. cent des Haïtiens du Québec prêts à rentrer

Le directeur d'un organisme d'aide aux immigrants haïtiens, Alix Boucard, prévoit que cinq p. cent des Haïtiens du Québec quitteront le pays avant la fin de l'année, et qu'environ trente p. cent suivront au cours des trois prochaines années.

Ce n'est pas que le Canada les ait mal traités, tient à préciser le directeur de Multi Aide Haïtiens, mais «leur plus grand bonheur se trouve dans leur pays».

La communauté haïtienne du Québec, qui compte quelque 35 000 membres, a commencé à se former il y a environ 25 ans. Depuis que le dictateur Jean-Claude Duvalier a quitté la plus pauvre des îles des Antilles, vendredi dernier, ils sont placés pour la première fois devant ce douloureux dilemme: rester ou rentrer en Haïti.

Pierre Noël, un psychologue qui a quitté Haïti il y a 20 ans, explique que plusieurs exilés haïtiens ont le sentiment d'avoir été rejetés par leur pays et n'ont plus de véritables racines.

«Cela m'a pris 17 ans avant de me décider à acheter une maison, ajoute-t-il. J'attendais le départ de Duvalier.»

M. Noël croit lui aussi qu'environ le tiers de la communauté haïtienne du Québec retournera dans son pays d'origine... mais son adaptation en Haïti après des années d'exil demeure incertaine.

«Ils n'auront pas là-bas les avantages qu'ils ont ici, cela les obligera à décider s'ils veulent vraiment rester en Haïti», ajoute le psychologue.

— Presse Canadienne

Une des pires tragédies du rail

TÉMOIGNAGES BOULEVERSANTS DES SURVIVANTS

Scènes d'héroïsme et de désolation

■ Certains voyageurs dormaient. D'autres se préparaient à déjeuner lorsqu'ils furent jetés de tous bords de tous côtés, au moment où deux convois ferroviaires entraient en collision.

La matinée de samedi était pourtant ensoleillée. Le Super Continental de Via Rail, transportant une centaine de passagers, faisait route vers l'est, au pied des collines du centre de l'Alberta à environ 300 kilomètres d'Edmonton.

Dans une faible courbe, sur une section simple de la voie ferrée du CN, à seulement 75 mètres de la voie double, le Super Continental a percuté de plein fouet un train de fret de deux kilomètres de longueur qui n'aurait jamais dû se trouver à cet endroit. Les passagers du convoi furent immédiatement projetés dans une mer de débris et de flammes.

Perry Warniski a vu s'avancer le train de marchandises et a lancé à ses amis: « Mon Dieu, il y a un autre train sur notre voie ».

Il n'a rien vu d'autre, sinon une immense boule de feu se dirigeant vers lui. Ses cheveux prirent feu. Heureusement, les céréales s'échappant d'un wagon éteignirent les premières flammes.

« Nous avons tenté de retirer une autre femme qui était enterrée jusqu'à la taille sous un amoncellement de débris métalliques », dit-il.

« Nous avons tenté de la dégager quand, soudainement, de l'aluminium en fusion a coulé sur elle. Elle s'est transformée en une torche humaine. Nous avons dû l'abandonner. Nous ne pouvions rien faire. Elle ne pouvait s'en sortir. »

Russell Madden, 84 ans, a pris place à bord du train à Kamloops. Il se préparait à déjeuner, au wagon-restaurant, lorsque « le coup s'est produit. »

« J'étais à proximité de la porte du wagon lorsque la collision s'est produite. Lorsqu'on m'a relevé, j'étais sur le sol, à l'autre bout du wagon, empêtré dans les tables, les chaises et toute la maudite vaisselle... »

« Certains des autres passagers s'en sont tirés sans trop de mal. Pas tous. Une femme qui était à mes côtés n'a pas eu ma chance. Lorsqu'on l'a sortie des débris, il lui manquait un pied... »

Shirley Poirier, de Halkirk, en Alberta, qui occupait le dernier des sept wagons du convoi, en compagnie de sa soeur, Marilyn Henderson, de Forestburg, également en Alberta, a subi des blessures à la tête.

« On n'a entendu aucune plainte, immédiatement après l'accident, même si de nombreux passagers étaient gravement blessés. Certains étaient blessés au dos. Une femme avait eu le pied arraché. Beaucoup étaient gravement atteints. »

« J'étais en train de déjeuner, ou je m'appretais à commencer à

manger, lorsque ça s'est produit », explique pour sa part Martin Pederson, 54 ans, de Saskatoon, à son arrivée à Edmonton en autobus, 11 heures après la collision, en compagnie d'autres survivants de la tragédie.

« Ce fut un impact qu'on ne peut décrire », a expliqué M. Pederson, dont le crâne et le visage ont été criblés de débris de verre lors de l'éclatement du dôme panoramique de son wagon.

Selon lui, dès l'impact « les wagons se sont renversés sur le côté et les locomotives du train de fret se sont ruées sur eux et le tout a éclaté en flammes. »

M. Pederson s'en est tiré en s'enfuyant par une brèche pratiquée dans son wagon par l'impact, au moment même où une locomotive éclatait en flammes, à quelques pieds de là.

« Tout brûlait à ce moment-là, dit-il. Je suis retourné sur les lieux en compagnie de quelques personnes et nous avons réussi à sortir quelques blessés. Certains ont pu s'en sortir. D'autres étaient déjà morts. Plusieurs de ceux qui m'entouraient étaient morts... »

Pour Marc Bergeron, un employé de Via Rail originaire du Manitoba, la journée d'hier était celle de la « célébration de la vie ».

Souffrant de légères blessures, M. Bergeron — neveu de l'animateur bien connu Henri Bergeron — a confié qu'il se réjouissait de chaque minute de vie, depuis la catastrophe. Celle-ci s'est produite très rapidement: Marc, qui est affecté au service aux passagers, prenait tranquillement son petit-déjeuner lorsqu'il a vu arriver un wagon: de céréales... en plein milieu du wagon-restaurant où il se trouvait. « Tout a soudainement revolé, c'était incroyable », a-t-il raconté. Les occupants du wagon-restaurant se sont précipités à l'extérieur, craignant une explosion. Plusieurs d'entre eux ont ensuite tenté de sauver la vie de passagers prisonniers d'un



Les pompiers ont dû assister les sauveteurs pour restreindre les débuts d'incendie, notamment dans des wagons de soufre.

wagon en flammes. « J'ai vu parmi nous de véritables héros, a poursuivi Marc. Un petit gars de pas plus de 120 livres qui a

réussi à sortir des flammes une femme qui avait perdu un pied dans l'accident. »

— Presse canadienne

Une semaine pour trouver tous les corps

■ HINTON — Un géant aurait-il décidé de s'acharner à coups de pied sur son train miniature, durant de longues heures, qu'il aurait pu reconstituer la scène de désolation qui a accueilli sauveteurs et curieux, à 16 kilomètres de Hinton.

Une montagne de débris métalliques souvent impossibles à identifier repose aujourd'hui sur la ligne principale des Chemins de fer nationaux qui serpente dans ces collines de l'Alberta.

Les deux premiers corps retirés de cet amoncellement indescriptible n'ont été retrouvés qu'hier matin et ont été acheminés vers une morgue temporaire dans de grands sacs de toile blanche étanche. Il s'agissait d'un ingénieur du CN et d'un passager.

Les responsables croient que la majorité des victimes ont péri dans un wagon-passagers qui a été détruit par les flammes et dont le toit a été littéralement

écrabouillé sous le poids de plusieurs autres wagons et locomotives.

Des bulldozers ont dû être utilisés pour séparer certains wagons enchevêtrés, certains changés en de bizarres formes par la force de l'impact. Ces puissants appareils ont oeuvré toute la journée de dimanche, malgré une neige légère qui tombait sur les lieux de la tragédie.

Des débris, y compris des couvertures et des oreillers, parsemaient quelque 1 000 mètres de voie dans la faible courbe de la voie ferrée où la tragédie s'est produite.

Cinq locomotives diesel de 100 tonnes chacune sont enchevêtrées dans les décombres, au milieu de wagons de fret et de

passagers déchiquetés et éventrés d'où s'échappait, encore hier, de la fumée.

Au-dessus des débris qui atteignent à un endroit la hauteur d'un édifice de 10 étages, on aperçoit un wagon céréalier peint orange sur lequel le nom « Canada » est mis en évidence.

D'immenses conduits de pipelines se sont libérés des chaînes d'arrimage et ont volé en tous sens, à l'exemple de centaines de rouleaux de carton jetés en pagaille.

L'incendie qui a suivi la collision a fait fondre le revêtement d'aluminium d'un wagon de passagers dans lequel plusieurs personnes auraient perdu la vie. Des gouttelettes et plaques de métal en fusion ont repris diver-

ses formes étranges en touchant le sol gelé.

Les sauveteurs doivent oeuvrer au milieu de ces débris à moitié calcinés, se protégeant de protubérances métalliques dangereuses, patageant souvent dans des mélanges de soufre jaunâtre.

Quant aux pompiers, ils demeurent prêts à intervenir, un peu partout sur les lieux, en raison du risque d'incendie qui demeure, s'assurant notamment que le soufre ne s'enflamme pas.

On croit qu'il pourrait s'écouler une semaine avant que tous les corps soient retirés des décombres.

— Presse canadienne

L'hôpital de Hinton était prêt

■ HINTON — L'hôpital général de cette ville, qui niche aux pieds des Rocheuses, dans le centre-ouest albertain, est heureusement équipé pour faire face à une catastrophe.

L'établissement et son personnel ont été mis à l'épreuve, samedi, lorsqu'ils ont dû accueillir pas moins de 93 blessés ayant survécu à la collision de deux trains, à 16 kilomètres de là.

Lorsque cet hôpital fut conçu, il y a six ans, il le fut en tenant compte qu'il devait servir une ville vivant presque exclusivement des industries des charbonnages et des pâtes et papier.

« Nous avons tenu compte qu'il était possible, un jour, de devoir faire face à un désastre majeur », explique Greg Derkach, directeur de l'hôpital. « Nous pouvons accueillir un très grand nombre de blessés et les traiter très rapidement. »

Les équipes de secours, certaines venant d'aussi loin qu'Edmonton, à 280 kilomètres à l'est, arrivèrent sur les lieux quelque 30 minutes après la collision.

Selon M. Derkach, certains des blessés ont été immédiatement traités sur les lieux, recevant « les premiers soins seulement. »

Des hélicoptères et des ambulances transportèrent rapidement les blessés les plus graves vers Hinton où des équipes médicales les attendaient à l'hôpital.

« Dès son admission, chacun était pris en main en tenant compte de la gravité de son état. »

Les blessés les plus graves obtinrent la priorité. Les autres furent installés confortablement dans des lits en attendant que des médecins et infirmières soient disponibles.

« Ces gens étaient très contusionnés. Ils ont été lancés en tous sens par la force de l'impact », explique M. Derkach.

Après avoir subi les premiers soins à Hinton, les survivants les plus gravement atteints ont été transportés par hélicoptères ou ambulances vers Edmonton.

« Avant de les transférer vers Edmonton, toutefois, nous nous sommes assurés que l'état de chaque patient était stabilisé et qu'un déplacement ne représentait aucun risque supplémentaire. »

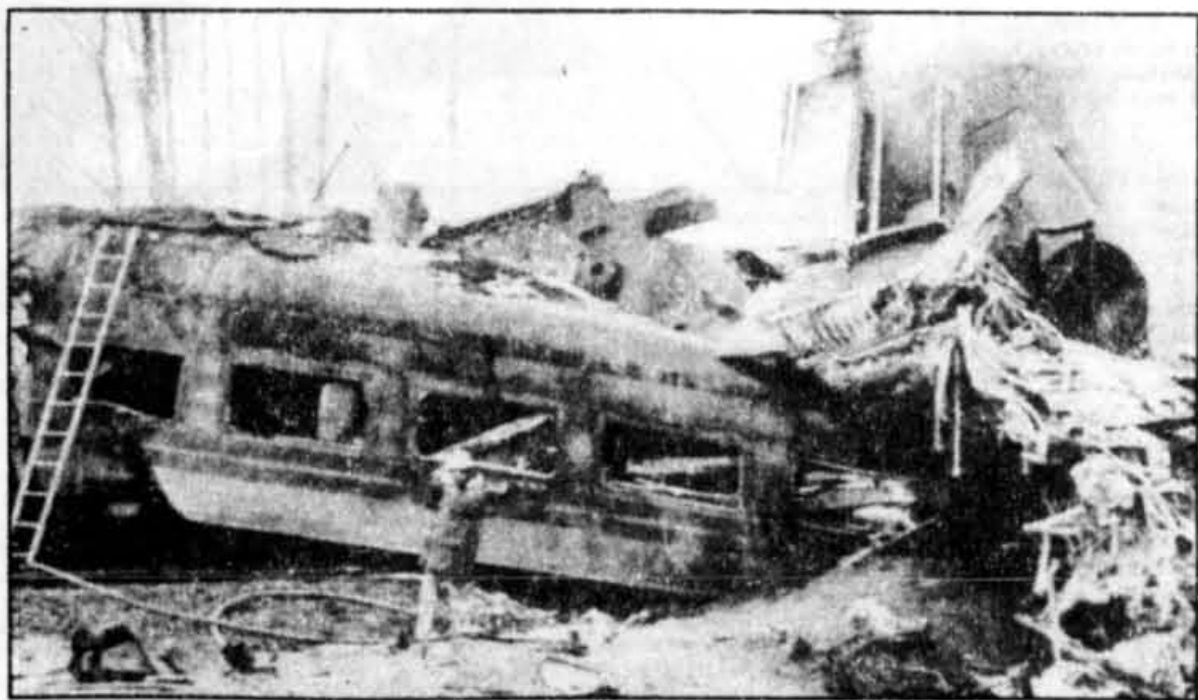
Plusieurs des blessés transportés vers Edmonton étaient dans un état grave. D'autres furent transférés en raison du manque de lits à Hinton ou parce qu'il était plus facile pour leurs parents et proches de les rejoindre à Edmonton.

Seulement quatre survivants demeurèrent à l'hôpital de Hinton au cours de la journée de samedi. L'un d'eux a reçu son congé en après-midi, un deuxième fut transféré à Drayton Valley, en Alberta, et les deux derniers quittèrent les lieux hier.

Onze médecins, dont trois de Jasper, un d'Edson et les autres de la région de Hinton, ont été appelés à soigner les blessés. A un certain moment, jusqu'à 70 travailleurs médicaux, y compris les infirmières, laborantins, techniciens et préposés aux cuisines s'occupèrent simultanément des victimes.

Selon les responsables de l'établissement, plus de la moitié des 44 lits de l'hôpital étaient occupés lorsque les premiers blessés furent acheminés sur les lieux. Malgré tout, aucun blessé grave ne fut privé de lit.

— Presse Canadienne



Des wagons à moitié calcinés transformés en des formes bizarres par la force de l'impact.

Un train qui a fait la fierté du CN

■ Le Super Continental, convoi de Via Rail qui a connu une fin tragique en percutant de plein fouet un convoi de fret, samedi, à l'ombre des Rocheuses, fut déjà présenté comme un des trains les plus sophistiqués d'Amérique du Nord, par les Chemins de fer nationaux.

Mis en service pour la première fois en 1955, le Super Continental devait mettre un frein à la désaffection des voyageurs qui empruntaient de plus en plus l'automobile et l'avion pour se déplacer.

Même s'il n'était pas aussi rapide que ses cousins américains ou que son rival, le Canadien du CPR, le nouveau Super Continental se targuait d'être propulsé par les locomotives diesel les plus modernes, à une époque où la vapeur dominait encore le trafic ferroviaire canadien.

Le premier Super Continental avait réduit de 14 heures la liaison Montréal-Vancouver, le 24 avril 1955, le jour même de la mise en service du Canadien. Signaux qu'à l'époque, un train mettait habituellement trois jours et demi à relier les deux villes.

Le Super Continental attirait une nouvelle clientèle au CN et devint si populaire que la compagnie dut ajouter un second transcontinental au début des années 60.

CP et CN se livraient alors une concurrence féroce pour attirer la clientèle des voyageurs. Les spécialistes affirment toutefois que le CN avait une longueur d'avance, grâce à ses wagons panoramiques — ils étaient surmontés de dômes en verre —

qui permettaient aux voyageurs de mieux admirer le paysage.

CP abandonna lentement ce service et le CN s'empara d'une grande part du marché en nolisant de nouveaux équipements modernes et en réduisant ses tarifs.

Lorsque Via Rail prit la relève, il maintint les deux Super Continentaux.

Le gouvernement libéral le fit toutefois disparaître en 1981 et il ne reprit du service sous les conservateurs qu'en juin dernier, après de multiples pressions de l'Ouest canadien.

Il n'opère toutefois que sur la liaison Winnipeg-Vancouver et ne compte habituellement que neuf wagons, plutôt que 14 comme c'était le cas il y a une décennie.

— Presse Canadienne

Un déraillement avait fait 83 morts au Québec

■ La catastrophe de Hinton s'avère déjà une des plus meurtrières de l'histoire canadienne du rail. Elle est certes la plus coûteuse en vies humaines des 76 dernières années.

La pire tragédie ferroviaire des temps modernes, au Canada, s'était produite en 1947, à Dugald, au Manitoba. La collision de front entre un transcontinental des Chemins de fer nationaux et un train de vacanciers avait fait 31 morts.

La pire catastrophe du genre, depuis le début du siècle, est toutefois survenue en janvier 1910, lors du déraillement d'un convoi, sur un pont enjambant la rivière Spanish, en Ontario. On dénombra 63 morts.

C'est toutefois la ville de Saint-Hilaire, au sud-est de Montréal, qui a déploré le plus grand nombre de pertes de vie dans une tragédie ferroviaire. Le déraillement d'un transcontinental des Chemins de fer nationaux y fit 83 morts et plus de 200 blessés, en juin 1864.

La collision de Dugald, près de Winnipeg, avait mis fin tragiquement au retour de nombreux vacanciers qui avaient passé quelques jours dans le nord-ouest de l'Ontario. Le train, qui convoyait pas moins de 700 personnes, avait percuté un train de passagers à l'arrêt.

Les victimes avaient pour la plupart péri dans un incendie et plusieurs explosions provoqués par la chute d'un wagon sur un dépôt de carburants appartenant à la station. Les responsables n'avaient réussi à identifier que quelques rares cadavres.

Selon des témoignages de l'époque, les flammes s'étaient communiquées si rapidement aux wagons en bois que les passagers qui ont survécu n'ont réussi à fuir qu'en fracassant les fenêtres à coups de pied.

Cette tragédie provoqua un tollé contre l'utilisation des wagons de passagers en bois qui, au cours des années subséquentes, furent graduellement remplacés par des wagons en métal.

Pas moins de 21 personnes avaient également péri et 43 autres avaient été blessées lorsqu'un convoi de troupes et un transcontinental entrèrent en collision, dans une courbe, à l'est de Canoe River, en Colombie-Britannique, en juin 1950.

L'accident le plus grave des plus récentes années s'était aussi produit en Alberta. Il y eut cinq morts, en mars 1983, lorsqu'un wagon autopropulsé de Via Rail a percuté l'arrière de quatre wagons vides, sur une voie d'évitement, près de Carstairs. L'enquête avait permis d'établir qu'un aiguillage avait été erronément enclenché.

Aux États-Unis, le pire désastre ferroviaire s'était produit à Nashville, au Tennessee, en 1918: il fit 101 morts.

Dans toute l'histoire du rail, c'est toutefois la France qui déplorait la tragédie la plus coûteuse en vies humaines. Une collision y avait fait 543 morts, en 1917.

— Presse Canadienne

Incident à Montmagny

■ Un convoi de Via Rail venant de Moncton, au Nouveau-Brunswick, et se dirigeant vers Montréal, a été retardé de cinq heures, hier, lorsque le boggy arrière (train de roues) du dernier wagon a quitté les rails, près de Montmagny, à 80 kilomètres à l'est de Québec.

On ne signale aucun blessé lors de cet incident qui a toutefois neutralisé le trafic sur la principale voie des Chemins de fer nationaux pour une bonne partie de la journée. Aucun wagon n'a déraillé.

Un porte-parole du CN, Jean-Guy Brodeur, a précisé que le convoi a été stoppé dès que les appareils électroniques de détection ont permis de signaler le boggy fou.

Les passagers du wagon de queue faufilé furent invités à prendre place dans les wagons avant et le convoi a poursuivi sa route vers Montréal, sans incident.

— Presse Canadienne

Brian Mulroney en entrevue à LA PRESSE

Sommet francophone

Q: Vous avez confirmé que Québec pourrait être le lieu de la prochaine conférence. C'est donc le gouvernement du Canada qui lance cette invitation par l'entremise de M. Bourassa? Est-ce bien cela que l'on doit comprendre?

PM: Normalement, une invitation ne peut être lancée que par un gouvernement national. J'ai déjà avisé le gouvernement français de notre intention de lancer cette invitation de façon formelle en temps opportun. Entre-temps, M. Bourassa et moi-même allons nous comporter comme si l'invitation était déjà reçue. Puis, nous allons tenter de convaincre les autres participants d'accepter que le prochain sommet ait lieu ici. J'ai rencontré M. Bourassa pendant deux heures hier, dans un climat de coopération et de cordialité. Il y en a qui aiment créer des difficultés, qui ont fait carrière là-dedans. Bourassa et moi, comme M. Johnson d'ailleurs dans le temps, avons pris la décision de régler une fois pour toutes ces folies-là. Certains prennent plaisir à vouloir étouffer le sommet de la francophonie avant même sa naissance.

Depuis vingt ans, il y a des agents qui courent les salons de Paris pour faire échec à la naissance de la communauté francophone, laquelle est vitale pour tous les francophones du monde. Fini ces folies-là! Bourassa et moi avons pris la décision de nous occuper de l'affaire. Et nous l'avons fait à l'avantage de la fédération canadienne et du Québec.

Q: Est-ce que vous ne serez pas appelé à créer une sorte de secrétariat permanent comme le Commonwealth en a un, un organisme qui assure la continuité, ou est-ce que ce serait l'ACCT (l'Agence de coopération culturelle et technique)?

PM: On aura besoin d'aide pour s'assurer que les prochains sommets se dérouleront dans un climat et selon un ordre du jour qui reflètent les desirs de tous les participants. Ainsi, la confection de l'ordre du jour qui est très chargé; telle question est-elle appropriée pour tous les participants? Ne devrait-on pas axer davantage nos intérêts sur les questions culturelles et linguistiques? Est-ce que la question de l'entraide est suffisamment en évidence? Je ne le sais pas. La seule expérience que j'ai eue est celle du Commonwealth. J'ai trouvé qu'on avait un agenda très chargé. Mais il faut commencer quelque part.

D'abord on aura besoin d'un petit secrétariat pour s'assurer que la 2e conférence à Québec, si elle a lieu à Québec, sera un succès. Ce que nous voulons, c'est réaliser la francophonie par étapes.

Q: Le secrétariat permanent sera-t-il établi à Paris ou Montréal?

PM: A Paris. Il y aura d'autres secrétariats, plus importants encore, qui viendront s'installer à Montréal. Mais je pense que le rôle essentiel de la France dans un ou des sommets francophones exige l'établissement du secrétariat à Paris. Et c'est pour cela que j'étais tellement en faveur de la tenue du sommet lui-même. Le président de la République a un rôle primordial au sein de la francophonie. La France a un rôle majeur à jouer et c'est pour cela que nous, du Canada, devons nettoyer nos petits problèmes de drapeaux et de tapis rouges pour ne pas gêner les Français. J'ai dit que nous allions à Paris comme des gentlemen, Bourassa et moi, et que les Québécois et les Canadiens, anglais et français, seraient très exigeants à notre égard au sujet de notre comportement. Nous nous comporterons dignement.

Q: Quand vous parlez d'une alliance automatique entre le gouvernement du Canada et celui de la France, avez-vous l'assurance de l'appui du gouvernement français dans votre démarche pour que le 2e sommet se tienne ici?

PM: J'aurais peut-être dû dire au lieu d'alliance, sympathie automatique. Il y a une compréhension qui se dégage de la part d'un Canadien en faveur d'une position française que l'on ne retrouve pas nécessairement ailleurs. J'ai tendance, comme chef du gouvernement canadien, à vouloir composer avec certaines réalités et essayer d'harmoniser nos initiatives avec certaines interprétations françaises, ce qui n'exclut pas la collaboration avec les Anglais ou les Américains, mais notre héritage et notre histoire exigent de nous une grande sensibilité à tous les aspects de nos relations.

Rôle international

Q: Il y a eu Bonn, Nassau, la France, les Anglo-Saxons. Cette année, vous voyagez autant sinon plus que M. Trudeau: Paris, Washington, les grandes tournées annoncées, on parle de Moscou. Quel est le message que Brian Mulroney veut passer sur la scène internationale?

PM: Je vous donne trois exemples:

1) au Commonwealth, nous avons joué un rôle que je n'ai pas cherché. On m'a demandé, sur place, de jouer avec Gandhi un rôle spécial pour bâtir finalement un consensus sur l'Afrique du Sud. C'était notre rôle au Commonwealth;

2) aux Nations unies, c'était le 40e anniversaire, j'ai livré le message du Canada qui a été bien reçu et qui exprimait le fond de nos positions;

3) au sommet de la francophonie, notre rôle sera différent. Le Canada sera non pas un leader, mais plutôt un allié, celui qui suscite et soutient, un pays en pleine maturité qui va tenter de collaborer au mieux-avec des Africains, au resserrement de la francophonie. C'est ainsi que le sommet deviendra une réalité. Au Commonwealth, par exemple, le Canada est un géant par rapport à la majeure partie des participants. Si vous êtes riche et puissant dans une assemblée, vous avez une certaine influence. Aux Nations unies, notre rôle est différent mais important comme en témoignent l'accueil sympathique fait au Canada et les réactions des représentants qui sont venus nous saluer, notamment des représentants des pays francophones qui, pour la première fois, ont vu un chef de gouvernement canadien prononcer un discours majeur aux USA en français. On voulait en particulier remercier le Canada de tout ce qu'il a fait pour ces pays, et aujourd'hui encore. (...)

Libre-échange

Q: Au plan international, vous semblez accorder la priorité à nos relations avec les États-Unis. Crovez-vous que la population canadienne partage votre souci de libéraliser les échanges avec les Américains?

PM: Absolument. C'est un événement historique qui va se produire. Avec le temps, les oppositions s'amenuiseront. À la base de tout, c'est comme une négociation syndicale-patronale. Ainsi, je verrai: si c'est bon pour le Canada je vais prendre le paquet en temps opportun et je vais faire ce qu'il faut pour le faire passer. Mais si ce n'est pas bon pour le Canada, je vais dire: « Messieurs les Américains, nous avons fait un effort loyal mais nous refusons. »

Q: Comment convaincrez-vous les Canadiens? Actuellement il y a des craintes.

PM: Bien sûr. Si vous étiez à Baie-Comeau, et que, à 4 heures à la sortie de l'usine, vous écoutiez Radio-Canada et entendiez des professeurs d'université dire: « C'est mauvais le commerce avec les USA, on va perdre nos emplois ». Evidemment le gars à Baie-Comeau s'inquiète. Mais en temps op-

Tel qu'annoncé dans l'édition de samedi, LA PRESSE publie aujourd'hui de larges extraits de l'entrevue exclusive que le premier ministre Brian Mulroney accorda vendredi à l'éditeur adjoint Michel Roy ainsi qu'aux journalistes Maurice Jannard et Michel Vastel.



Le premier ministre Brian Mulroney, entouré de l'éditeur adjoint, Michel Roy, et des journalistes Maurice Jannard et Michel Vastel (dont on n'aperçoit que la silhouette au bas de la photo).



portun, la population canadienne entendra l'autre son de cloche. En attendant, on se prépare. D'abord prudemment. Ensuite, on est en dialogue intense avec les provinces. En troisième lieu, on est en pourparlers constants en ce qui concerne la structure d'une négociation bilatérale avec les USA. Quand tout cela sera prêt, on ouvrira notre jeu.

Q: Allez-vous rencontrer les provinces sur cette question précise?

PM: J'ai lu un communiqué ce matin de M. Reisman qui me dit que tout va bien, qu'il n'y a pas le moindre problème. J'ai passé deux heures avec M. Bourassa hier qui m'a dit la même chose. M. Peterson, s'il a un problème, il en parlera à ses collègues et probablement M. Getty va m'en parler. Ça va me faire plaisir d'intervenir dans le dossier. À ce que je sache, les négociations entre les provinces vont bon train. Il y a des questions qui méritent d'être réglées rapidement. Le gouvernement fédéral va parler pour le pays. Il y aura un négociateur, M. Reisman, qui va représenter tout le pays. Cela étant dit, il s'agit de trouver une formule qui va impliquer les provinces comme jamais auparavant. Jusqu'ici, on excluait les provinces. Moi, je les associe au processus. Je ne veux pas qu'elles charrient cependant... Il ne faut pas abuser de ma bonne foi. Moi, j'entretiens des relations très cordiales avec M. Peterson et, s'il a un problème, il va vouloir le solutionner et, dans la mesure du possible, je vais le solutionner avec lui, avec M. Bourassa, avec n'importe qui.

Q: Il semble que plusieurs provinces souhaitent une conférence fédérale-provinciale.

PM: Je ne suis pas rebarbatif à l'idée d'une conférence avec les premiers ministres. On s'est déjà dit à Halifax que, s'il survenait un problème important ou considéré comme important, les premiers ministres, on se rencontrerait quelque part pour débattre le dossier. Je m'attends à ce que de temps à autre on soit appelé à le faire et je ne pense pas que ça penne un état de crise pour le faire non plus. (...)

Déficit

Q: Les provinces doivent s'attendre à subir le prix du déficit canadien. Est-ce vers cela que vous al-

lez? Allez-vous nous passer une partie du déficit?

PM: Certains premiers ministres à Halifax ont dit: « Parlons de déficit national, et non fédéral ». Certains sont prêts à accepter leur part de responsabilité.

M. Turner, comme ministre des Finances, avait hérité d'un surplus de \$540 millions qu'il a transformé en un déficit de \$5,4 milliards. Nous l'an dernier, c'était \$4,5 milliards, le plus bas depuis 25 ans, à cause de nos compressions budgétaires. On envisage comme obligation absolue prioritaire du gouvernement central de diminuer sur une base équilibrée mais assez rapide ce fardeau écrasant que nous ont légué nos prédécesseurs.

Q: Mais vous êtes au pouvoir depuis 18 mois. Vous avez donné aux banques de l'Ouest. Comment pensez-vous que les gens d'affaires perçoivent ces signaux contradictoires?

PM: Parlons de Domtar. Nous croyons que le Québec avait besoin de Domtar mais nous n'avions pas l'argent. Pourtant Domtar enregistre des bénéfices nets de \$100 millions cette année. On a hérité d'une situation où le déficit fédéral a passé de \$18 milliards, après 100 ans de confédération, à une dette nette de \$200 milliards après 14 ans du gang de Turner et ses amis. Et vous me demandez à moi de faire des miracles en l'espace de 18 mois! Nous sommes le premier gouvernement depuis 25 ans à couper radicalement dans les dépenses gouvernementales à Ottawa. Le premier gouvernement à réaliser un déclin dans la majoration des dépenses fédérales et de façon dramatique comparativement à nos prédécesseurs. Le premier gouvernement à couper de façon radicale dans le déficit projeté pour l'année en cours. En d'autres mots, le déficit projeté était de l'ordre de \$37 milliards la première année; on l'a réduit de \$4,8 milliards de dollars et on s'en va vers un règlement échelonné sur cinq ans où toute la tendance de progression est complètement renversée.

Q: Sans nous dévoiler ce qu'il y aura dans le budget, quels sont les secteurs qui vont le plus être coupés?

PM: Partout. Comment voulez-vous, ...avec ce que nous avons hérité. Il faudra combiner des compressions budgétaires remarquables et la gestion prudente et la croissance économique qu'on est en train de développer. Statistiques Canada an-

nonce, pour la première fois depuis qu'elle tient des chiffres, la création de 129 000 nouveaux emplois en un mois. Ça ne s'est jamais vu. Ça veut donc dire confiance en notre gouvernement, création d'un nouveau climat d'investissement, capacité de collaborer avec les provinces. Depuis 16 mois, 83 p. cent des emplois, créés par les conservateurs, sont des emplois à temps plein contrairement aux emplois à 80 p. cent à temps partiel sous les libéraux. C'est l'inverse.

Au niveau national, prenons le Québec, depuis notre élection, 156 000 nouveaux emplois ont été créés au Québec, donc 9 750 par mois. La moyenne de création d'emplois des libéraux était de 745 (...)

Le style Reagan

Q: Le milieu des affaires vous reproche peut-être tout de même un manque de fermeté, en particulier sur la gestion du déficit. Allez-vous adopter le style Reagan par exemple?

PM: Non et je vais vous dire pourquoi. Le récent discours à la nation de Reagan, c'est une chose. Parlons du discours qu'il a fait il y a cinq ans. Il a dit: « Nous allons nous débarrasser de ce déficit à tout jamais ». Or, M. Reagan a créé, en cinq ans, plus de déficit que tous ses prédécesseurs réunis. Il est vrai qu'il fait de beaux discours, et je l'aime bien; il est vrai qu'il n'a pas un système parlementaire comparable au nôtre. Ses rapports avec la presse sont plus distants, plus épisodiques. Il n'a pas à affronter les Communes tous les jours. C'est une situation presque idéale. Quand vous n'êtes pas dans un régime parlementaire où l'Opposition multiplie les requêtes et les critiques, ce n'est évidemment pas la même chose. ...

...je pense que je suis un homme réaliste, je ne peux faire un discours présidentiel et vous dire que je vais éliminer le déficit dans quinze mois. Ne me comparez pas au président Reagan. En cours de route, ses priorités changent, et c'est normal. J'ai hérité d'une situation que le premier ministre de l'Ontario décrit de la façon suivante: « Brian a hérité de tout un bordel ». J'ai commencé à changer complètement la courbe. J'ai fait des compressions budgétaires historiques et nous allons en faire davantage. En faisant tout cela, on a généré une création d'emplois historique au Canada. Donc tout cela, c'est la relance économique, la réconciliation nationale, un rôle international important, un degré de justice sociale accru. Ma vision du Canada, énoncée en 1984, est en voie de réalisation. (...)

Le premier ministre et les médias

Q: Justement, pour passer un message, bien ou moins bien, est-ce que vous pensez varier vos stratégies, aller davantage dans les régions, voir les clubs, les groupes, vu que le rôle de la presse, dites-vous, fait souvent écran?

PM: Une de mes erreurs en arrivant à Ottawa a été de croire que, si on travaillait fort et réussissait, la presse nous aiderait à sortir notre message en termes de création d'emplois, de réconciliation nationale. Je constate que la presse à Ottawa a une vocation autre. Je constate que notre message, on va être obligé de le passer nous autres mêmes. Je voyais des commentateurs qui disaient que Mulroney et les conservateurs ont grimpé de 5 points dans les sondages en janvier. Pour moi, c'est clair: du 19 au 27 décembre, j'ai eu l'occasion de passer mon message de premier ministre aux Canadiens pour la Nouvelle Année. Pour la première fois depuis un an, on me voit à la télé et on voit les résultats. Je vais donc être obligé de sortir d'Ottawa plus souvent, d'aller dans les régions, d'être plus en évidence, de m'associer davantage à nos initiatives. (...)

Q: À la même époque, c'était le débat sur l'université... Sur le libre-échange, je sais que vous ne voulez pas mettre vos cartes sur la table. Mais est-ce que, finalement, il n'a pas manqué de grands dossiers pour attirer l'opinion publique?

PM: Il n'y a pas plus grand dossier que la création d'emplois. Y a-t-il quelque chose de plus important, de plus vital? Donc, création d'emplois.

Ensuite la réconciliation nationale, la justice sociale, mon rôle sur le plan international, que les sondages soient bons ou pas. Mais au sujet de grands dossiers, au conseil des ministres un jour je me suis dit: on vient de terminer 12 mois consécutifs de gouvernement et c'était la première fois depuis 23 ans que le Parti progressiste conservateur avait formé un gouvernement qui avait duré 12 mois. Le dernier mandat de Dief a pris fin en 63. C'avait duré 4 ou 5 mois. Clark avait duré 3 ou 4 mois comme gouvernement. Donc pour la première fois depuis 23 ans, les conservateurs, donc question inévitable: si on n'était pas au pouvoir, qui était là? Les libéraux! Et au pouvoir, vous apprenez la discipline, l'étude des dossiers, quand parler et quand vous taire pour ne pas contredire un collègue. Où étions-nous? Dans l'opposition, où on tirait sur les rouges et sur nous-mêmes aussi. Et l'absence de discipline que l'on retrouve dans toute formation d'opposition était joliment bien développée chez nous.

Je pense à tout ça, j'étais, il y a 23 ans, sortant de l'université. Il y a bien des générations qui se sont succédées à Ottawa comme ministres, sous-ministres, dans la fonction publique. Les chefs de cabinet des ministres libéraux sont partout dans la fonction publique. Je ne blâme personne. Il ne faut donc pas s'étonner si de temps à autre un ministre en contredit un autre ou si un gars parle un peu trop ou pas assez. Avec quoi serai-je élu? C'est avec ça (montrant ses documents en main). Et le temps fait son œuvre, la discipline s'acquiert, l'expérience vient et fait qu'on sort de l'opposition. Mais ce sont des habitudes vieilles de 25 ans!

Je quitte la Chambre des Communes, je salue et je vais continuer mon travail. Turner et Broadbent eux courent après les journalistes et disent: « Mulroney c'est un écoeurant... »

Un premier ministre est en quelque sorte également un père de famille. Il faut qu'il comprenne et sache qu'éventuellement notre équipe fera un tout homogène, avec un degré de solidarité que j'admire chez les libéraux.

Ce n'est pas nécessaire pour moi d'injurier du monde, de faire des déclarations blessantes, de la brutalité verbale. Présentez-moi un défi qui demande du courage comme lors de l'affaire des Franco-Manitobains: je ne me suis pas caché, je suis allé, c'est ça le leadership.

J'ai appris aussi que, comme premier ministre, il me faut traiter avec une nouvelle définition de moi-même. Ce n'est pas par hasard que le Parti conservateur s'est ramassé enfin un peu sur les grandes questions, ouvert sur le Québec, prenant la défense de toutes les minorités à travers le pays et a formé un gouvernement national. C'est pas exclusivement de la bonne chance; il y avait de la bonne gestion et énormément de fermeté et de leadership là-dedans.



Réginald Martel

Bardes de profits, du moins le leur souhaitent, les éditeurs se lancent bravement dans la deuxième partie de la saison.

Chez Hurtubise HMH

Hurtubise HMH annonce pour ce mois-ci, hors collection, *Sédiments*, ouvrage collectif réalisé sous la direction de Georges Leroux. Il s'agit de travaux qui ont servi de point de départ au colloque de l'UQAM, en 1979, sur les rapports du texte et de l'institution.

Dans la collection l'Arbre, Sara Sage, de Monique Bosco, ou l'évolution d'une petite fille dans une société qui l'accepte difficilement et qu'elle-même refuse d'accepter.

En mars, dans la collection Breches, *Femmes imaginaires*, un ouvrage dans lequel Mieke Bal s'intéresse aux personnages bibliques féminins, Eve, Rachel, Dalila ou Putifar.

Dans la même collection, *La Raison du plus fort*, de Louise Marcil Lacoste, un ouvrage qui porte sur la femme de la période classique et qui étudie tous les enjeux du sexisme.

En avril, dans la collection Musique, Louise Bail Milot rend hommage à Jean Papi-neau-Couture; elle raconte sa vie et explique ses oeuvres.

Dans la collection Histoire, des Cahiers du Québec, *Iles Dots des religieuses au Canada-français: 1639-1800*. Saviez-vous qu'avant 1800, il en coûtait à un père huit fois plus cher pour marier une fille à Dieu plutôt qu'à un mortel?

En mai, dans la collection Breches, *Dispositions*, par Christie V. McDonald. Un rapprochement entre la musique et le texte dans les écrits de Jean-Jacques Rousseau, Stéphane Mallarmé, Marcel Proust et Jacques Derrida.

Les projets de Hurtubise HMH vont même jusqu'à l'automne, puisqu'on nous annonce déjà, dans la collection Jeunesse, un nouvel épisode des aventures de Michel Labre, par Madeleine Gaudreault-Labrecque, et dans la prestigieuse collection Constantes, un nouvel essai de Naim Kattan, *Le Repos et l'Oubli*.

Chez Pierre Tisseyre

Aux Éditions Pierre Tisseyre, *Louis Riel: la fin d'un rêve*, par Ruby Wiebe dans une traduction de Michelle Robinson. Ce livre est l'histoire romancée, mais véridique, de la rébellion des Métis de l'Ouest, en 1885, et de leur chef Louis Riel.

En traduction aussi, par Suzanne Saint-Jacques Mineau (qui a dû bien s'amuser), *Un grain de sel*, recueil de textes du très grand humoriste Stephen Leacock. Contrairement à ses savants travaux, réalisés à l'université McGill, les pages d'humour de Leacock ont peu perdu de leur actualité.

Chez VLB éditeur

Du théâtre d'abord, déjà paru, avec des pièces de Francine Maryse Noël, *les Anges gardiens de la Chandeleur*, et, réunies, 20 pièces de plusieurs auteurs, dont Tremblay, Gurik, Marchessault, Jeanne-Mance Delisle, Dubé, Barbeau, Garneau et autres.

En février, une autre pièce de Marie Laberge, *L'Homme gris*, suivi de *Eva* et *Evelyn*. *L'Homme gris* sera jouée à compter du mercredi 12 février au théâtre de Bobigny, en banlieue de Paris, et Piéplu tiendra le rôle principal. Et puis la *Malédiction de Tchekapesh*, de Michel O. Noël, pièce inspirée de la mythologie et du mode de vie des Amérindiens du Québec.

En mars un essai, *Jeunesses: des illusions tranquilles*, fruit du travail d'un groupe de jeunes pendant l'Année internationale de la jeunesse. Puis un roman, *Programmeurs à gages*, dont l'éditeur Jacques Lancôt espère faire un best-seller. C'est le premier roman de Jacques Bissonnette, qui travaille dans le milieu de l'informatique. Un fameux héros, nous promet-on, et pas macho pour deux sous, comme il arrive souvent dans les romans d'espionnage. Lancôt paraît ne douter de rien: « Bref, un best-seller que tout le monde lira et s'arrachera, le livre idéal pour les vacances sur le bord de la mer ou de sa piscine, car avec la dévaluation du dollar on se demande bien où l'on va passer ses vacances cet été! »

Continuons. En avril, la biographie du chef métis Gabriel Dumont, écrite par l'écrivain canadien-anglais George

L'ÉDITION LITTÉRAIRE

Les promesses de la mi-saison

Woodcock. Aussi des histoires d'amour, de passion, une écriture neuve... *les Garçons magiques*, de Jean-Paul Daoust; *les Fleurs du catalpa*, de Madeleine Gagnon qui poursuit sa quête de l'identité à travers l'écriture; *Maitresses-Cherokees*, un récit de Josée Yvon; *le Pêril amoureux*, des nouvelles de ce Daniel Gagnon qui a fait paraître chez Leméac récemment un livre extraordinaire, *la Fille à marier*.

Du côté des essais, une *Histoire des sports au Québec*, par Donald Guay, et *l'Italie, le philosophe et le gendarme*, actes du colloque tenu à l'UQAM.

En mai, dans la collection Cahier noir, un nouveau Maurice Gagnon, *la Mort à pas feutrés*, et *les Carnets de voyage* de Guy Deshaies, qui fut nous assure-t-on le Foglia du *Devoir*.

Enfin, réédition en poche de *l'Amélancheur*, un des plus beaux romans de Jacques Ferron.

VLB éditeur aura dix ans cette année; on fêtera ça au printemps ou à l'automne.

Agenda des lettres

Que diriez-vous d'entendre un fameux conteur, journaliste, écrivain, traducteur et éditeur et qui a connu et fréquenté à ce titre un très grand nombre de personnalités de la littérature, du cinéma et de l'art, vous raconter ses rencontres de Samuel Beckett ou Marilyn Monroe, Henry Miller ou Ernest Hemingway, Anthony Burgess ou Brigitte Bardot, Raymond Queneau ou James Joyce?

Il s'appelle Georges Belmont et ses propos, recueillis dans son petit appartement de la rue Saint-Dominique à Paris par Louise Chartrand, seront diffusés pendant deux semaines tous les matins à l'émission *Il fait toujours beau quelque part*, à la chaîne AM de Radio-Canada. L'émission commence à 9 h 30. Tendez l'oreille: c'est passionnant!

Le prochain *Lundi du Temporel* aura lieu au café du même nom, 25, rue Couillard à Québec, le 17 février. Sous le thème de l'amitié, cette soirée réunira Francine Déry, Francine Noël et Guy Dufresne. L'admission est gratuite et on s'informe, au besoin, auprès de Guy Cloutier, au (418) 694-9302.

La librairie Hermès recevra ce mois-ci Paquerette Villeneuve, auteur de *Retour 1: journal d'émotions*, paru chez Leméac (7 février à 17 h); Elaine Caire, auteur de *Mieux choisir son partenaire amoureux*, ouvrage paru chez Libre Expression (14 février à 19 h); Pauline Harvey, auteur de *Encore une partie pour Berti*, paru à la Pleine Lune (21 février à 17 h); et enfin, le vendredi 28 février à 17 h, Hélène Pelletier-Baillargeon, dont le *Marie Gerin-Lajoie* est paru au Borealis. Les visiteurs sont bienvenus.

Le mercredi 12 février, la Place aux poètes organise une fête de la Saint-Valentin. Janou Saint-Denis recevra Jean-Paul Daoust. Le mercredi 19, soirée des découvertes de la poésie jeunesse, avec Alain Lalumière, Catherine Larivain, Jeannine Thomas et Hugo Gélinas. Le mercredi 26, *Etats limites* avec Alain Lord, ingénieur, poète et musicien, instigateur de *l'Ultimatum*.

Lauréats de SF et de BD

La revue *Solaris* annonce les gagnants du prix Solaris 1986. Pour le volet littéraire, le premier prix est décerné au Sénégalais Richard Conal pour une nouvelle de science-fiction, *C.H.O.I.X*; le deuxième prix, ex-aequo, va au Québécois Jean-Louis Trudel pour *les Proscrits de Géhenne* et à la Française Sylvie Huguet pour *le Pacte*.

Le volet bandes dessinées était consacré cette année au scénario. Diane Robitaille, de Sherbrooke, et Jean Merlin, de France, ont gagné ex-aequo le premier prix pour *Lilith* et *l'Opto-mirage*, respectivement. Marc Pageau, de Charlesbourg, et Steve Holby, se retrouvent ex-aequo au troisième rang.

Les oeuvres primées seront publiées dans *Solaris* cette année.



Jean-Jacques Nattiez (à gauche) et Louis Lortie.



Louis Lortie: le plus grand pianiste canadien

LOUIS LORTIE, pianiste. Hier après-midi, Polack Hall de l'université McGill. Présentation: Ladies Morning Musical Club (Radiodiffusion: CBAM-FM, date à être annoncée).

Programme: Sonate no 7, en re majeur, op. 10 no 3; Beethoven; Sonate no 8, en do mineur, op. 13 (Grande Sonate pathétique); Beethoven; Sonate no 3, en fa mineur, op. 5; Brahms.

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE JOUETTE-LANAUDIÈRE. Chef d'orchestre: Jean-Jacques Nattiez. Solistes: Vladimir Landsman, violoncelle; Saimon G. Rivest, flûte; Claude-Champagne de l'Université de Montréal.

Programme: «Anrago deaso», ext. de Walter Music; Handel; Concerto pour violon et orchestre en re majeur, op. 61; Beethoven; Symphonie no 8, en si mineur, D. 759 («Inachevée»); Schubert (version en quatre mouvements).

Confirmation pour ceux qui le connaissent déjà, révélation pour ceux qui l'entendaient pour la première fois: Louis Lortie est, jusqu'à preuve du contraire, le plus grand pianiste produit par le Canada.

CLAUDE GINGRAS

Je sais que l'affirmation est considérable. Je la prends entièrement sur moi. Si je me trompe, tant pis. Mais je suis absolument sûr de ne pas me tromper.

J'irai encore plus loin. Pourquoi se restreindre au Canada? Ce qui compte davantage, je pense, c'est que Louis Lortie soit — ce qu'il est, tout à fait — un des pianistes les plus importants actuellement dans le monde entier. Dans le contexte, le fait qu'il soit canadien est finalement accessoire.

Le récital qu'il a présenté hier après-midi au Ladies' Morning Musical Club rejoint, à tous les égards — de la totalité de la science pianistique à la plénitude de la maturité, en passant par les niveaux les plus variés d'émotion —, les expériences inoubliables que nous ont valuées ces récentes saisons les plus grands parmi les jeunes: Pollini et Zimerman.

On aimerait analyser, froidement, comme c'est le cas de la presque totalité des événements

musicaux. On ne le peut pas. L'émotion était trop grande. Que l'on me comprenne bien: l'émotion pure, dans ce qu'elle a de plus beau, et non l'émotion que l'on confond avec la sensiblerie.

Louis Lortie jouait comme pour lui-même, comme seul au monde, le visage s'illumina ou s'assombria avec la musique, et, dès la première page de la Sonate op. 10 no 3 de Beethoven, l'auditoire entier s'engagea avec lui dans son aventure spirituelle. A l'entracte, on ne parlait que de cela. Après le Brahms, ce fut l'ovation debout, délirante, et un «bis»: l'Intermezzo op. 116 no 2, en la mineur, de Brahms. Le récital était fini depuis quelques heures et on en parlait encore, les larmes aux yeux.

Mais l'analyse froide... oui, il faut bien y venir.

Tout d'abord, la technique: sans problèmes, avec des traits rapides qui transforment des passages gauchement écrits, avec des accords bien plaqués où toutes les notes sonnent. Cela, on le savait depuis au moins un an, c.-à-d. depuis l'intégrale des Etudes de Chopin, qui comptent parmi les oeuvres les plus terrifiantes sur ce plan. Il faut aussi parler de l'équilibre absolu entre les deux mains, les voix à la main gauche, y compris celles en octaves, sortant toujours avec clarté. Et cette sonorité, toujours égale, même en multipliant les «f» et les «p», cette sonorité qui vous va droit au coeur: il faut en chercher l'origine, le secret, dans une pulsation intérieure qui nous échappe. La sonorité... le silence, aussi, entre les phrases, la façon avec laquelle le pianiste permet à la musique de respirer, au son de venir jusqu'à nous puis mourir (d'accord, un piano un tout petit faux au suraigu: on oublie vite).

Analyse encore: Lortie s'applique à faire toutes les reprises. Choix d'oeuvres intéressants,

avec deux Beethoven qui se suivent chronologiquement et l'immense Sonate op. 5 de Brahms, avec ses interrogations, et dont il donne une vision également immense. Vingt-sept ans, et pourtant, qui a entendu mieux dans le Brahms? Superbe programme: oui, même la *Pathétique*, parce que Lortie tire quelque chose du Rondo, qui peut être si insipide. L'étonnante maturité du jeune pianiste rejoint d'ailleurs celle des compositeurs lorsqu'ils livrent ces oeuvres: Beethoven n'avait pas 30 ans et Brahms en avait 20.

J'ai entendu le mot «génie» plusieurs fois hier après-midi. Le mot m'était venu à l'esprit dès le début du premier Beethoven...

L'Orchestre de Lanaudière

Créé il y a un an et demi et formé d'une cinquantaine de jeunes adultes, musiciens amateurs ou étudiants en musique, l'Orchestre symphonique de Joliette-Lanaudière nous a valu, toutes proportions gardées, une autre expérience passionnante samedi soir. Jean-Jacques Nattiez a obtenu de son orchestre une bonne intonation collective, un déroulement naturel et même de beaux moments d'expression. Quelques gaucheries, sans gravité dans le contexte (là encore, les cors surtout).

L'*Inachevée* de Schubert est présentée dans l'une de ses versions «achevées». J'ai donné les détails en chronique mardi dernier. L'impression finale: l'*Inachevée* sonne très bien telle qu'on la connaît depuis toujours. Mais l'expérience était intéressante. Public enthousiaste et «bis»: le Prélude de *Car-men*.

Musicalité et belle sonorité chez Vladimir Landsman, mais, encore, des problèmes d'intonation qu'il lui faudra absolument résoudre avant de revenir devant le public. Cadences de Kreisler, y compris entre le mouvement lent et le Rondo final.

MONTE-CARLO

Les images créées sur ordinateur, dernier cri en télé

MONTE-CARLO (AFP) — Le huitième marché international du cinéma, de la télévision et de la vidéo de Monte-Carlo ouvre ses portes aujourd'hui, dans le cadre du 26^e festival de télévision qui a déjà accueilli la semaine dernière le forum des nouvelles images.

Les chaînes du monde entier, dont pour la première fois les futures télévisions privées françaises, vont remplir leur panier de feuilletons, séries et dramatiques. C'est aussi pour elles l'occasion de mettre en valeur certaines de leurs productions.

La chaîne française TF1 présentera notamment un film de Claude Santelli avec l'actrice Marie-Christine Barrault, *Berthe*, qui fait partie de la grande série en six épisodes *l'Ami Maupassant*.

Ce marché s'accompagne d'une compétition qui a démarré dès samedi et à laquelle participent 31 pays de tous les continents, dont pour la première fois Télé Monte-Carlo. Comme chaque année, cette compétition regroupe deux concours différents: l'un réservé aux programmes de fiction, l'autre aux programmes d'actualité. Deux Nymphes d'or et deux Nymphes d'argent seront décernées samedi prochain aux meilleures émissions dans ces catégories.

L'invasion de l'ordinateur

Quant au 5^e Forum des nouvelles images — Imagina — qui s'est déroulé du 4 au 7 février, il a permis aux spécialistes de l'audiovisuel et aux journalistes réunis à Monte-Carlo de constater que les Américains sont toujours les meilleurs dans le domaine, mais que les Français sont d'excellents élèves.

Imagina est la plus grande manifestation européenne dans le domaine des images synthétisées par ordinateur.

Celles-ci envahissent la publicité, les génériques de télévision et les vidéoclips sans que le public sache toujours que ces volumes qui virevoltent dans l'espace, ces silhouettes magiques qui se composent et se décomposent, ne sont pas nées d'une caméra ou du pinceau mais directement d'un ordinateur où les dessins ont été programmés sous forme d'une ribambelle de chiffres.

Le marché est en progression spectaculaire: 2,6 milliards de dollars environ en 1982, 9,5 milliards de dollars en 1986. Et en 1990, selon Jacques Pomonti, président de l'Institut National de la Communication Audiovisuelle (INA), il pourrait atteindre 26 milliards de dollars.

«Hard Woman» de Mick Jagger

Aux États-Unis, La Mecque des nouvelles images, l'homme à la mode s'appelle John Whitney, président de Digital Productions. Il vient de produire le vidéoclip le plus sophistiqué de l'histoire de la télévision. *Hard Woman*, de Mick Jagger, qui dure quatre minutes, a été entièrement synthétisé par ordinateur en 3D, technique qui permet de donner une impression saisissante de relief.

Et il n'a coûté que \$250 000 (US), soit à peine le quart du prix du célèbre *Thriller* de Michael Jackson. *Hard Woman* a reçu dans sa catégorie le prix Pixel, devant un autre clip en synthèse d'images, *Money For Nothing*, du groupe britannique Dire Straits.

«Tony de Peltrie» du Québec

Parmi les autres oeuvres primées, le public a aimé le film canadien *Tony de Peltrie*, l'histoire d'un pianiste de jazz, entièrement créé par ordinateur, et *La maison qui grandit avec la famille*, un petit film français réalisé par la SOGITEC, l'une des seules sociétés françaises d'images de synthèse capables de rivaliser avec les Américains.

L'*unique* de Jérôme Diamant-Berger, avec la cantatrice Julia Migenes-Johnson, le premier film français mettant aux prises deux comédiens en chair et en os avec un personnage créé par ordinateur, a été présenté en avant-première à Monte-Carlo.



Une étoile pour Bette

Bette Midler est devenue la semaine dernière la 1 821^e personne à se voir immortaliser par une étoile sur la «promenade de la renommée» d'Hollywood.

«C'est complètement fou. Je suis abasourdie. J'espère que vous allez tous venir marcher dessus», a déclaré la comédienne qui retenait ses larmes.

Son étoile, située coin Hollywood Boulevard et Vine Street, a été dévoilée en présence de plusieurs fans auxquels le président du Walk of Fame Committee a déclaré que Bette Midler avait bien sûr été choisie pour son travail professionnel, mais que son engagement en faveur de nombreuses causes, dont l'assistance aux affamés d'Afrique, était entré en ligne de compte.

Bette Midler, qui partage la vedette de *Down and out in Beverly Hills* avec Richard Dreyfuss et Nick Nolte, a déjà gagné deux Grammys et deux Golden Globe Awards. Elle a également été mise en nomination pour l'Oscar de la meilleure actrice, en 1979, pour ses débuts au cinéma dans le film *The Rose*.

téléphoto UPI

Richard Cocciante : des liens étroits avec le Québec

■ QUÉBEC — Pour sa première prestation sur scène au Québec, Richard Cocciante avait choisi, jeudi dernier, un spectacle populaire au Colisée de Québec en compagnie de l'Orchestre symphonique.

JOHANNE ROY
de la Presse Canadienne

Seul artiste étranger à se produire aux côtés des Paul Piché, Fabienne Thibeault, Evan Joannès et Michel Louvain, Richard Cocciante se sentait un peu comme « l'invité ».

En répétition, jeudi après-midi, le chanteur qui possède la double nationalité italienne et française, affiche l'air decontracté forgé par plus de 15 ans de métier.

De petite taille, les cheveux bouclés, un foulard au cou qui ne parvient sans doute pas à le protéger du froid humide de l'enceinte sportive — le thermomètre oscille autour des 15 degrés sous zéro à l'extérieur — Richard Cocciante parle de sa carrière en toute simplicité, mais sans fausse modestie.

Au Québec, son nom est depuis quelques années associé aux succès *Avec Simplicité*. *Sincerité*, *Marguerite* et tout récemment, *Question de feeling*, un duo avec Fabienne Thibeault. L'auteur-compositeur-interprète estime toutefois que les gens ne le connaissent pas assez ici.

Sept chansons avec Plamondon

Il compte revenir au Québec à la fin de l'année, cette fois pour une tournée avec un récital plus complet de 25 chansons.

Au moment où il se produisait au Colisée, les téléspectateurs ont toutefois pu goûter sa musique dans le cadre de l'émission *Vedette en direct* à Radio-Canada.

Un nouveau 33 tours sortira à la fin du mois, comprenant sept chansons composées avec Luc Plamondon.

Avec sa double nationalité italienne et française, Richard Cocciante débute sur la scène au Québec. Mais ses premiers disques en français se sont mieux vendus ici qu'en France. Et aujourd'hui, après son duo avec Fabienne Thibeault, il nous annonce d'autres chansons de Luc Plamondon.



Plamondon et trois avec Jean-Lou Dabadie. « Ce sont des chansons qui me représentent très bien et qui sont en contraste avec ce qui se fait maintenant, donnant de l'espace à l'orchestre », affirme-t-il.

Du titre *L'homme qui vole*, il affirme qu'il le représente un peu. « Moi, je vole dans mon art, dans mes chansons et dans ce que je fais. Je préfère confier les questions d'affaires aux personnes qui m'entourent ».

Depuis son premier disque en 1972, Richard Cocciante n'a jamais dérogé à son style intimiste, ni à ses chansons à texte auxquelles il croit en dépit de tous les courants qui secouent la chanson française aussi bien qu'internationale.

Des premiers pas dans le métier à la consécration, l'Italie a toujours occupé une place de choix. Il a sorti 11 disques là-bas, alors que ses débuts en France ont été plus tardifs.

« J'ai d'abord été connu au Québec. En France, j'ai sorti un 33 tours qui n'a pas été bien accepté par les médias, tandis qu'ici, cela a été un succès partout ».

De grandes choses avec de petites choses

C'était l'époque de *Si j'étais*. Puis, il y a eu notamment *Avec simplicité*, une chanson que Serge Lama a interprétée et qu'il avait composée avec lui.

« Dans mes chansons, on retrouve les faits simples de la vie, affirme Richard Cocciante. L'univers est toujours fait de cellules très petites qui se multiplient et je crois qu'en racontant

de petites choses, on perce de grandes choses. Ne serait-ce qu'une rencontre ou une petite histoire d'amitié.

Ainsi, *Question de feeling*, c'est un texte qui ne raconte presque rien, mais en filigrane, il y a tout le mystère de la rencontre et toutes ces choses qui se greffent là-dessus : le destin, un clin d'oeil que l'on se donne ou que l'on ne se donne pas ».

Il y a un an et demi, Richard Cocciante avait improvisé un duo avec Fabienne Thibeault sur un plateau de radio en France. Par la suite, il composait une chanson avec Luc Plamondon qui est devenue une oeuvre pour duo. On a alors recherché une interprète et Cocciante s'est rappelé cette sorte de connivence avec Fabienne.

En français, en anglais, en italien et en espagnol

La chanson sera reprise en anglais avec une interprète américaine, dont le nom ne peut être dévoilé pour le moment car tout est encore en négociation.

Outre sa production sur disque, Richard Cocciante fait beaucoup de scène en Italie. « Comme artiste national, je fais un peu partie des moeurs », souligne Richard Cocciante.

Il participera à quelques concerts là-bas au cours de l'été (il aime les concerts en plein air), puis il entreprendra un tour de chant en France, pour traverser l'Atlantique de nouveau à destination du Québec puis de l'Amérique du Sud. Incidemment, Richard Cocciante chante en espagnol et il est très connu au Venezuela, au Mexique, au Chili et en Argentine.

CINÉMAS CINEPLEX ODEON

ANÉMONE - THIERRY L'HERMITTE <i>Le Mariage du Siècle</i> BERRI (G) ST DENIS - 515 CATHARINE 300-2115 S. LONGUEUIL (G) PL. LONGUEUIL - 515-1461 ASTRE 1000 LAPOSTOLLE - 377-5001	3 HOMMES et un couffin BERRI (G) ST DENIS - 515 CATHARINE 300-2115 LE DAUPHIN REMBURSEMENT D'EMERVILLE 721-8000 BROSSARD MALL CHAMPLAIN 460-8000
RETOUR VERS LE FUTUR STEVEN SPIELBERG CHAMPLAIN (G) 515 CATHARINE 300-2115 S. LONGUEUIL (G) PL. LONGUEUIL - 515-1461 CARTIER-LAVAL 1000 LAPOSTOLLE 377-5001	PADRE NUESTRO VERSION FRANÇAISE L'Univers-Guy Lemay - LE SOLER BERRI (G) ST DENIS - 515 CATHARINE 300-2115
Agnès de Dieu L'histoire d'un... JANE FONDA ANNE BANOROFF MEG TILLY BERRI (G) ST DENIS - 515 CATHARINE 300-2115	Murphy's Romance CHARLOTTE GAINSBOROUGH ASTRE 1000 LAPOSTOLLE 377-5001
ROCKY IV VERSION FRANÇAISE CHAMPLAIN (G) 515 CATHARINE 300-2115 S. LONGUEUIL (G) PL. LONGUEUIL - 515-1461 ASTRE 1000 LAPOSTOLLE 377-5001	SOLEIL DE NUIT VERSION FRANÇAISE DE WHITE NIGHTS Smurfs (G) ST DENIS - 515 CATHARINE 300-2115 BROSSARD MALL CHAMPLAIN 460-8000 PARADIS 1000 LAPOSTOLLE 377-5001
MEILLEUR FILM LOS ANGELES FILM CRITICS ASSOCIATION C'est dans votre tête <i>Brazil</i> A UNIVERSAL Release LE DAUPHIN (EN VERSION FRANÇAISE) REMBURSEMENT D'EMERVILLE 721-8000 PLAZA ALEXIS NINON (EN VERSION ANGLAISE) MONTREAL 377-5001	ROBERT REDFORD MERYL STREEP <i>SOUVENIRS D'AFRIQUE</i> version française de <i>OUT OF AFRICA</i> CREMAZIE (G) ST DENIS - 515 CATHARINE 300-2115 BROSSARD MALL CHAMPLAIN 460-8000
IRON EAGLE A UNIVERSAL Release PARIS (G) 1120 7-45 1000 LAPOSTOLLE 377-5001	FIX L'aventure par excellence QUÉBEC (G) SQUARE DECARIE BONAVENTURE (G) PL. BONAVENTURE 861-2725 2001 UNIVERSITE COUR DE MAISONNEUX 840-4516
ROBIN WILLIAMS KURT RUSSELL <i>The BEST OF TIMES</i> BONAVENTURE (G) PL. BONAVENTURE 861-2725 2001 UNIVERSITE COUR DE MAISONNEUX 840-4516	

la presse et CKAC 97.3

en collaboration avec **CINÉMA INTERNATIONAL**

CINÉPLEX ODEON invitent 175 familles à une représentation spéciale du Film

V'LA LES SCHTROUMPFS

LES ALBUMS, LES FIGURINES ET LES COLORIAGES "SCHTROUMPFS"... EN VENTE PARTOUT AU QUÉBEC!

le samedi 22 février à 10:00 hres au Cinéma Champlain

ATTENTION! "LA MASCOTTE SCHTROUMPF SERA SUR PLACE."

AYEZ LA CHANCE DE GAGNER:
1^{er} PRIX: UNE "ESCAPADE DE VIA RAIL À CANADA" WONDERLAND md AFIN DE VISITER LE VILLAGE DES SCHTROUMPFS.
2^e PRIX: GRACIEUSETÉ DE *toyville* UN SCHTROUMPF GÉANT EN PELLUCHE.

*ESCAPADE: VOYAGE ALLER-RETOUR FAMILIAL (2 ADULTES/2 ENFANTS) PAR VIA RAIL. DEUX NUITS D'HERBERGEMENT DANS UN HÔTEL DE TORONTO AINSI QUE LE VISA D'ENTRÉE POUR CANADA (WONDERLAND md), GRACIEUSETÉ DE *VIA*

Le concours débute le 8 février pour se terminer le 12 février

Le texte des règlements relatifs à ce concours est disponible au CINÉMA INTERNATIONAL

La valeur des prix offerts est d'environ 3 162 \$05

Envoyez le coupon-réponse à:
CONCOURS V'LA SCHTROUMPFS
A. CINÉMA INTERNATIONAL
8275 May Rand
Montréal, H4P 2C8

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____
Code postal: _____ Tél: _____
Je suis abonné(e) à LA PRESSE j'achète LA PRESSE en kiosque

PASSEZ DU FROID AU CHAUD AVEC NOTRE BARBECUE D'HIVER

Qui dit qu'un barbecue n'est bon qu'en été? Chez la Mère Tucker nous vous offrons toute une surprise! Six soupers spéciaux grillés à la perfection.

Chaque repas comprend les soixante régals de notre célèbre table de crudités, pommes de terre ou riz, un légume, un pain maison chaud et, si votre appétit n'est pas comblé, notre tarte aux pommes maison.

Passez du froid au chaud avec les barbecues d'hiver de la Mère Tucker.

Des mets spéciaux à prix spéciaux. Du dimanche au jeudi jusqu'au 27 février seulement.

Boeuf barbecue ou 1/2 de poulet barbecue 895\$

Surlonge 6 oz. ou Brochette de crevettes 995\$

Côtes barbecue ou Combo poulet et côtes 1095

Chez la Mère Tucker *C'est le bon choix!*

ROSBIF - FRUITS DE MER - GRILLADES

CENTRE-VILLE-1175, place de Frère André 866-5525
ST. LAURENT-6971, chemin Côte de Liesse 737-0092

SUR PLEINS YEUX C'EST ENCORE MIEUX L'APRÈS-MIDI

pour les passionnés de magazines

Cinéma, santé, beauté, astrologie, mode, humour, voilà le menu divertissant que vous propose le nouveau magazine *C'est encore mieux l'après-midi*. Du lundi au vendredi, avec relâche le mercredi. Christophe Dechavanne vous présente de nombreuses rubriques, toutes aussi intéressantes les unes que les autres, entrecoupées de numéros de variétés.

C'est encore mieux l'après-midi, un rendez-vous quotidien, qui vous promet d'agréables moments, les lundi, mardi, jeudi et vendredi, à 16h30 (en reprise à 9h30, les mêmes jours la semaine suivante) à l'écran de TVFQ. 99.

99 PLEINS YEUX SUR TVFQ

99

APPRENEZ L'ANGLAIS OU L'ESPAGNOL... chez vous

Vos activités professionnelles, culturelles, votre passion pour les voyages, tout vous incite à apprendre l'anglais... l'espagnol?

Quels que soient vos besoins, vous initier ou vous perfectionner, la **Télé-université** a les outils qu'il vous faut: une gamme de cours de langue.

OÙ QUE VOUS SOYEZ AU QUÉBEC, APPRENEZ L'ANGLAIS OU L'ESPAGNOL

- chez vous
- à peu de frais (67,50 \$)
- avec de la documentation écrite et sonore
- à l'aide d'un tuteur.

UN COUP DE FIL, C'EST SI FACILE...

APPELEZ-NOUS SANS FRAIS!

(514) 522-3540
1-800-361-6808

Université du Québec
Télé-université

AVEC L'AVÈNEMENT DE MIKHAIL GORBATCHEV Quelque chose bouge dans la culture

MOSCOU (AP) — Le poète levgueni levtouchenko attaque indirectement la censure. Un metteur en scène réputé réclame des changements susceptibles de remplir des théâtres vides. Un club, où se produisent des groupes de rock semi-clandestins, a ouvert ses portes à Moscou.

Quelque chose bouge dans la culture soviétique, qui apporte un minimum de changement dans un domaine qui apparaît souvent sclérosé.

Nombre d'intellectuels moscovites attribuent cette situation à la nouvelle direction nationale, conduite par Mikhaïl Gorbatchev. Sa prise de position en faveur d'une plus grande franchise et de moins de bureaucratie dans l'existence soviétique conduit à une remise en question de la pensée politique et économique et à un ré-examen dans le domaine artistique.

A ce jour, les changements politiques et économiques paraissent moins viser à des bouleversements profonds qu'à débarrasser la société d'une bureaucratie excessive. Et, dans la vie culturelle, les gens paraissent espérer qu'une rationalisation entraînera une réduction de la censure et mettra un terme à la coutume qui consiste parmi les artistes à solliciter les faveurs de milieux officiels pour progresser dans leur carrière.

Un des premiers appels au changement est venu l'été dernier de Mark Zakharov, metteur en scène du théâtre Komsomol Lénine de Moscou, qui fut remarqué pour avoir présenté deux comédies musicales rock soviétiques.

Trop de bureaucrates

Dans l'hebdomadaire culturel *Gazette Littéraire*, M. Zakharov a déploré la situation du théâtre soviétique, où des pièces classiques restent à l'affiche pendant des années, sinon pendant des décennies, et où des obstacles financiers et bureaucratiques barrent la route à des créations.

« Nous n'allons pas seulement au théâtre pour tuer le temps, a écrit M. Zakharov. Nous ne sommes intéressés que par des créations fondamentalement nouvelles, c'est-à-dire un genre de pièces dans lesquelles des idées théâtrales hardies, controversées, sont mises à l'épreuve ».

« Cette tutelle mesquine est irritante... Le nombre incroyablement important de gens qui nous administrent, en instituant un nombre toujours croissant de règles, de limites, d'interprétations et de directives qui concernent la vie théâtrale intérieure, privent presque entièrement les théâtres de leur conscience économique et créatrice, de leur sens de responsabilité et d'une liberté de manoeuvre ».

L'article a été le détonateur d'un débat public à propos du monde artistique.

Valery Soukharado, directeur de la firme d'enregistrement soviétique Melodiya, s'est référé à plusieurs reprises à M. Zakharov en expliquant, quelques semaines plus tard, dans la *Gazette Littéraire*, que la censure n'est pas seule à incriminer dans la difficulté de fabriquer de bons disques.

A peu près la moitié du matériel de Melodiya date de plus de 20 ans et un système démodé de commandes fait obstacle à une production massive de disques populaires, a-t-il dit.

Un plaidoyer plus net pour une expression plus libre a été lancé par levtouchenko, à l'occasion d'une assemblée plus restreinte, un congrès des écrivains soviétiques, ouvert par M. Gorbatchev et d'autres membres du Bureau politique.

M. levtouchenko n'a pas été le seul écrivain à entendre l'appel de M. Gorbatchev en faveur d'une plus grande « glasnost » (franchise) et à vouloir la mettre en oeuvre dans le domaine des arts, de l'histoire et de la société.

En tout état de cause, de nouveaux modes culturels ont réussi des percées incontestables. La musique rock, hérétique il y a 15 ans, est devenue chose courante.

Tout en n'étant pas approuvés par le ministère de la Culture, ces groupes sont autorisés à se produire à Léninegrad. Selon le journal des jeunes communistes

des *Komsomolskaya Pravda*, il existe aujourd'hui à Moscou un club pour 48 groupes. Une information précédente avait fait état de plus de 60 orchestres « amateurs ».

« Ne bouge pas »

L'existence de ces groupes indique l'existence de nombreux secteurs de la culture soviétique, qui ne sont pas officiellement approuvés mais qui sont autorisés à fonctionner, dans la mesure où ils ne contreviennent pas à

trop de règles et n'attirent pas trop l'attention.

Ces groupes n'auront vraisemblablement pas accès à la télévision, un des domaines où il est possible que des changements se produisent après le remplacement du directeur de la radio, qui était en place depuis longtemps et dont la fonction équivalait à celle de ministre.

Des émissions de variétés, plus nombreuses et meilleures, auraient été commandées. Et cer-

tains Moscovites ont éprouvé un sentiment d'encouragement lorsqu'ils ont vu sur le petit écran une brève séquence de « break-dance » la veille du Nouvel An.

Mais l'expérience d'un chanteur, qui a récemment enregistré pour la télévision, donne à penser que des limites strictes subsistent. « J'ai essayé d'y mettre un peu de vie en faisant un pas de danse, a-t-il déclaré. Mais on m'a dit : ne bouge pas ».

VERRES DE CONTACT SOUPLES POUR ASTIGMATISME

325\$ Ord. jusqu'à 400\$

NOUVEAU MODÈLE MINCE, TRÈS CONFORTABLE

OFFRE VALABLE DU 10 AU 28 FÉVRIER 1986

VERRES DE CONTACT À PORT QUOTIDIEN

À compter de **159\$** MARQUES RENOMMÉES

SERVICE DE RENDEZ-VOUS POUR EXAMENS DE LA VUE

E. H. Barlow

OPTICIENS D'ORDONNANCES

2157, rue GUY, 931-8817 Près du métro Guy OUVERT JEUDI SOIR et SAMEDI
40K, ch. ST-CHARLES, BEACONSFIELD 694-6632 Près de McDonald

LES GRANDS EXPLORATEURS

BRÉSIL TERRE MAGIQUE

MARCEL ISY SCHWARTZ

3 au 14 Fev. **ARLEQUIN** 1004 est. Ste Catherine 288 4261

LUN MAR MER 20h
JEU VEN SAM 19h 21h30
DIM 13h15 16h 20h

EN PREMIÈRE POUR VOUS

AN OFFICER AND A GENTLEMAN



Un film absolument séduisant.

CE SOIR À 21H

CFCF cable 11

Ciné-Rabais en Matinée

EXCEPTÉ LE FILM «RAN»

VEUILLEZ CONSULTER LA PAGE «QUOI FAIRE» POUR LES HORAIRES

Jusqu'à 5h (lundi, mercredi, jeudi et vendredi seulement)
Adultes et Adolescents - tes \$3.50
Enfants et Age d'or \$2.50
vérifiez l'horaire pour les cinémas offrant ces matinées.

STATIONNEMENT INTERIEUR GRATUIT CENTRE-VILLE

AUX TERRASSES, 1801 ave. McGill College

pour les clients du LOEWS, PALACE, PARISIEN & IMPERIAL

pour une durée de 8 heures après 17 heures

avec l'achat de consommations ou repas de \$5.00 ou plus chez

Les Terrasses, Niveau Métro, 705 Sainte-Catherine Ouest Tél. 281-1737

Selection Officielle

Le PARISIEN

480 STE CATHERINE O. 866 3050

Fais Vite Avant que Ma Femme Revienne!

Le PARISIEN

480 STE CATHERINE O. 866 3050

La glace... Le feu... La bagarre...

YOUNGBLOOD

Le PARISIEN, VERSAILLES, GREENFIELD PARK, LAVAL

Anne Trister

LEA POOL, LOUISE MARLEAU, ALBANE GUILHE

SCHWARZENEGGER

COMMANDO

Le PARISIEN, CAPITOL, GREENFIELD PARK, LAVAL, VERSAILLES

SANS TOIT NI LOI

SANDRINE BONNAIRE

Le PARISIEN

EXPLORERS

VERSION FRANÇAISE DU RÉALISATEUR DE 'GREMLINS'

Le PARISIEN, KENT

DOWN AND OUT IN BEVERLY HILLS

Le PARISIEN, LOEWS, FAIRVIEW

POWER

YORK, FAIRVIEW, Cinema DU PARC

RAN

Version Française au PARISIEN

Le PARISIEN, KENT

YOUNG SHERLOCK HOLMES

Le PARISIEN, LOEWS

SALO OR THE 120 DAYS OF SODOM

Le PARISIEN

COCOON

Version Française

Le PARISIEN, GREENFIELD PARK, VERSAILLES

The Color Purple

Le PARISIEN, LOEWS, DORVAL

THE CLAN OF THE CAVE BEAR

IMPERIAL

WITNESS

VERSION FRANÇAISE EN NOMINATION POUR 8 OSCARS

ELYSEE

ROCKY IV

Le PARISIEN, PALACE, LAVAL

REVOLUTION PACINO

Le PARISIEN, PALACE

PRIZZI'S HONOR

EN NOMINATION POUR 8 OSCARS

PALACE, Cinema DU PARC

NEVER ENOUGH

Le PARISIEN, PALACE, LAVAL

The JEWEL of the Nile

Le PARISIEN, LOEWS, DORVAL, LAVAL

LADY JANE

Le PARISIEN, PALACE

HORAIRE RÉVISÉ

18:30 — Téléservice
Inv.: Angèle Coutu et Gilles Déry.

19:30 — Questions d'argent
Le Gatt. — Vente maisons versus gains en capital. — Planificateurs financiers et conseillers en placement. — Déficit provincial et fédéral.

Je Toffre

NEVER ENOUGH


ECOLE D'INFORMATIQUE 1600, Berr (Palais du Commerce)
MARSAN Suite 3116, Montréal H2L 4E4
 (Métro Berr-de Montigny)

POUR UNE CARRIÈRE EN INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR/ANALYSTE (12 mois) | NIVEAU COLLÉGIAL
 PROGRAMMEUR (8 mois) | PRÊTS DU GOUVERNEMENT

Prospectus gratuit: 842-8643


FAITES ÉVALUER VOS BIJOUX GRATUITEMENT
 au laboratoire de pierres précieuses

Des gemmologues professionnels seront sur place pour identifier gratuitement vos pierres précieuses, fines ou ornementales et établir en quelques minutes la valeur de vos pierres gemmes.

Une initiative du Club de minéralogie de Montréal

7 au 11 FÉVRIER
PLACE BONAVENTURE
 VENDREDI AU DIMANCHE 12H à 22H - LUNDI MARDI 10H à 22H



PETR BARAN, MAÎTRE DE L'ILLUSION

Des marionnettes à l'âge de Star War

Tempête dans un verre de lait, une production du théâtre de marionnettes L'illusion, présentée à la Maison Théâtre, 255 Ontario Est, jusqu'au 23 février. Collectif d'auteurs. Comédien Petr Baran. Musique de Suzie Côté.

■ Marionnettiste et comédien, Petr Baran raconte aux public de quatre à huit ans, sur la scène de la Maison Théâtre, une belle histoire poétique, celle d'un enfant qui, s'étant

RAYMOND BERNATCHEZ

levé trop tôt, s'éveille dans la noirceur et croit le soleil disparu du firmament à tout jamais. Malgré la peur, l'Enfant partira dans la nuit à la conquête de l'astre du jour et vivra, chemin faisant, diverses expériences.

Le petit monde de la Maison Théâtre apprécie ce spectacle et ne ménage pas ses interventions, s'adressant régulièrement à Petr Baran qui interprète le rôle de Redingui-Redingotte, un conteur se déplaçant avec sa roulotte tirée par le cheval Charlotte.

Le cheval Charlotte, c'est une marionnette construite avec des éléments amovibles qui se transformera, dans le cours de la représentation, en poisson, en



Un enfant qui part à la recherche du soleil disparu.

moustique, en hiboux puis en monstrueuse tempête.

Baran joue, de la même manière, avec tous les éléments.

Sa roulotte devient castelet, le cornet d'un gramophone sert ensuite de porte-voix aussi bien que de périscope.

À l'intérieur du castelet, des panneaux coulissants ou pivotants représentent, selon le mode d'assemblage, aussi bien la maison de l'Enfant, qu'une berge escarpée aux abords d'une rivière, ou un bois profond.

Et les petits spectateurs sont fascinés par tout ce mouvement, ces choses qui se font et se défont sous leurs yeux pour constituer autant d'univers imaginaires.

Mais les deux grandes trouvailles de Baran sont la reconstitution d'un vaisseau spatial à partir du lit de l'Enfant et la tempête. Pour ce qui est de la navette spatiale, tout y est, jusqu'au réacteur de queue représenté par un verre de lait. Un bâtonnet pyrotechnique, fiché à l'extrémité, suggère, une fois allumé, la combustion du carburant de la fusée. Pour ce qui est de la tempête, Baran a su la recréer en utilisant judicieusement plusieurs mètres de tissus soyeux.

lumé, la combustion du carburant de la fusée. Pour ce qui est de la tempête, Baran a su la recréer en utilisant judicieusement plusieurs mètres de tissus soyeux.

Le comédien, conteur, qui manipule à vue la marionnette représentant l'Enfant, s'adresse à son jeune public dans une langue poétique.

Tempête dans un verre de lait, c'est une bonne histoire, illustrée brillamment, un beau texte, du travail professionnel, soigné, témoignant du respect du Théâtre de l'illusion pour ses jeunes spectateurs.

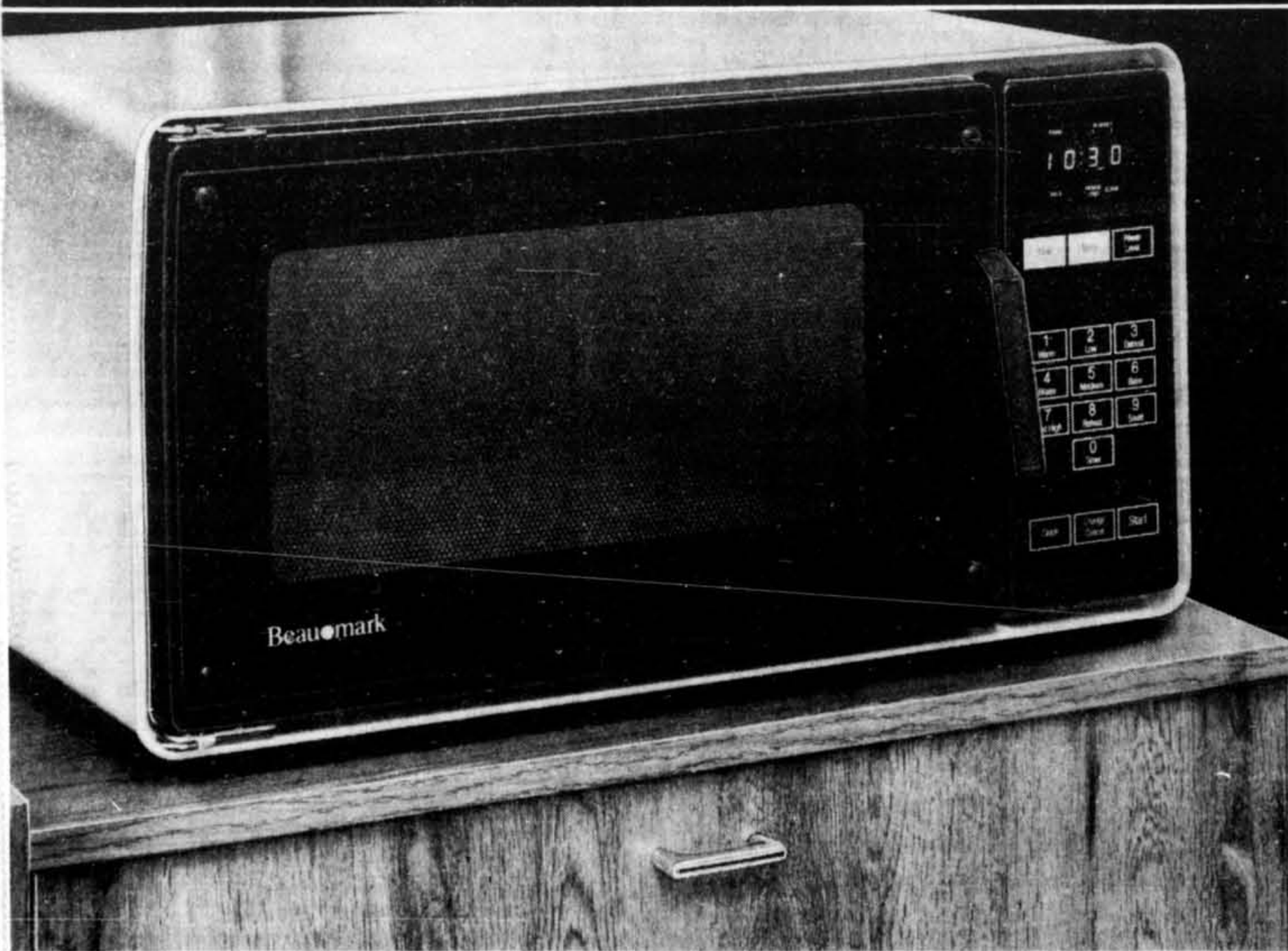
SEALMASTER
 1326, rue Notre-Dame Ouest
 5759, rue Hochelaga
 6909, rue Jarry Est
 1918, boul. des Laurentides
 805, boul. Ste-Foy (Long.)
 120, boul. Ste-Croix
 St-Laurent



OUVERT LE SAMEDI AVANT-MIDI
937-7423

À PRIX ÉPATANTS

Beau•mark



BEAUMARK: DES SOLUTIONS RAPIDES À PRIX ABORDABLES!

389⁹⁸

Ord. 449.98 N° 02220

\$60 de rabais sur micro-ondes compact électronique Beau•mark

- 650 W pour répondre à vos besoins de cuisson
- 0,8 pi³ d'espace utile. Assez grand pour la plupart des contenants de cuisine
- Commandes électroniques faciles à régler
- Sonde de température qui permet une cuisson en fonction de la température et du temps, pour ne rien laisser au hasard
- 10 intensités de cuisson pour de meilleurs résultats
- Deux niveaux de mémoire permettant de régler la durée et l'intensité de la cuisson à l'avance

- Peut être installé sous une armoire de cuisine (avec l'achat du nécessaire pour installation, 29.98)
- Horloge
- 29,2 cm H x 55,2 cm L x 33 cm P (11 1/2" H x 21 3/4" L x 13" P). Hors de photo.



Beau•mark
Un succès retentissant

VOYEZ NOTRE PROGRAMME DE GARANTIE PROLONGÉE BEAUMARK

129⁹⁸

N° 09968

Meuble pour four à micro-ondes

- Attrayante mélamine fini chêne
- Pratiques roulettes doubles
- Finition à l'arrière
- Compartiment de rangement supérieur avec abattant
- Compartiment de rangement inférieur, avec deux portes à charnières
- 86,4 cm H x 68,6 cm L x 49,5 cm P (34" H x 27" L x 19 1/2" P)

279⁹⁸

Ord. 299.98 N° 98302

\$20 de rabais sur aspirateur avec électrobrosse

- Brosse à dépolier pour déloger la saleté
- Réglage automatique en fonction de la hauteur des poils du tapis
- 4 accessoires comprenant: rallonge en acier, brosse et bec plat de dépolierage
- Bande protectrice
- Commande et réglage de puissance au pied
- Corde de rallonge de 20 pieds
- Comprend un pratique porte-accessoires

Simpson MD



la Baie